

IRAN — À L'AUBE D'UNE RÉVOLUTION ?



Courrier international

N° 1666 du 6 au 12 octobre 2022
courrierinternational.com
France : 4,50 €

**NUMÉRO
SPÉCIAL**

Algérie 5,30 DA, Allemagne 5,70 €,
Andorre 5,30 €, Canada 7,95 \$CAN,
DOM 5,10 €, Espagne 5,40 €,
Grande-Bretagne 4,70 €, Grèce 5,40 €,
Italie 5,40 €, Japon 850 ¥,
Maroc 43 DH, Pays-Bas 5,40 €,
Portugal cont. 5,40 €, Sénégal
3400 F CFA, Suisse 6,80 CHF,
TOM 850 XPF, Tunisie 7,70 DT,
Afrique CFA autres 3500 F CFA.

NOUS LES FEMMES

*Avortement, précarité, sexualité, libertés...
Cinq ans après #MeToo, des femmes du monde entier
prennent la parole dans ce numéro manifeste
pour défendre leurs droits.*



M 03183 - 1666 - F: 4,50 €



Innovantes, électriques et bien plus encore.

Audi grandsphere concept
et Audi RS e-tron GT 100 % électriques.

Le futur nous anime.

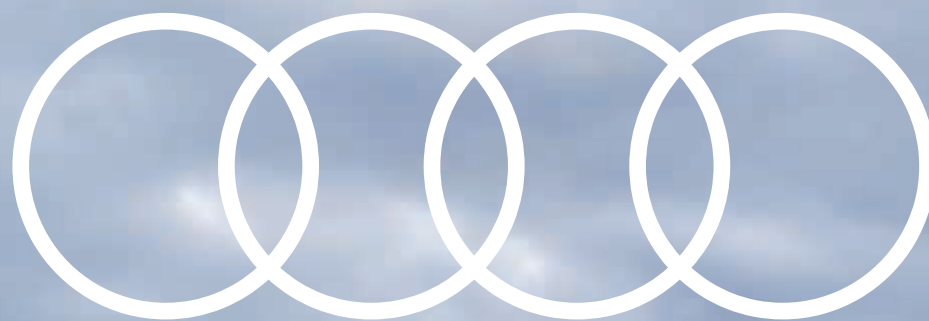


Audi Vorsprung durch Technik

L'Audi grandsphere concept n'est pas disponible à la commercialisation ou comme modèle de série.

Gamme Audi RS e-tron GT : consommation mini/maxi en cycle mixte (kWh/100 km)* : 20,6 - 21,7. « Tarif » au 20/05/2022. Valeurs susceptibles d'évolution. Pour plus d'informations, contactez votre Partenaire. Depuis le 1^{er} septembre 2018, les véhicules légers neufs sont réceptionnés en Europe sur la base de la procédure d'essai harmonisée pour les véhicules légers (WLTP), procédure d'essai permettant de mesurer la consommation de carburant

POUR LES TRAJETS COURTS, PRIVILÉGIEZ LA MARCHE OU LE VÉLO. #SeDéplacerMoinsPolluer



A 0 g CO₂/km

B

C

D

E

F

G

progress.audi

et les émissions de CO₂, plus réaliste que la procédure NEDC précédemment utilisée. * Selon configuration. Volkswagen Group France, SA au capital de 198 502 510 €, 11 avenue de Boursonne Villers-Cotterêts, RCS Soissons 832 277 370. Vorsprung durch Technik = L'avance par la technologie.

AU QUOTIDIEN, PRENEZ LES TRANSPORTS EN COMMUN. #SeDéplacerMoinsPolluer



LES CHOIX DE "COURRIER"

CLAIRE CARRARD

Nous les femmes

Elles sont iraniennes, américaines, libanaise, sud-africaine, mexicaine, croate, égyptienne, algérienne, afghane... Figures intellectuelles ou militantes féministes, elles ont publié ces derniers mois dans la presse étrangère des textes particulièrement forts pour défendre le droit des femmes à disposer de leur corps, le droit d'être libres, tout simplement, et pour dénoncer les inégalités et la précarité qui touchent particulièrement les femmes. Cinq ans après #MeToo, trois mois après l'abrogation du droit à l'avortement aux États-Unis, et alors que les femmes portent la révolte en Iran, nous avons choisi de donner un large écho à leur combat. C'est un parti pris

assumé. Car si les enjeux sont différents d'un pays à l'autre, d'une situation à l'autre le constat est le même : partout les droits des femmes régressent ou sont remis en question.

Voilà pourquoi nous avons décidé de leur donner la parole. Pas sous la forme de reportages ou d'analyses, mais bien de tribunes, d'opinions ou de témoignages (et aussi d'interviews).

Un dossier spécial dans lequel les autrices livrent sans détour des récits d'avortement, d'emprisonnement, de féminicides, mais aussi d'expérience de la maternité ou de leurs luttes féministes. Aucune victimisation dans ce qu'elles expriment mais une force, un élan, une fierté de clamer qu'elles sont des femmes en quête de justice sociale et prêtes à combattre les systèmes qui les écrasent. Pendant des semaines, nos journalistes ont épluché la presse internationale. Du site littéraire **Literary Hub** au mensuel parabase

Muwatin, du **Mail & Guardian** à Johannesburg au quotidien **El Universal** à Mexico, du site d'informations persanophone **Radio Zamaneh** au quotidien croate **Jutarnji List**, nous avons patiemment sélectionné des articles dont la diversité, le ton nous semblaient refléter une large partie des grands débats actuels sur la condition féminine. Même chose pour les images : tout le dossier est illustré par des dessinatrices du monde entier qui travaillent particulièrement sur le sujet. Ce projet de numéro spécial est né début juillet, juste après l'abrogation du droit à l'avortement aux États-Unis. Nous avons alors titré en une de l'hebdomadaire : "La guerre contre les femmes". La décision de la Cour suprême a provoqué une onde de choc mondiale et suscité de nombreuses réactions. Certains des textes traduits ici s'inscrivent dans ce contexte, comme l'article de Siri Hustvedt qui ouvre ce dossier. "C'est de nouveau le temps de la peur", écrit la romancière américaine.

Et puis Mahsa Amini est morte en Iran, après avoir été arrêtée et détenue par la police des mœurs, et les manifestations qui ont suivi, le mouvement de contestation des femmes contre le port du voile, ont rendu plus évidente encore la nécessité de ce numéro spécial. "Durant les premiers jours de manifestations, le slogan 'Femme, vie, liberté' a été scandé d'abord dans le Kurdistan iranien, avant de résonner à Téhéran", explique Shireen Karimi dans une tribune publiée par **Radio Zamaneh**. Pour cette féministe iranienne, Mahsa Amini est devenue "un symbole d'unité. D'abord contre l'oubli de toutes les autres victimes de la répression politique, des féminicides et des restrictions imposées aux femmes." Mais aussi un symbole d'unité ethnique et, veut-elle croire, d'un mouvement qui pourrait annoncer un changement majeur dans le pays.

En Iran aujourd'hui, la révolte est à la fois féministe et éminemment politique.

"Elle s'inscrit dans le cadre de la lutte historique des femmes iraniennes pour leurs droits", écrit encore Shireen Karimi. Il y a eu des précédents, mais cette fois, et c'est toute la différence, des hommes soutiennent ouvertement le mouvement. On a vu des étudiants sur les campus applaudir leurs égales qui ôtaient leur hidjab, et partout dans le pays ils sont nombreux à manifester avec les femmes. Et nombreux, malheureusement, parmi les victimes du régime. Il y a cette voix surtout, celle de Shervin Hajipour, dont la chanson bouleversante *Baraye* ("Pour", en persan) est devenue l'hymne des manifestations. En quelques heures, sa vidéo a été vue 40 millions de fois sur Instagram. Jeudi dernier, on apprenait que le jeune chanteur avait été arrêté, comme tant d'autres avant lui. Ce numéro leur est dédié.

En couverture :
dessin de **Sonia Pulido**,
Espagne.



Sommaire

IRAN p.12

À l'aube d'une révolution?

Malgré une féroce répression, c'est toute la société qui se mobilise contre le pouvoir. Le mouvement a un écho à l'étranger, mais pourra-t-il durer sans soutien extérieur?

BURKINA FASO p.18

Le coup d'État permanent

Le pays a connu un second putsch en neuf mois. Ibrahim Traoré promet de rétablir la sécurité. Selon le site **Wakat Séra**, il y a urgence.

L'ENTRETIEN p.58

Nick Cave : "À chaque fois que je monte sur scène, je me sens redevable"

À l'occasion de la parution d'un livre d'entretiens, le musicien australien se confie. Il revient notamment sur la mort tragique de deux de ses enfants et sur le rôle que son public a tenu dans sa reconstruction.



PHOTO MATT THORNE/STAGE OF THE ART

LES SOURCES

Chaque semaine, les journalistes de *Courrier international* sélectionnent et traduisent des articles tirés de plus de 1 500 médias du monde entier. Voici la liste exhaustive des journaux, sites et blogs utilisés dans ce numéro :

Balkan Insight (balkaninsight.com) Sarajevo, en ligne. **Bloomberg Businessweek** New York, hebdomadaire. **Corriere della Sera** Milan, quotidien. **Deutsche Welle** (dw.com) Bonn, en ligne. **The Economist** Londres, hebdomadaire. **Feminist Giant** (feministgiant.com), en ligne. **Financial Times** Londres, quotidien. **O Globo** Rio de Janeiro, quotidien. **Independent Persian** (independentpersian.com) New York, en ligne. **Jutarnji List** Zagreb, quotidien. **Kompas** Jakarta, quotidien. **Literary Hub** (lithub.com) New York, en ligne. **The Local** (thelocal.fr) Paris, en ligne. **Mail & Guardian** Johannesburg, hebdomadaire. **Muwatin** Londres, mensuel. **The New York Times** New York, quotidien. **The New York Times Magazine** New York, hebdomadaire. **Nikkei Asia** Tokyo, hebdomadaire. **Al-Quds Al-Arabi** Londres, quotidien. **Radio Zamaneh** (radiozamaneh.com) Amsterdam, en ligne. **Scroll.in** (scroll.in) New Delhi, en ligne. **The Times** Londres, quotidien. **El Universal** Mexico, quotidien. **Wakat Séra** (wakatsera.com) Ouagadougou, en ligne. **Die Welt** Berlin, quotidien.



ÉCONOMIE p.46

Le dollar, trop fort pour le reste du monde

La banque centrale américaine a pris des mesures énergiques pour juguler l'inflation aux États-Unis. Mais du Nord au Sud, les économies souffrent de la revalorisation du billet vert, analyse **The New York Times**.

100% LIBRE, 100% ÉLECTRIFIÉE



RENEGADE

A 45 g CO₂/km



COMPASS

A 44 g CO₂/km




Stellantis - FCA France - RCS Versailles 305 493 173 - Leo Burnett

EXISTE EN -HYBRID ET HYBRIDE RECHARGEABLE

Jeep prend résolument le virage des nouvelles mobilités pour mieux protéger notre environnement. Dorénavant, tous ses modèles SUV sont uniquement proposés en motorisation hybride ou hybride rechargeable, et demain électrique. Parce que vous voulez toujours être libre par nature, Jeep devient 100 % électrifiée pour vous accompagner dans tous vos déplacements.

Jeep
THERE'S ONLY ONE

À DÉCOUVRIR CHEZ VOTRE DISTRIBUTEUR JEEP, OU COMMANDEZ EN LIGNE SUR [JEEP.FR](https://www.jeep.fr)  E-SHOP*

Gamme Renegade 4xe MY23 : consommations mixtes combinées de carburant (l/100 km) : 2,1 – 1,8 ; consommations d'énergie électrique (kWh/100km) : 16,6 – 15,5 ; émissions de CO₂ valeur combinée pondérée (g/km) : 48 – 41 ; autonomie en mode électrique en ville (en km) : 56 – 52. Gamme Compass 4xe MY23 : consommations mixtes combinées de carburant (l/100 km) : 2,0 – 1,8 ; consommations d'énergie électrique (kWh/100km) : 16,8 – 16,1 ; émissions de CO₂ valeur combinée pondérée (g/km) : 48 – 44 ; autonomie en mode électrique en ville (en km) : 52 – 51.

*Dans les concessions participantes. **Site e-commerce. There's only one = Seule Jeep est unique.

Pensez à covoturer #SeDéplacerMoinsPolluer



SOMMAIRE

7 jours dans le monde

8. Brésil. Lula, réveille-toi!

D'un continent à l'autre

12. Iran. À l'aube d'une révolution?

16. Italie. L'État de droit face à Giorgia Meloni

18. Burkina Faso. Le coup d'État permanent

20. Inde. Laissez en paix Ganesh et les musulmans!

21. États-Unis. Les Américains vivent moins longtemps

22. France. Retraites : pourquoi il faut réformer malgré tout

À la une

24. Nous les femmes

Transversales

46. Économie. Le dollar, trop fort pour le reste du monde

48. Sciences. Ces chercheurs qui désobéissent pour le climat

49. Signaux. Enquête sur la génération sandwich

360°

50. Portfolio. La dure loi du désert d'Atacama

54. Plein écran. Aux Philippines, la bataille de la mémoire se joue aussi au cinéma

55. Jeux vidéo. L'Afrique se prend au jeu

56. Culture. Quand mariachi rimait avec Yougoslavie

58. L'entretien. Nick Cave : "À chaque fois que je monte sur scène, je me sens redevable"



SUR NOTRE SITE

Guerre en Ukraine. Une annexion pour masquer la faiblesse stratégique du Kremlin ?

Alors que Moscou a formellement intégré quatre territoires ukrainiens à la Russie, les troupes de Kiev ne cessent de gagner du terrain dans le Donbass. Retrouvez sur notre site les analyses, reportages et enquêtes de la presse étrangère, qui s'interroge sur la stratégie de Vladimir Poutine.

Vu du Portugal. Il fait toujours beau sur la "plage du bitcoin"

Malgré le krach des cryptoactifs, les aficionados des monnaies virtuelles, venus de toute l'Europe, se donnent rendez-vous à Meia Praia, dans la baie de Lagos. Le **New York Times** est allé à la rencontre de ces inconditionnels des échanges décentralisés, qui n'ont pas perdu la foi.

Modern Love. "Quoi qu'il arrive, je suis et je reste une incurable romantique"

Chaque semaine, la chronique phénomène du *New York Times* sur l'amour vous est proposée en exclusivité, traduite en français, par *Courrier international*. Ce dimanche, le récit d'une femme qui, à travers l'adversité, a du mal à ne pas considérer l'amour comme sa seule source d'évasion.

L'horoscope de Rob Breznsky Retrouvez chaque semaine les prévisions poétiques et philosophiques de l'astrologue le plus original de la planète.



Retrouvez-nous aussi sur Facebook, Twitter, Instagram et Pinterest.

NOTRE NOUVEAU HORS-SÉRIE

En 2100, il y aura 10 milliards d'humains sur Terre. Comment gérer le vieillissement de la population et les déséquilibres géographiques et économiques? Faut-il encore faire des enfants? Les réponses de la presse étrangère.

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX



Courrier international
Hors-série

Offre d'abonnement

Bulletin à retourner à : Courrier international
Service Abonnements - A2100 - 62066 Arras Cedex 9

Je m'abonne pour :

1 AN (52 numéros) au prix de 129 € au lieu de 218,80 €*

1 AN (52 numéros) + 6 hors-séries au prix de 159 € au lieu de 269,80 €*

Monsieur Madame

NOM..... PRÉNOM.....

ADRESSE.....

CP..... VILLE.....

Je règle par chèque bancaire à l'ordre de Courrier international

Pour tout autre moyen de paiement, rendez-vous sur notre site :
<https://abo.courrierinternational.com/ours2022>
ou téléphonez au 03 21 13 04 31 (du lundi au samedi, de 9 heures à 18 heures)

* Prix de vente au numéro. Pour l'étranger, nous consulter. Nos conditions générales de vente sont disponibles sur notre site Internet : boutique.courrierinternational.com/cgv-co

En retournant ce formulaire, vous acceptez que Courrier international, responsable de traitement, utilise vos données personnelles pour les besoins de votre commande, de la relation client et de la gestion des réclamations et, en fonction de vos choix, d'actions marketing sur ses produits et services ou ceux de ses partenaires. Conformément à la loi informatique et libertés du 06/01/1978 modifiée et au RGPD du 27 avril 2016, vous bénéficiez d'un droit d'accès, de modification, de portabilité, de suppression et d'opposition au traitement de vos données, que vous pouvez exercer à l'adresse suivante : DPO CI, 67-69, avenue Pierre-Mendès-France, 75013 Paris. Pour toute réclamation : www.cnll.fr

Courrier international

Avantages abonnés :

Rendez-vous sur courrierinternational.com

- La version numérique du magazine dès le mercredi soir
- L'édition abonnés du site Internet
- Nos archives, soit plus de 100 000 articles
- L'accès illimité sur tous vos supports numériques
- Les applications iOS et Android
- Réveil Courrier 📧

Votre abonnement à l'étranger :

Belgique :

(32) 2 744 44 33 - abonnements@saipm.com

États-Unis/Canada :

(1) 800 363 1310 - expressmag@expressmag.com

Suisse :

(41) 022 860 84 01 - abonne@edigroup.ch

Courrier international

Édité par Courrier international SA, société anonyme avec

directoire et conseil de surveillance au capital de 106 400 €

Actionnaire : La Société éditrice du Monde

Président du directoire, directeur de la publication :

François-Xavier Devaux

Directrice de la rédaction, membre du directoire : Claire Carrard

Conseil de surveillance : Louis Dreyfus, président

Dépôt légal Octobre 2022. Commission paritaire n° 0727 c 82101.

ISSN n° 1154-516X Imprimé en France/Printed in France

Rédaction 67-69 avenue Pierre-Mendès-France 75013 Paris. Accueil 33 (0) 1 46 46 16 00 Fax général 33 (0) 1 46 46 16 01 Fax rédaction 33 (0) 1 46 46 16 02 Site web

www.courrierinternational.com Courriel lecteurs@courrierinternational.com

Directrice de la rédaction Claire Carrard (16 58) Rédactrice en chef Virginie Lepetit (16 12) Rédacteurs en chef adjoints Raymond Clarinard (16 77), Claire Pomarès (web),

Matthieu Recarte Responsable du numérique Joffrey Ricome Direction artistique Sophie-Anne Delhomme (16 31), Conception graphique Javier Errea Comunicación

ÉDITION Anouk Delport (16 98), Ioris Queyroi, Fatima Rizki (17 30) 7 JOURS DANS LE MONDE François Gerles (chef de rubrique, 17 48) EUROPE Gerry Feehily (chef de service, 16 95), Laurence Habay (chef de service adjointe, Russie, est de l'Europe, 16 36),

Catherine Guichard (Allemagne, Autriche, Suisse alémanique, 16 04), Carole Lyon (Belgique, 17 36), Sasha Mitchell (Royaume-Uni, Irlande, 19 74), Beniamino Morante (Italie, 19 72), Hélène Bienvenu (Pologne), Antoine Mouteau (Pays-Bas), Valentin Scholz (Espagne), Vincent Barros (Portugal), Antoine Jacob (Danemark, Norvège, Suède), Alexandre Lévy (Bulgarie), Alexandros Kottis (Grèce, Chypre), Joël Le Pavous (Hongrie), Guillaume Narguet (République tchèque, Slovaquie), Kika Curovic (Serbie), Montenegro, Croatie, Bosnie-Herzégovine), Marielle Vitureau (Lituanie), Alda Engoian (Caucase, Asie centrale), Larissa Kotelevets (Ukraine) FRANCE Carolin Lohrenz (chef de rubrique, 16 93) AMÉRIQUES Bérangère Cagnet (chef de service, Amérique du Nord, 16 14), Jean-Hébert Armengaud (chef de service, Amérique latine, 16 57), Morgann Jazequel (Hébert), Martin Gauthier (Canada), Mathilde Guillaume (Argentine) ASIE Agnès Gaudu (chef de service, Chine, Singapour, Taiwan, 16 39), Christine Chameau (Asie du Sud-Est, 16 24), Zhang Zhulin (Chine, 17 47), Carole Dieterich (Asie du Sud), Élisabeth D. Inandiak (Indonésie), Jeong Eun-jin (Corée) MOYEN-ORIENT Bachir El-Khoury (chef de service), Julien Abirama (Liban, Syrie, Palestine, Irak), Pascal Fenaux (Israël), Ahmad Parhizi (Iran), Raphaël Boukandoura (Turquie), Philippe Mischkowsky (pays du Golfe) AFRIQUE Hassina Mechaï (chef de rubrique), Vincent Barros (Afrique lusophone), Malik Ben Salem (Maghreb), Mathilde Bousson (Afrique australe et Afrique de l'Est), Agnès Faivre (Afrique de l'Ouest) TRANSVERSALES Pascale Boyen (chef des informations, Économie, 16 47), Carole Lembezat (chef de rubrique, Sciences et Signaux, 16 15), Annick Rivoire (Économie) MAGAZINE 360° Marie Béceïl (chef des informations, 17 32), Hugo Florent (16 74) HISTOIRE Mélanie Lifschitz (16 96)

SITE INTERNET Claire Pomarès (rédactrice en chef adjointe), Nicolas Coisplet (chef d'édition), Adrien Oster (chef d'édition), Paul Blondé (éditeur web), Antoine Cuny-Le Caillet, Gabriel Hassan (éditeur web, 16 32), Carole Lyon (éditrice web, 17 36), Hoda Saliby (éditrice web, 16 35), Mélanie Chenouard (vidéo, podcasts, 16 65), Louise Dugeai (développement web) COURRIER EXPAT Ingrid Therwath (16 51), Jean-Luc Majouret (16 42)

TRADUCTION Raymond Clarinard (responsable, Courrier Histoire), Mélanie Lifschitz (chef de service adjointe, anglais, espagnol), Julie Marcot (chef de service adjointe, anglais, espagnol, portugais), Catherine Baron (anglais, espagnol), Isabelle Boudon (anglais, allemand, portugais), Manon Delfour-Peyrethron (anglais, allemand), Caroline Lee (anglais, allemand, coréen), Françoise Lemoine-Minaudier (chinois, anglais), Olivier Ragasol (anglais, espagnol, catalan), Leslie Talaga (anglais, espagnol) RÉVISION Jean-Baptiste Luciani (chef de service, 17 35), Isabelle Bryskier, Philippe Czerepak, Françoise Hérod, Julie Martin, Anne Romefort

PÔLE VISUEL Sophie-Anne Delhomme (responsable) WEB DESIGN ET ANIMATION Alexandre Errichello (chef de service, 16 17), Benjamin Fernandez, Jonathan Renaud-Badet, Pierrick Van-Thé ICONOGRAPHIE Luc Briand (chef de service, 16 41), Lidwine Kervella (16 10), Stéphanie Saindon (16 53), Céline Merrien (colorisation) MAQUETTE Alice Andersen (chef de service, 16 37), Denis Scudeller, Gilles de Obaldia CARTOGRAPHIE Thierry Gauthier (16 70) INFOGRAPHIE Catherine Doutey (16 66)

AGENCE COURRIER Patricia Fernández Pérez (directrice du développement et de la communication, 17 37), Jessica Robineau (16 08), Alizée Marchal (17 38)

DIRECTRICE DE LA FABRICATION Nathalie Communeau, Nathalie Mounié (chef de fabrication, 45 35) IMPRESSION, BROCHAGE, ROUTAGE : Maury, 45330 Malesherbes

ONT PARTICIPÉ À CE NUMÉRO Jean-Baptiste Bor, François Burkard, Emmanuelle Bour, Enzo Cailleton, Frédéric Dalléas, Marie Daoudal, Elisabetta Di Matteo, Mona Guichard, Lucie Hoarau, Zineb El Mountassar, Servan Le Janne, Valentine Morizot, Maéllys Sourr, Isabelle Taudière, Maddalena de Vio, Yuta Yagishita

PUBLICITÉ MPublicité, 67-69, avenue Pierre-Mendès-France CS 11 469, 75707 Paris Cedex 13, tél. : 01 57 28 20 00 Président Laurence Boncalzi Bridier, Directrice générale adjointe, Marketing & Études Elisabeth Cialdella (elisabeth.cialdella@mpublicite.fr, 39 68), Directeur délégué, directeur de Marque Courrier international Steeve Dablin (01 57 28 38 84) Directeur délégué Activités programmatiques, AD Tech & Monétisation Sébastien Noel (sebastien.noel@mpublicite.fr, 37 00) Directeur délégué, pôle Agences François de Ren (francois.deren@mpublicite.fr, 30 21) Directeur délégué, pôle Opérations spéciales Steeve Dablin (steeve.dablin@mpublicite.fr, 38 84)

RESPONSABLE ADMINISTRATIVE ET FINANCIÈRE Carine de Castellán (16 06) Lucie Madalena (gestion) Droits Blandine Mosnat (16 52) Comptabilité 01 48 88 45 51 Directeur de la diffusion et de la production Xavier Loth Directrice des ventes Sabine Gude Responsable commerciale internationale Saveria Colosimo Morin (01 57 28 22 00) Chef de produits Valentine Moreau (01 57 28 33 99) Communication et promotion Brigitte Billiard, Christiane Montillet MARKETING Sophie Gerbaud (directrice, 16 18), Véronique Lattemand (16 31), Véronique Saudemont (17 33), Kevin Jolivet (16 89), Martine Prévot (16 49), Mynn-May Vang, Anthony Pittavino

Modifications de services ventes au numéro, réassortis 0805 05 01 47 Service clients Abonnements Courrier international, Service abonnements, A2100 - 62066 Arras Cedex 9 Tél. 03 21 13 04 31 Fax 01 57 67 44 96 (du lundi au samedi de 9h à 18h) Courriel abo@courrierinternational.com Prix de l'abonnement annuel en France métropolitaine : 129 €. Autres destinations : <https://boutique.courrierinternational.com> Nos conditions générales de vente et d'utilisation sont disponibles sur <https://www.courrierinternational.com/page/cgv>

Courrier international, USPS number 013-465, is published weekly 48 times per year (triple issue in Aug and in Dec), by Courrier International SA c/o Distribution Grid, at 900 Castle Rd Secaucus, NJ 07094, USA. Periodicals Postage paid at Secaucus, NJ, and at additional mailing offices. POSTMASTER: Send address changes to Courrier International c/o ExpressMag, 8275, avenue Marco-Polo, Montréal, QC H1E 7K1, Canada.

Origine du papier : UK, Allemagne, 100% de fibres recyclées. Ce magazine est imprimé chez MAURY certifié PEFC. Éutrophisations : Pst - 0,0083 kg/tonne de papier. Papier issu de forêts gérées durablement et de sources contrôlées. Ouvrage imprimé à 100% avec des encres conformes à la norme Blue Angel.

Certifié PEFC

Ce produit est issu de forêts gérées durablement et de sources contrôlées.

10-31-1282 pefc-france.org

ACPM

FR

Le numéro comporte un encart Select' Presse posé sur certains abonnés France métropolitaine

1
million
d'hectares
d'écosystèmes
restaurés
d'ici à 2030

FLASHEZ POUR
DÉCOUVRIR NOS
ENGAGEMENTS



Nous investissons pour protéger la nature et restaurer la biodiversité.

L'Oréal Groupe a lancé le Fonds L'Oréal pour la Régénération de la Nature. Ce fonds d'impact de 50 millions d'euros a été créé pour soutenir des projets innovants qui contribuent à restaurer les écosystèmes endommagés tels que les forêts, les mangroves, les zones marines et les terres dégradées.

L'ORÉAL
G R O U P E

**CRÉER LA BEAUTÉ QUI
FAIT AVANCER LE MONDE**



7 jours dans
le monde

Brésil. Lula, réveille-toi!

Après un premier tour plus serré que prévu, l'ancien président de gauche devra, pour l'emporter le 30 octobre face à Jair Bolsonaro, se décider à présenter un vrai programme aux électeurs, estime ce quotidien de Rio.

— **O Globo** (extraits) Rio de Janeiro

Les urnes ont tué la joie de ceux pour qui le vote utile représentait une force irrésistible capable de renvoyer Luiz Inácio Lula da Silva au palais présidentiel du Planalto au premier tour. Contrairement à ce que laissent entendre les sondages, l'ancien président est loin de dépasser la moitié des suffrages exprimés et ne distance le président Jair Bolsonaro que de cinq points [48,4 % des suffrages, contre 43,3 %].

Le 30 octobre, le Brésil abordera le second tour dans des conditions nouvelles. Les électeurs ont montré aux "sauveurs de la démocratie" autoproclamés que dénoncer les ruses, mensonges et manigances de Jair Bolsonaro n'a pas suffi à garantir à Lula une victoire qui lui permettrait de gouverner comme il l'entend, sans faire de concessions. Celui qui l'emportera au second tour, c'est celui qui réussira à attirer la majorité des voix des autres vaincus. Cela signifie que les deux candidats devront proposer aux électeurs davantage que l'antagonisme vide qui a marqué la campagne jusqu'à présent.

Pour Bolsonaro, le défi sera, comme auparavant, de surmonter le mécontentement accumulé depuis le début de son mandat, en particulier à cause de sa gestion désastreuse de la pandémie. Il faudra qu'il explique précisément ce qu'il fera en matière de politique environnementale, de sécurité ou d'éducation, au-delà des obsessions idéologiques qui ont donné le ton du bolsonarisme pendant le premier mandat. Les urnes ont démontré qu'il possède plus de force politique qu'il n'y paraît.

Quant à Lula, les circonstances l'obligent à expliciter et à négocier les sujets qu'il a laissés au deuxième plan, ce qui a ouvert le flanc à la réaction bolsonariste. Si, comme il le répète, sa mission est d'établir un consensus avec tous les pans de la société, c'est maintenant qu'il faut commencer. Il ne suffit pas de charmer les convives lors de dîners ou d'envoyer

des émissaires susurrer ce que les divers publics ont envie d'entendre.

Il faut réunir une équipe possédant la crédibilité nécessaire pour réparer les dégâts du bolsonarisme en matière d'environnement, d'éducation, de santé, de sécurité, de politique extérieure. Toutefois, le principal défi auquel il est confronté est économique. Car c'est dans ce domaine que la gestion PTiste a commis les erreurs les plus graves et les plus durables, et le parti n'en a jamais fait une évaluation honnête.

Que propose Lula pour remplacer le plafonnement des dépenses? Que fera-t-il en matière de réforme du travail et des privatisations? Qu'a-t-il à dire sur les réformes de la fiscalité et de l'administration? Et sur le rôle de l'État et des banques publiques dans le développement? Pour vaincre la réaction bolsonariste, il serait bon, pour commencer, de répudier les rêveries PTistes qui ont mené le Brésil à la faillite.

Si Lula souhaite diriger une coalition plurielle pour la démocratie, il faut qu'il agisse comme tel – et non comme l'oint d'un groupe politique restreint qui a laissé un héritage de ruine budgétaire et de corruption la dernière fois qu'il a occupé le pouvoir [lors de la présidence de Dilma Rousseff, de 2011 à 2016]. Il a quatre semaines pour expliquer comment il sauvera le Brésil de l'abîme bolsonariste. Sinon, les urnes risquent de lui causer une nouvelle mauvaise surprise. —

Publié le 2 octobre



↳ Luiz Inácio Lula da Silva et Jair Bolsonaro.
Dessin de Martirena, Cuba.

“Le bolsonarisme a déjà gagné”

● **Jair Bolsonaro** aura fait mieux que résister. Donné largement



Revue de presse

perdant face à sa bête noire, l'ex-président de gauche Luiz Inácio Lula da Silva (2003-2010), l'actuel chef de l'État a finalement obtenu 43,2 % des suffrages exprimés, contre 48,4 % pour son adversaire. “Nous avons vaincu les mensonges”, a réagi le dirigeant d'extrême droite. Dans le même temps, son camp a réussi à s'imposer au Congrès et, même si Lula sort vainqueur du second tour, “le bolsonarisme a déjà gagné” les élections, constate le chroniqueur Marcelo Godoy dans les colonnes d'*Estado de São Paulo*. Car s'il l'emporte le 30 octobre, l'ex-syndicaliste “devra cohabiter avec un Congrès encore plus bolsonariste que celui élu en 2018”.

Miriam Leitão reconnaît dans *O Globo* que “le second tour sera difficile, mais Lula a 6 millions de voix d'avance et de bonnes chances d'attirer à lui l'électorat” de la candidate du centre droit Simone Tebet (4,2 %) et du travailliste Ciro Gomes (3 %). Pour ce faire, le leader de gauche devra “recentrer davantage

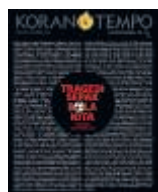
sa campagne” et “continuer à construire un front ample” face à Jair

Bolsonaro. Reste qu'une victoire du président sortant au second tour ne doit pas être complètement écartée, souligne Mathias Alencastro, chroniqueur de *Folha*. Un scénario qui déboucherait sur “une confiscation définitive des institutions par des acteurs guère attachés à la démocratie”.

Quoi qu'il en soit, reprend *Estado de São Paulo*, au Brésil comme dans d'autres démocraties, “la droite radicale s'est durablement installée” et “n'est plus seulement liée à de fortes personnalités”. Le quotidien considère que le résultat du premier tour montre qu’“il faut reconsidérer sérieusement ce qu'est le bolsonarisme”. Et établit ainsi une comparaison avec les États-Unis où, malgré la défaite de Donald Trump face à Joe Biden en 2020, le “trumpisme” a “pris le Parti républicain en otage”, s'est “immiscé” dans les institutions et a “contaminé” la perception de nombreux sujets de société par l'électorat conservateur.

— **Courrier international**

Un stade devenu tombeau



INDONÉSIE

— Sur sa une, le 3 octobre, **Koran Tempo** rend hommage aux victimes du stade Kanjuruhan de Malang, dans l'est de Java. Autour du titre en rouge, "La tragédie qui endeuille notre football", orné d'un ballon, le quotidien dresse la liste des 136 victimes (le bilan officiel n'est encore que de 125) – pour la plupart mortes piétinées –, avec leur nom ou la lettre X quand elles n'ont pas encore été identifiées. Et une date : "1^{er} octobre 2022".

Ce soir-là se déroulait le derby de l'est de Java : l'Arema FC affrontait son vieux rival, le Persebaya Surabaya. Et pour la première fois en près d'un quart de siècle, les visiteurs l'ont emporté sur le score de 3 à 2. Frustrés, quelque 3000 supporters de l'Arema ont envahi la pelouse. Les policiers ont alors fait usage de gaz lacrymogènes pour les repousser, raconte *Koran Tempo*.

Un usage jugé excessif. Non seulement la Fifa interdit le recours aux gaz lacrymogènes dans les stades, mais les forces de l'ordre en auraient arrosé les spectateurs restés dans les gradins. Ce qui a poussé la foule à se précipiter vers les sorties qui, pour certaines, étaient fermées, selon Muhamad Isnur, président de la Fondation indonésienne d'aide juridique, contacté par *Koran Tempo*. La police a réfuté ces accusations. Autre grave défaillance : alors que la capacité d'accueil du stade de Malang est de 38000 spectateurs, 42000 billets avaient été vendus. Sans compter les spectateurs entrés sans billet, relève *Koran Tempo*.

Le drame de Malang est "le deuxième événement le plus tragique de l'histoire du football, après les émeutes du stade de Lima, au Pérou, en 1964, qui avaient fait 328 morts".

ROYAUME-UNI

Les critiques pleuvent sur Liz Truss et ses mesures

Le plan de relance de la croissance de la Première ministre, tout en baisses d'impôts, provoque un profond malaise dans son camp. Et l'abandon d'une réduction de la taxation des plus hauts revenus n'y change rien, constate la presse britannique.



publié sur les réseaux sociaux. "C'est un coup dur pour leur autorité", assure le **New Statesman**. Un signe de faiblesse, veut croire l'hebdomadaire de gauche. "Ce revirement aussi précoce sur une politique aussi emblématique n'augure rien de bon", confirme **The Spectator**. Mais la pression dans les rangs conservateurs était devenue trop forte, "les députés commençant même à réclamer le départ de Truss". Dans les couloirs du Congrès, à Birmingham, "le mécontentement est palpable", reprend le **New Statesman**. Le parti, résume **The Times**, "est plus divisé qu'il ne l'a jamais été depuis sa prise de pouvoir" en 2010.

Dans ce contexte tendu, les appels du **Daily Telegraph** à l'unité des parlementaires torys et des Britanniques autour d'un plan destiné à relancer la croissance britannique seront-ils entendus? L'analyse du gouvernement "est la bonne", martèle le quotidien conservateur, proche de Liz Truss. "Les derniers chiffres montrent que, de toutes les économies du G7, celle du Royaume-Uni est la seule à ne pas avoir retrouvé son niveau d'avant la pandémie, et c'est bien la preuve que notre pays traverse une mauvaise passe."

La perspective d'une nouvelle cure d'austérité, jugée par beaucoup inévitable, désormais, pour contrebalancer les baisses d'impôts, risque au contraire d'élargir les multiples fossés creusés par le nouveau gouvernement : avec ses propres députés, avec les Britanniques et avec le Parti travailliste, donné en tête de 15 à 33 points par les sondages.

"Ironie du sort, pour ces gens, le 'marché est le dieu tout-puissant. Pourtant ce sont bien les marchés qui les ont sanctionnés", grince le **Financial Times**. "Une chose est sûre, Truss n'a aucun plan pour la croissance", s'emporte Martin Wolf, chroniqueur pour le respecté quotidien économique. "En revanche, elle sait très bien ce qu'il faut faire pour accroître les inégalités. Ce Parlement n'a jamais été élu sur un tel programme [Liz Truss a succédé à Boris Johnson après un vote des adhérents du Parti conservateur]. Ces gens sont fous, nuisibles et dangereux. Il faut qu'ils partent."

— **Courrier international**

✎ Un franc succès. Liz Truss : "Oups", "Pardon", "Excusez-moi!"... Sur les pancartes : Sans emploi; Sans abri; Pauvreté. Dessin de **Schneider**, Suisse.

C'est sa dernière chance", souffle le quotidien **i**. Déjà. La Première ministre Liz Truss s'est présentée au congrès annuel de son parti affaibli par dix jours de turbulences politiques et financières. "Cet événement, prévu au départ comme une tournée triomphale à Birmingham [du 2 au 5 octobre] et l'occasion d'asseoir sa réputation auprès des fidèles du parti et un plus large public, s'est rapidement transformé en cellule de gestion de crise", constate le journal de gauche, ébahi.

La faute en revient à l'annonce, le 23 septembre, d'un plan de relance de la croissance fondé sur des baisses d'impôts, en particulier à destination des plus riches. Politiquement osé, en pleine crise de coût de la vie. Et sanctionné par des marchés financiers affolés à l'idée de voir l'endettement de l'État s'envoler pour financer

la baisse de ses recettes. Illustration de l'ampleur de ce tollé : le déblocage ce même jour d'une "très populaire" enveloppe de 60 milliards de livres allouée à la lutte contre la hausse des factures d'énergie est passé quasiment inaperçu. Disparu, balayé dans les journaux par la réprimande du Fonds monétaire international et l'intervention de la Banque d'Angleterre pour enrayer la chute de la livre et la hausse des taux sur le marché obligataire (lire p.47).

Face au malaise ressenti jusque dans leur propre famille politique, la dirigeante conservatrice et son ministre des Finances ont fini par opérer un demi-tour au frein à main, le 3 octobre. Plus question de baisser le taux de taxation des plus hauts revenus. "On a compris, on a écouté", a insisté Kwasi Kwarteng dans un communiqué



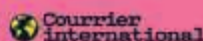
REVUE DE PRESSE



SIX PIEDS SUR TERRE

D'autres voix pour un monde durable

UN NOUVEAU PODCAST SIGNÉ

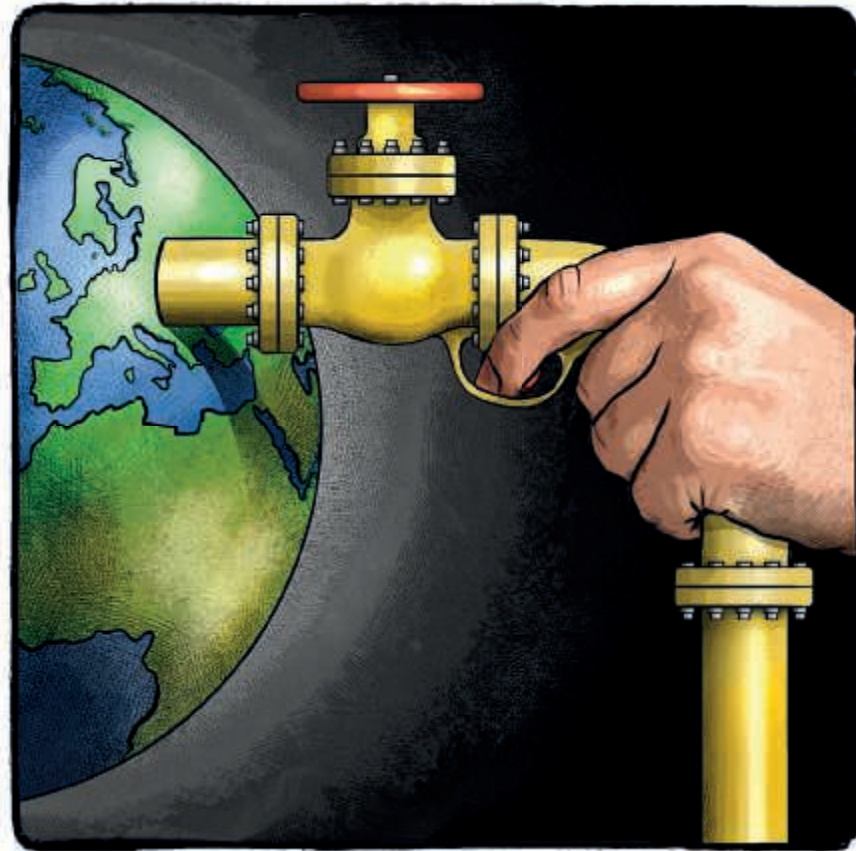


À ÉCOUTER SUR NOTRE SITE ET SUR VOTRE APPLICATION DE PODCAST PRÉFÉRÉE

MER BALTIQUE.

À qui profite le sabotage de Nord Stream ?

Les fuites qui touchent les pipelines depuis le 26 septembre pourraient être un avertissement du Kremlin à l'intention des Occidentaux, estime ce média allemand.



—**Deutsche Welle** Bonn

Le Kremlin réfute les accusations de sabotage des gazoducs [Nord Stream 1 et 2] en mer Baltique. De la même manière, Poutine nie avoir déclaré la guerre à Kiev et frappé des cibles civiles en Ukraine, et se défend d'utiliser l'énergie comme une arme – un “non-sens”, selon lui.

Avant même l'invasion, le maître du Kremlin et son ministre des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, accusaient ceux qui leur prêtaient des intentions belliqueuses de se livrer à des spéculations malveillantes. Depuis quelques jours, ils affirment que tous les citoyens qui ont participé aux parodies de référendums organisées dans l'est de l'Ukraine seraient favorables à un rattachement à la Russie. La liste de leurs mensonges n'en finit pas de s'allonger.

Impossible, donc, de prendre au sérieux les dénégations de Moscou, qui rejette toute implication dans les “incidents” de

la Baltique [quatre fuites ont été découvertes fin septembre sur des tronçons sous-marins des gazoducs, qui relie la Russie à l'Allemagne].

Il ne lui reste que la peur : peur d'être déchu, de perdre le combat face à l'Ukraine, et de devoir répondre de ses crimes. Cette crainte transparait dans les braillements hystériques et les menaces enragées que Moscou adresse aux Occidentaux. Si Poutine est si convaincu de sa victoire prochaine sur le monde civilisé, pourquoi tant d'agitation ?

Sur le terrain, rien ne se passe comme prévu pour le Kremlin – bien au contraire. L'armée ukrainienne, moins nombreuse que son adversaire mais ultramotivée, ridiculise l'arsenal russe au vu et au su du monde entier, y compris de Pékin. Ce revers inattendu aura suffi à infliger des dommages durables à la puissance russe. Depuis des années, Poutine s'évertue pour que son pays soit traité d'égal à égal avec les États-Unis, sur le plan militaire du moins. Mais

tous ses efforts ont été réduits à néant dans l'est de l'Ukraine.

Les premières conclusions de l'enquête sur les circonstances du sabotage [présumé] en mer Baltique ne seront pas connues avant plusieurs semaines, et nous en sommes pour le moment réduits aux spéculations. [Stockholm a bloqué le 3 octobre l'accès à une zone de 5 milles marins pour procéder à une enquête approfondie pour “sabotage aggravé”]. À qui profite le crime ? Certainement pas aux Européens, ni aux Américains.

Car avec l'invasion de l'Ukraine, Washington a atteint son objectif : le gazoduc Nord Stream 2, autrefois source

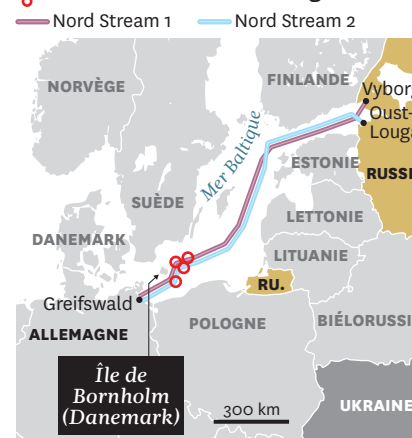
C'est une raison de plus, pour les pays occidentaux, d'augmenter fortement leur budget de la défense.

de discordance entre les deux continents, n'est désormais plus qu'un bout de ferraille gisant au fond de l'océan [le projet a été mis à l'arrêt en février 2022, après l'annonce de la reconnaissance russe des républiques séparatistes autoproclamées de Donetsk et de Louhansk].

Les Européens font aujourd'hui tout leur possible pour réduire leur dépendance aux matières premières russes – l'idéal serait de réussir à s'en passer totalement. Malgré des débuts chaotiques, ils finiront par atteindre cet objectif. Bien sûr, ils paieront le prix fort et perdront du pouvoir d'achat, mais ils parviendront à surmonter la crise.

La situation s'annonce bien plus dramatique en Russie, où l'économie repose sur l'exportation de matières premières – en particulier vers l'Europe, grâce aux réseaux de gazoducs et d'oléoducs. De quoi vivront les Russes si les Occidentaux ne veulent plus de leur pétrole, de leur gaz, de leur or ou de leur nickel – malgré des prix très attractifs ? Le pays ne produit rien qu'il pourrait vendre à l'étranger. Depuis

Fuites détectées sur les 2 gazoducs*



* À l'arrêt en raison de la guerre en Ukraine.

D'autres pistes...

●●● L'hypothèse d'une attaque russe n'est pas la seule étudiée, note **Der Tagesspiegel**. Selon les services du renseignement allemands, l'Ukraine pourrait elle aussi avoir intérêt à saboter les deux gazoducs, empêchant toute reprise des importations de gaz russe par Berlin. Les pays Baltes, qui se veulent plus fermes que l'Allemagne à l'égard de Moscou, pourraient également être impliqués. De son côté, la Russie accuse les États-Unis. Sur Telegram, la diplomatie russe a rappelé qu'en février le président américain Joe Biden avait expliqué que Washington “mettrait fin” à Nord Stream 2 si Moscou intervenait militairement en Ukraine. La Russie a par ailleurs estimé qu'il était “absurde et stupide” de l'accuser, car les fuites de gaz “coûtent très cher” aux exploitants russes de Nord Stream. Elle a ouvert une enquête pour acte de terrorisme international.

vingt ans, le pouvoir de Poutine ne cesse de démontrer son incapacité à moderniser l'économie nationale.

L'Union européenne va s'approvisionner en gaz naturel liquéfié auprès des États-Unis, de la Norvège et du Qatar notamment; côté pétrole, plusieurs pays d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient disposent de réserves suffisamment importantes. Le Kremlin affiche sa volonté de se tourner vers le marché asiatique, mais la transition nécessitera plusieurs dizaines d'années. Nul besoin d'être devin pour prédire que cet objectif n'est qu'un mirage de plus.

Alors que peut faire le Kremlin ? Tenter un nouveau coup de pression sur les Occidentaux ! Pour le moment, Moscou a, selon toute probabilité, saboté ses propres gazoducs – gérés par [le géant public russe] Gazprom –, mais le message est clair : la prochaine fois, il pourrait s'agir des conduites qui relient la Norvège à la Pologne, ou bien l'Afrique à l'Italie. Les sous-marins russes peuvent frapper n'importe où !

Les Occidentaux ne doivent pas se laisser intimider. L'Otan n'est pas impuissant. La protection des infrastructures stratégiques est indispensable, et c'est une raison supplémentaire, pour les pays occidentaux, d'augmenter considérablement leur budget de défense. Ils pourront ainsi renforcer la présence de leurs navires de guerre et de leurs sous-marins en mer Baltique, dans l'Atlantique Nord et en mer Noire.

—**Miodrag Soric**
Publié le 28 septembre

OBLAST DE Oblasts ukrainiens dans lesquels Moscou vient d'organiser, dans les zones occupées, des référendums sur le rattachement à la Russie.

- Limite administrative des oblasts
- Zones reprises par l'armée ukrainienne lors de récentes contre-offensives
- Zones occupées par l'armée russe depuis le 24 février
- Zones contrôlées par les Russes ou les séparatistes prorusses avant le 24 février



Dans les régions annexées par la Russie, l'armée ukrainienne poursuit sa percée

Lundi 3 octobre, la Russie a proclamé unilatéralement le rattachement de quatre régions ukrainiennes, alors que les troupes de Kiev continuent d'y reprendre du terrain.

Après la Douma, le Conseil de la Fédération (Sénat) a ratifié, le 3 octobre, les traités de rattachement de quatre régions ukrainiennes à la Fédération de Russie. Des traités signés en grande pompe le 30 septembre par Vladimir Poutine et les dirigeants séparatistes. À cette occasion, le maître du Kremlin a de nouveau souligné la "catastrophe que fut le démembrement de l'URSS" en 1991, estimant que cette décision fut prise par "sans demander son avis au peuple", rapporte le quotidien **Moskovski Komsomolets**. Une erreur désormais réparée, selon lui, après la tenue de référendums contestés, du 23 au 27 septembre, dans ces quatre régions. "Les habitants de Zaporijjia, Kherson, Donetsk et Louhansk sont désormais nos concitoyens pour toujours", a assuré le président russe. Dans son discours, écrit le site **Vzgliad**, il s'en est encore pris à l'Occident, qu'il accuse d'être "prêt à franchir toutes les limites pour conserver son système colonial".

Ni cet "Occident" ni Kiev n'ont évidemment reconnu ces référendums. À l'image de Jens Stoltenberg, secrétaire général de

l'Otan, qui a parlé d'"imposture". Cité par **Obozrevatel**, Andriy Iermak, chef du cabinet du président Volodymyr Zelensky, a pour sa part déclaré : "Nous continuons à travailler et nous libérons le territoire ukrainien."

De fait, sur le terrain, les troupes ukrainiennes poursuivent leurs contre-offensives dans l'est et le sud du pays. Le 30 septembre, jour du discours de Vladimir Poutine, les autorités ukrainiennes ont annoncé, selon la chaîne d'information **Souspîlné**, avoir repris la ville stratégique de Lyman, dans la région de Donetsk. Et, le 3 octobre, la rumeur d'une percée dans les lignes russes sur la rive droite du Dniepr a commencé à circuler sur les réseaux sociaux. "L'armée ukrainienne développe sa contre-offensive dans la région de Kherson, et sous cette pression l'armée russe a abandonné des dizaines d'agglomérations", rapporte sur son site la chaîne de télévision ukrainienne **TSN**. Les experts militaires n'excluent pas que les forces ukrainiennes puissent rééditer le succès de la contre-offensive récente dans la région de Kharkiv et prédisent la libération de Kherson.

— **Courrier international**

Coup de semonce La Floride dévastée

CORÉE DU NORD — C'est une "escalade majeure" dans la campagne intensive d'essais d'armement menée par Pyongyang, estiment les correspondants du **New York Times** au Japon et en Corée du Sud. La Corée du Nord a tiré le 4 octobre un missile balistique de moyenne portée qui a survolé le Japon. Tir qui a conduit au déclenchement exceptionnel du système J-Alert, appelant les résidents du nord de l'archipel à se mettre à l'abri, rapporte le **Japan Times**. La Maison-Blanche a fait savoir que les États-Unis étaient en train de consulter leurs alliés en vue d'une réponse "robuste". C'est la première fois depuis 2017 que Pyongyang tire un missile au-dessus du Japon.

Bain de sang dans une école

AFGHANISTAN — Dans le centre éducatif de Kaaj, à Kaboul, les jeunes filles préparaient leur examen d'entrée à l'université quand, le 30 septembre, un kamikaze s'est fait exploser. Selon les Nations unies, au moins 53 personnes ont été tuées, en majorité issues de la minorité chiite hazara, "cible de nombreuses attaques brutales ces dernières années", rappelle **Gandhara**. Les blessés se comptent également par dizaines. L'attentat n'a pas été revendiqué mais, explique le site d'information, "le groupe État islamique, qui considère les chiites comme des hérétiques, a par le passé revendiqué des attaques prenant pour cible des femmes, des écoles et des mosquées".



MILLIARDS DE DOLLARS, telles sont les recettes que le Qatar prévoit d'engranger à l'occasion de la Coupe du monde de football qui débute le 20 novembre. Une fois soustraits de cette somme les investissements réalisés pour accueillir la compétition, le petit émirat table sur 9 milliards de dollars de recettes, à en croire Nasser Al-Khater, président du comité d'organisation, cité par le quotidien qatari **Al-Raya**. Les autorités s'attendent notamment à une hausse du tourisme à l'issue de la compétition.



ÉTATS-UNIS — "Comme une bombe atomique", titre le **Tampa Bay Times** le 30 septembre après le passage dévastateur de l'ouragan Ian, en

particulier sur le sud-ouest de la Floride. La tempête, une des plus puissantes ayant frappé les États-Unis, a détruit des quartiers entiers, des lignes téléphoniques et des ponts. Un bilan – toujours provisoire – faisait état le 3 octobre d'une centaine de morts en Floride. Quelque 2,6 millions de personnes ont été privées d'électricité. Compte tenu de l'ampleur de la catastrophe, le gouverneur républicain Ron DeSantis, habituellement réfractaire aux aides fédérales, s'est résigné à solliciter la Maison-Blanche.

Un dégel en vue ?

DIPLOMATIE — Les États-Unis et le Venezuela ont procédé, le 1^{er} octobre, à un échange de prisonniers. Washington a libéré deux neveux de la première dame, Cilia Flores, tandis que Caracas relâchait sept ressortissants américains. Pour **El País America**, c'est le signe que les relations entre les deux pays "continuent de se détendre". Une détente qui s'explique avant tout par la crise énergétique provoquée par la guerre en Ukraine : le Venezuela, qui abrite d'immenses réserves pétrolières, cesse peu à peu d'être vu comme un paria aux yeux des autorités américaines.

d'un
continent
à l'autre.

moyen-
orient



Europe	16
Afrique	18
Asie	20
Amériques.....	21
France	22

Iran. À l'aube d'une révolution?



FOCUS

Depuis la mort de Mahsa Amini, toute la société se mobilise contre le pouvoir, malgré une répression féroce. Un mouvement qui trouve de l'écho à l'étranger. Mais pourra-t-il durer sans aide extérieure?



Une révolte contre les fondements de la République islamique

Pour cet écrivain yéménite, au-delà du voile, les manifestants visent la doctrine qui confère au religieux la primauté sur le politique. Ils dénoncent l'exploitation cynique de l'islam par le pouvoir.

—Al-Quds Al-Arabi
(extraits) Londres

Si la mort de Mahsa Amini [le 16 septembre] a suscité autant de colère, c'est que les Iraniens savent que la préoccupation du régime pour une mèche de cheveux qui dépasse illustre sa volonté de compenser la misère matérielle de la population par une "surabondance religieuse".

Dans la mesure où ce régime a échoué dans la gestion de leurs

intérêts dans ce bas monde, il cherche à s'ériger en protecteur de leurs intérêts dans l'autre monde. Autrement dit, au lieu de leur assurer des possibilités d'améliorer leur vie ici-bas, il leur fait miroiter le salut dans l'au-delà.

La contradiction est criante entre le discours et les pratiques. Entre la "République islamique" et une politique des mœurs qui assassine. Entre l'affirmation de veiller sur l'islam comme sur la prunelle de ses yeux, et la pratique

qui consiste à imposer son idéologie religieuse par la force.

Pour de larges pans de la société, la religion apparaît donc comme un simple moyen entre les mains du régime pour brimer leurs aspirations à une vie meilleure. Cela suscite un rejet qui rejaillit sur tout ce qui a trait à la religion. Dans ce sens, le soulèvement contre l'obligation du hidjab est en réalité l'expression d'un rejet des fondements idéologiques du régime, avec son dogme du *velayat-e faqih* [gouvernement du docte, qui scelle la primauté du religieux sur le pouvoir politique].

Cette doctrine du *velayat-e faqih* est au fondement de la tutelle du guide suprême, Ali Khamenei, dont les manifestants ont brûlé l'effigie dans de nombreuses villes du pays. Il s'agit d'un pouvoir militaro-religieux, par l'alliance entre le clergé chiite et l'armée autour des Gardiens de la révolution.

Ce rejet se manifeste également dans une série de phénomènes qui se développent : l'athéisme, la consommation de drogues, la

criminalité en hausse, le nombre de candidats à l'émigration. Ce sont des phénomènes qu'on peut observer dans d'autres pays musulmans, y compris arabes, pour des raisons semblables.

Ces raisons tiennent aux espoirs déçus de démocratisation, aux impasses économiques et au chômage. Mais à cela s'ajoute l'exploitation cynique de la religion à des fins politiques.

L'Iran constitue néanmoins un cas à part, avec un rejet de la religion particulièrement prononcé. Dans un sondage [conduit du 6 au 21 juin 2020 par l'institut Gamaanet] cité en août 2020 par Iran International [chaîne de télévision par satellite persanophone installée à Londres], 73 % des personnes interrogées se disaient opposées à l'obligation

L'Iran est un cas à part parmi les pays musulmans, avec un rejet de la religion très prononcé.

du port du hidjab, et 26 % seulement indiquaient croire en l'imam Mahdi, dont le retour à la fin des temps est pourtant un élément central du chiisme contemporain. Parmi les 61 % de sondés issus d'une famille religieuse, 60 % déclaraient ne pas faire la prière.

Si certains Iraniens rejettent en bloc la foi religieuse, nombreux sont ceux également qui se tournent vers d'autres religions, notamment vers le christianisme, considéré comme proche du chiisme [duodécimain, qui domine en Iran]. Il y a aussi de plus en plus d'adeptes du satanisme.

À cela s'ajoutent les chiites de l'Ahwaz [région située dans le Sud-Ouest, avec une forte population arabophone], dont beaucoup se convertissent au sunnisme. Il s'agit pour eux de se démarquer du chiisme d'État du pouvoir iranien, qu'ils assimilent aux visées hégémoniques d'un nationalisme marqué par l'identité persane. Le sunnisme en revanche leur paraît comme un trait commun avec les pays arabes [où les sunnites sont largement majoritaires].

☞ Manifestation de protestation contre la mort de Mahsa Amini, le 19 septembre, à Téhéran. Photo AFP



Un complot ourdi par l'Occident

Pour la presse conservatrice iranienne, proche du régime, le mouvement de contestation est téléguidé par les ennemis de l'Iran, qui ne cherchent qu'à fragiliser le pays.

Pour la presse conservatrice, il n'y a aucun doute : les manifestations qui agitent l'Iran depuis près de trois semaines sont manipulées par les "ennemis" de la République islamique. Pour le journal **Kayhan**, l'Occident est "derrière le crime et le mal [qui sévit] dans les rues et l'activation de groupes terroristes séparatistes", allusion à la minorité kurde, dont le mouvement actuel a réveillé de vieilles aspirations d'autonomie. Mais "les principaux agitateurs et instigateurs des émeutes sont des éléments se définissant comme réformistes", a-t-il ajouté.

Il ne faut pas "pardonner aux terroristes, aux séparatistes et surtout aux politiciens et aux célébrités qui permettent [à l'Occident] de pénétrer à l'intérieur du pays", a renchéri **Kayhan**. "L'occasion de punir les criminels et les traîtres doit être saisie", et les "efforts pour lancer le réseau national d'information et de communication" interne, à la place du réseau mondial d'Internet, poursuivis.

Dès le 22 septembre, l'État a drastiquement restreint l'accès à Internet ainsi qu'aux réseaux sociaux et aux applications de messagerie pour éviter un effet boule de neige.

Se focalisant sur la contestation kurde, le journal **Jamejam** affirme que "divers groupes armés séparatistes profitent de cette situation tendue" pour atteindre leurs objectifs. "Bien que les Kurdes iraniens soient patriotes", certains d'entre eux "sont leurrés par les séparatistes qui poursuivent le complot de division fomenté par les ennemis".

Pour le quotidien **Iran**, publication du gouvernement, "la question du hidjab a été au cœur de la manipulation psychologique par l'ennemi pour mobiliser le

peuple". Les Iraniens "ne sympathiseront jamais avec ces émeutiers" et préféreront "la sécurité" et la stabilité au chaos, dans une région où "tous les pays voisins sont confrontés à des crises". La majorité de la population n'est pas "pour le retrait du voile", renchérit le journal.

Le quotidien **Vatan Emrooz** va jusqu'à mettre en garde contre la guerre civile qui, selon lui, se profile. "Les ennemis de l'Iran ont toujours tenté de transformer la protestation en émeute et l'émeute en guerre civile. Ils rêvent de faire la même chose qu'en Syrie et en Libye."

Plus nuancé et critique, le journal **Farhikhtegan** met l'accent sur l'écart croissant et la déconnexion entre le pouvoir politique et la jeunesse. "La participation des jeunes (aux manifestations)

Un quotidien va jusqu'à mettre en garde contre la guerre civile qui, selon lui, se profile.

était plus remarquable que jamais. En raison du manque d'efforts pour établir un dialogue avec eux, une partie de cette jeune génération a défini ses propres valeurs, qui peuvent être complètement incompréhensibles pour d'autres générations", notamment celles qui sont aux manettes, explique **Farhikhtegan**.

La "discrimination dans l'éducation" aggravée par la "privatisation du système éducatif" a en outre exacerbé les inégalités sociales et provoqué "une déception sociale" chez beaucoup de jeunes, "créant une génération désabusée et étrangère aux valeurs spirituelles", prévient le journal.

— **Courrier international**

Contexte

Les étudiants rallient la contestation

●●● Dans sa première réaction officielle, dix-huit jours après la mort de Mahsa Amini le 16 septembre, le guide suprême de la République islamique, l'ayatollah Ali Khamenei, a accusé les États-Unis, "le régime sioniste" (Israël) et leurs "agents" ainsi que "certains Iraniens traîtres établis à l'étranger" d'avoir fomenté le mouvement de contestation, appelant les forces de l'ordre à "tenir tête aux criminels". Dans les rues, les manifestations quasi quotidiennes se poursuivent malgré une violente répression. Le samedi 1^{er} octobre, les étudiants ont rallié le mouvement en organisant plusieurs rassemblements. Depuis le début de la contestation, au moins 92 personnes ont été tuées, selon l'ONG Iran Human Rights (IHR), installée en Norvège, et des centaines de personnes arrêtées. En dehors du pays, de nombreux rassemblements de soutien se sont tenus, de Los Angeles à Mexico, en passant par Belgrade, Istanbul ou Beyrouth.



SUR NOTRE SITE

courrierinternational.com

"Détruisez les palais de l'oppression et de la tyrannie": les Afghanes solidaires du soulèvement en Iran. La mort de Mahsa Amini a eu un écho considérable dans l'Afghanistan voisin, où les femmes vivent à nouveau sous le joug des talibans.

Les stars du foot solidaires

●●● Comme nombre de célébrités iraniennes, plusieurs footballeurs ont exprimé leur solidarité avec le mouvement de contestation. Le 27 septembre, à l'occasion d'un match amical opposant l'Iran au Sénégal, à Vienne, les joueurs iraniens ont caché leur maillot sous une parka noire au moment des hymnes. Sur Instagram, la vedette Sardar Azmoun a écrit des messages de soutien aux manifestantes comme celui-ci : "Honte à vous d'avoir si facilement tué le peuple et vive les femmes d'Iran." Messages qu'il a finalement dû supprimer sous la pression des autorités, qui ont promis de s'en "prendre aux célébrités ayant soufflé sur les braises". Selon le journal **Javan**, les posts Instagram d'un autre footballeur légendaire, Ali Karimi, "ont eu bien plus d'influence que les [enseignements] universitaires".

Tandis que les représentants des instances religieuses profitent grassement de cette "surabondance religieuse", plus de la moitié de la population vit sous le seuil de pauvreté. L'Iran est pourtant l'un des pays les mieux dotés du monde en richesses naturelles, et son économie pourrait être florissante s'il n'y avait pas cette alliance militaro-religieuse qui s'ingère dans tous les domaines pour dilapider ces richesses au service d'ambitions politiques et géopolitiques.

Ainsi, l'histoire de Mahsa Amini et de milliers d'autres femmes iraniennes permet de comprendre la nature d'un régime qui n'est pas à une contradiction près entre ses assertions et ses pratiques.

Il assassine sous le couvert de la police des mœurs, tout comme il lance des guerres confessionnelles sous la bannière de l'unité islamique. Il se dit République islamique, mais l'athéisme y est plus répandu qu'il ne l'avait été sous le régime monarchique du chah.

— **Mohammed Jumei**
Publié le 21 septembre



↳ Dessin d'Assad Bina Khahi,
Iran.

Le réveil du nationalisme kurde

Les Kurdes iraniens, qui participent au mouvement de contestation, subissent une violente répression. Cette révolte populaire a réveillé leur vieille revendication d'autonomie territoriale.

Les Kurdes iraniens voient les manifestations en Iran, auxquelles ils prennent activement part, comme une occasion pour le pays de se débarrasser d'un régime religieux et d'améliorer la condition des droits humains, mais aussi comme l'occasion de remettre sur le tapis leur vieille revendication d'autonomie, qui s'inscrit dans le cadre de l'aspiration nationaliste historique des Kurdes du Moyen-Orient à un foyer transnational à cheval entre la Turquie, la Syrie, l'Irak et l'Iran, explique le journal panarabe **Daraj**.

Dans plusieurs villes du nord et du nord-ouest de l'Iran - d'où est originaire Mahsa Amini, la jeune femme morte après avoir été arrêtée par la police des mœurs -, majoritairement kurdes, le drapeau de la République islamique a été incendié aux premiers jours des manifestations, tandis que les forces de sécurité ont été expulsées de certaines villes et localités.

Les slogans - comme "Le Kurdistan sera un cimetière pour les fascistes" - ou les portraits brandis d'Abdul Rahman Ghassemlou - l'un des dirigeants les plus éminents du Parti démocratique du Kurdistan iranien, assassiné par les services du renseignement iraniens lors d'une opération spéciale à laquelle l'ex-président iranien Ahmadinejad a participé à Vienne, en 1989 - sont des manifestations de la dimension nationaliste kurde du mouvement actuel.

Cette minorité ethnique, longtemps marginalisée, notamment depuis la révolution islamique, en 1979, voit en outre une

complémentarité et une intersection entre les mouvements féministe et kurde. "La majorité des féministes kurdes emprisonnées (en Iran) ont été arrêtées pour les deux raisons, leur engagement féministe et leur nationalisme" kurde, explique l'auteur de l'article, lui-même kurde syrien.

Unité. Cette volonté de lutter plus activement contre le régime a été actée avant la contestation, rappelle le journal, le Parti démocratique du Kurdistan iranien et le Parti démocratique du Kurdistan d'Iran - les deux plus grands partis kurdes du pays - ayant déclaré en août dernier leur unité, après un schisme de seize ans.

Les deux partis - qui disposent d'une aile militaire, les Peshmergas du Kurdistan iranien - avaient alors affirmé le début d'"une nouvelle étape dans la lutte (du parti) contre le régime de la République islamique d'Iran et contre tout projet [...] qui nie le pluralisme [...] et les droits" des minorités.

Les autorités en Iran en sont "conscientes", d'où la répression particulièrement violente et sanglante dans le Nord iranien, et le bombardement par des avions iraniens des positions des peshmergas dans les zones montagneuses d'Iran et du Kurdistan irakien.

Téhéran invoque en outre la présence de combattants peshmergas dans les manifestations en cours dans les villes kurdes, ce que nient les Kurdes, sans doute un prétexte pour durcir la répression, souligne enfin *Daraj*.

— **Courrier international**



CARTOON MOVEMENT



Ne laissez pas le peuple iranien seul !

Sans le soutien des puissances mondiales et de l'Onu, cette révolte sera matée dans le sang, souligne la rédactrice en chef de ce site critique du pouvoir.

— **Independent Persian**
(extraits) *New York*

La contestation du peuple iranien après la mort de Mahsa Amini, devenue un symbole de toutes les injustices, de l'oppression, de la situation chaotique du pays et de l'humiliation et de la violence contre tous

les habitants de cette terre, se poursuit.

Ils protestent contre un régime qui n'a eu d'autre objectif au cours des quarante dernières années que de former une armée de groupes répressifs et paramilitaires, en Iran et à travers le Moyen-Orient, pour faire avancer ses projets démoniaques. Un régime qui a bâti ses fondations



TRIBUNE



SUR NOTRE SITE

courrierinternational.com

Manifestations, répression, solidarité...
Suivez l'actualité iranienne au jour le jour, sur notre site, avec des tribunes, des analyses et des reportages traduits du persan, de l'arabe, de l'anglais...

sur le sang du peuple iranien et a renforcé son pouvoir par l'exécution massive d'opposants.

Au cours des dernières années, lors d'autres manifestations du peuple iranien, ce régime a tué ou exécuté des centaines voire des milliers de manifestants.

Outre l'armée, les forces paramilitaires et les Gardiens de la révolution [unité d'élite de l'armée], il dispose de brigades répressives étrangères (irakienne, libanaise, afghane, pakistanaise) qui peuvent être mobilisées sur le terrain pour réprimer la révolte actuelle.

Si le monde ne soutient pas le peuple iranien comme il le soutient le peuple ukrainien, ce gouvernement et ses forces militaires massacreront des milliers de personnes.

Le peuple iranien a besoin d'Internet pour transmettre son message au monde, mais plus que d'Internet, il a besoin d'un soutien solide et élargi de la part des gouvernements et des Nations unies pour l'aider à changer de régime.

Les déclarations et les messages de sympathie des dirigeants mondiaux, les tweets ou les sanctions contre les personnes associées au régime ne suffisent pas. Le peuple iranien doit être entendu par le monde. Ne laissez pas le peuple iranien seul face à ses oppresseurs.

— **Camelia Entekhabi Fard**

Publié le 24 septembre



Actuelles

VIRGINIE HERZ

SAMEDI À 22H40

Le magazine de celles et ceux qui font bouger un monde encore largement dominé par les hommes

Chaque semaine, retrouvez l'actualité féministe dans le monde avec Courrier international



La recette pour faire des économies

Pack
Livebox Fibre
+
Forfait mobile 80 Go

29 €98
/mois

pendant 12 mois
puis 66,98 €/mois

pour les nouveaux clients

0 801 90 82 38

Service & appel
gratuits

du lundi au samedi de 8h à 22h

Soit offre internet à 19,99 €/mois avec remises immédiates de 17 €/mois⁽¹⁾ et remboursement de 5 €/mois avec changement d'opérateur⁽²⁾ pendant 12 mois puis 41,99 €/mois, et offre mobile à 9,99 €/mois avec remboursement de 15 €/mois⁽²⁾ pendant 12 mois puis 24,99 €/mois⁽³⁾. Détails sur [orange.fr](https://www.orange.fr)

📞 Kit mains-libres recommandé. Offres soumises à conditions du 06/10 au 16/11/2022 sous réserve d'éligibilité en France métropolitaine avec souscription simultanée des offres. Engagement de 12 mois sur l'offre internet. Frais de résiliation : 50 €.

(1) 12 €/mois de remise Bon Plan et 5 €/mois de remise la Fibre au prix de l'ADSL. (2) Remboursements différés sur facture Orange pour les nouveaux clients mobile et/ou internet avec changement d'opérateur après le 06/08/2022. Détails et formulaires sur odr.orange.fr. (3) Remise de 5 €/mois comprise pour les clients souscripteurs du forfait mobile 80 Go à 29,99 €/mois et de l'offre Livebox. Remise non cumulable, réservée aux particuliers dans la limite de 4 forfaits 80 Go. Perte de la remise en cas de : changement d'offre, résiliation, demande de suppression de la remise par le client internet.

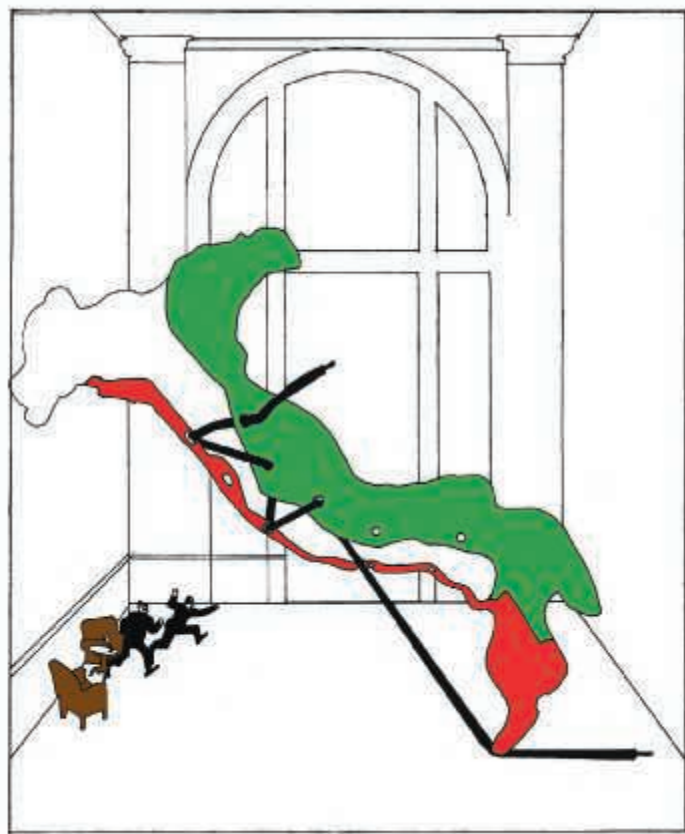
orange™



europe

Italie. L'État de droit face à Giorgia Meloni

La démocratie italienne est "solide" et offre toutes les garanties pour contrer l'ultraconservatisme de la prochaine Première ministre, qui sera confrontée à un devoir de responsabilité, rassure cet éditorialiste centriste.



—Corriere della Sera Milan

Les Italiens ont-ils décidé de faire confiance à Giorgia Meloni ou bien se sont-ils subitement découverts d'extrême droite? Prenons-nous le chemin des Chemises noires ou, dans le meilleur des cas, d'un modèle à la Orban? Ou se pourrait-il que notre démocratie soit suffisamment solide pour laisser les électeurs choisir le gouvernement qu'ils veulent sans risquer un saut dans l'inconnu ou un retour en arrière?

Pour répondre à ces questions qui taraudent nombre d'Italiens

et passionnent la presse étrangère, il convient avant tout de se demander qui sont les électeurs qui ont voté Meloni pour la première fois (et ils sont nombreux, puisqu'elle n'avait obtenu que 4,3 % des suffrages voilà quatre ans).

D'après les analyses de transferts de voix, il s'agit pour l'essentiel d'électeurs venus de la Ligue [extrême droite] ou du Mouvement 5 étoiles [antisystème]. On ne peut pas non plus exclure que bon nombre d'entre eux avaient aussi voté pour le Parti démocrate de Matteo Renzi

aux européennes de 2014 [la formation de centre gauche avait atteint un score record de 40 %].

Chacune de ces percées électorales, qui ont tendance à se multiplier depuis quelque temps (pour se dégonfler aussi vite qu'elles sont venues), témoigne du nomadisme d'un grand nombre d'électeurs. Des citoyens qui cherchent fébrilement un sauveur pour la patrie, un démiurge capable de la sortir de la spirale du déclin dont elle est prisonnière. Nous parlons ici d'Italiens libérés de tout conditionnement idéologique, désenchantés et désaffectés, politiquement désinhibés, ni exactement de droite ni tout à fait de gauche. On les a souvent dits "populistes", même si le peuple, par définition, ne peut pas être populiste.

La classe dirigeante de son parti et elle-même n'ont aucune expérience du gouvernement.

Cette dispersion a surtout produit, jusqu'à présent, de la confusion et de l'instabilité politique. À deux reprises consécutives, en 2013 et en 2018, les urnes n'ont donné la majorité à aucune coalition électorale – avec pour résultat l'émergence, ces dix dernières années, de gouvernements nés d'accords parlementaires.

Pourtant, une démocratie est à l'évidence plus solide quand les électeurs donnent le jour à des majorités qui ont l'aval des urnes. Sous cet angle, on ne peut pas dire que l'issue des élections de dimanche constitue une régression. La chef de file de l'opposition l'a emporté et accédera au gouvernement. Quelques-uns ont écrit que c'est à ça que sert la démocratie : à changer de classe dirigeante sans effusion de sang.

Une deuxième catégorie de problèmes et d'inquiétudes découle du parcours politique de la gagnante. Elle est assurément de droite; d'une droite issue du Mouvement social italien [néofasciste], du nationalisme et du nativisme.

Selon une étude de l'université Luiss de Rome, si l'on additionne les votes pour Meloni et les votes en faveur de Salvini,

on obtient la meilleure performance électorale de la droite dans l'histoire de l'Europe occidentale. L'inquiétude de nos partenaires, dont les gouvernements se battent pour éviter d'en arriver là, est donc compréhensible. Et celle qui sera sans doute la nouvelle Première ministre a le devoir de dissoudre un caillot d'hostilité qui risque autrement de faire du tort à l'Italie, et à elle-même.

Giorgia Meloni en est-elle consciente? Certains indices le laissent penser. Il ne s'agit pas seulement de la promesse de "gouverner pour tous", d'"unir l'Italie", formulée peu après sa victoire. Elle a fourni des indications sur trois dossiers centraux pour le futur gouvernement : la guerre en Ukraine, la crise énergétique et la discipline budgétaire.

Sur les trois, on pourrait presque dire qu'elle a repris le programme de Mario Draghi, accordant son soutien au gouvernement – depuis l'opposition – que ce soit sur les sanctions prises contre la Russie, sur les livraisons d'armes à l'Ukraine, sur le plafonnement du prix du gaz en Europe, ou encore sur son opposition aux dépassements budgétaires de dernière minute. Naturellement, on jugera l'arbre à ses fruits. Le plus dur, pour Giorgia Meloni, commence aujourd'hui.

Elle n'a aucune expérience du gouvernement, comme d'ailleurs la classe dirigeante de son parti, habitué (ou cantonné de force) depuis longtemps à l'opposition. Son atlantisme ne se double pas d'un européanisme aussi solide. Elle va devoir comprendre sans tarder que Bruxelles est plus proche de nous que Washington, et que Berlin et Paris sont de précieux alliés – certainement plus que Varsovie et Budapest.

Reste enfin la question délicate des droits et des libertés, qu'il ne faudrait pas sous-estimer. Dans le monde entier, Europe comprise, on assiste à des tentatives pour limiter les uns et les autres. La droite italienne est à l'évidence traditionaliste et conservatrice sur des sujets tels que la famille, l'avortement, la maternité ou le genre. Mais bien que nous soyons ici sur le terrain des options politiques légitimes, toute volonté de faire machine arrière sur les acquis civils d'un pays moderne et libre comme

"Un changement de système"

●●● Au lendemain des élections du 25 septembre, **La Repubblica** ne partage pas la tranquillité du **Corriere della Sera**. "Le dessein de la droite, c'est un changement de système, attaque le quotidien de centre gauche. L'objectif est de briser le lien républicain entre la résistance, la Constitution et les institutions. Aujourd'hui prend fin l'antifascisme comme culture fondatrice, la Constitution sera changée pour introduire le présidentielisme. Surtout, la droite au pouvoir engendrera un système alternatif." "Ceux qui ne sont pas allés voter ont manqué le défi républicain le plus important de ces trente dernières années", déplore le média italien en commentant l'abstention (36 %), la plus importante de l'histoire du pays pour des élections générales.

le nôtre serait tellement déplacée qu'un dirigeant avisé ne s'y essaierait même pas.

Avec tout le respect que mérite la Première ministre française, Elisabeth Borne, qui dit vouloir être "vigilante" sur ces sujets, nous croyons donc pouvoir dire que l'Italie est en mesure d'être "vigilante" sans l'aide de personne.

Notre démocratie est parfois brouillonne, mais solide, et nous offrons toutes les garanties d'un État de droit : un Parlement libre, dans lequel siègeront trois groupes d'opposition différents et aguerris, un président de la République qui garantit le respect des traités et des conventions internationaux, un juge chargé de vérifier la constitutionnalité des lois, un débat public vivant, et un paysage médiatique actif et pluraliste.

Cependant, nous vivons aujourd'hui dans une sphère publique paneuropéenne. Les autres nous jugent comme nous jugeons les autres. Il est donc dans l'intérêt de tous que ce jugement soit, ou devienne, positif.

—Antonio Polito

Publié le 26 septembre

✍ Dessin de Finn Graff, Norvège.



Dans le métavers,
les chirurgiens vont **répéter**
des centaines de fois
leurs opérations.



Le métavers sera bénéfique pour le domaine de la santé, c'est pourquoi nous contribuons à son développement. Les chirurgiens pourront préparer des opérations dans le monde virtuel avant d'opérer des patients.

**Même si le métavers est virtuel,
son impact sera réel.**

Pour en savoir plus : meta.com/MetaverseImpact/FR



afrique

Burkina Faso. Le coup d'État permanent

C'est le second coup d'État que connaît le pays en neuf mois. Ibrahim Traoré, le nouvel homme fort, promet de rétablir rapidement la sécurité. Dans un pays miné par le terrorisme, il y a urgence.



—Wakat Séra Ouagadougou

Tirs nourris aux armes lourdes et à l'artillerie légère. Ce fut le week-end infernal auquel les militaires du Mouvement patriotique pour la sauvegarde et la restauration (MPSR) [nom pris par la junte militaire de transition proclamée après le coup d'État du 24 janvier 2022] ont soumis le pays de vendredi [30 septembre] à samedi [1^{er} octobre], en décidant de changer de patron les doigts sur la gâchette.

Finalement, le camp du capitaine Ibrahim Traoré a eu raison de celui du lieutenant-colonel Paul-Henri Sandaogo Damiba. Ainsi, un coup d'État vieux de neuf mois seulement en a appelé un autre qui – il faut l'espérer pour le Burkina Faso et pour la survie de la démocratie, le retour de la paix et le difficile combat pour le développement – bouclera ce cycle qui a fait du "pays des hommes intègres" l'un des pays africains les plus cotés à la Bourse des putschs militaires.

En attendant que la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (Cedeao) vienne rendre, ce 3 octobre, une petite visite de courtoisie aux nouveaux patrons du MPSR, qui est aux commandes de la transition burkinabè, l'armée doit songer à panser ses plaies ouvertes par cette nouvelle parenthèse de force.

Comme le leader de la révolution burkinabè Thomas Sankara, le jeune Ibrahim Traoré tient le pouvoir au grade de capitaine et, fait du hasard ou clin d'œil espiègle de l'histoire, est également âgé de 34 ans, comme le héros assassiné de la jeunesse africaine, arrivé, lui aussi, aux affaires à la suite d'un putsch militaire, celui du 4 août 1983.

Ibrahim Traoré ramène ainsi le Burkina à la case "capitaines", lui qui accuse son prédécesseur, et bien plus gradé que lui, d'avoir trahi l'idéal de départ du MPSR de rendre au Faso sa quiétude d'antan en le débarrassant des terroristes qui l'infestent et y sèment la mort au quotidien.

En tout cas, avec Roch Marc Christian Kaboré, Paul-Henri Sandaogo Damiba, qui vient de trouver gîte et couvert au Togo voisin, est le deuxième dirigeant burkinabè que les attaques armées meurtrières, qui ont déjà occasionné près de 2 millions de personnes déplacées internes, emportent. [En novembre 2021, la mort de 53 gendarmes et de 4 civils lors d'une attaque à Inata, autre ville du Nord, avait entraîné le coup d'État contre le président Roch Marc Christian Kaboré. Ce 29 septembre, l'attaque d'un convoi de ravitaillement à destination de Djibo, ville du Nord assiégée par un groupe armé terroriste, a créé une grande émotion.]

La grande tache noire sur cette révolution de palais au sein de la junte militaire qui dirige la transition burkinabè, c'est bien ce sentiment antifrançais développé et grossi qui, en servant à mobiliser des soutiens, a conduit à des actes déplorables de vandalisme, entre autres, sur les locaux de l'ambassade de France à Ouagadougou et ceux de l'Institut français à Bobo-Dioulasso.

Semée depuis un certain temps par les amoureux transis de la Russie, cette graine qui pousse sans limite et provoque le sacage d'institutions et d'entreprises – servant certes les intérêts du coq gaulois, mais où travaillent des ressortissants africains pour nourrir leurs familles et parfois tout un village – continue de faire des victimes innocentes, de la République centrafricaine au Burkina Faso, en passant par le Mali.

Blocus terroriste. Le discours haineux entretenu sur les réseaux sociaux et dans des rassemblements publics, souvent par des personnes aux responsabilités diverses et censées être des modèles, donne froid dans le dos et incommode même tous ceux qui luttent, sans émotion, contre la recolonisation de l'Afrique et le controversé franc CFA.

Car on peut bien lutter pour son mieux-être sans verser dans la violence et la barbarie. Et surtout en diversifiant ses partenariats internationaux, sans quitter la tutelle d'un ancien maître pour embrasser un nouveau.

De toute façon, le deuxième coup d'État en moins d'un an, comme chez le voisin malien,

doit maintenant servir, comme l'a promis avec engagement patriotique le capitaine Ibrahim Traoré, à relancer la lutte contre l'hydre terroriste.

Surtout que pendant que les militaires faisaient le show autour du palais présidentiel de Kossyam pour prendre ou garder le pouvoir, les hommes armés non identifiés et les combattants du Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (Jnim) [organisation terroriste, d'idéologie salafiste djihadiste, née notamment de la fusion d'Ansar Dine, des forces

Les militaires n'ont plus aucune excuse pour ne pas bander les muscles contre les terroristes.

d'Al-Qaida au Maghreb islamique (Aqmi) dans le Sahel] et de l'État islamique dans le Grand Sahara (EIGS) [organisation terroriste d'idéologie salafiste djihadiste] buvaient leur petit-lait, au propre comme au figuré, consolidant leurs positions.

Tout comme le Sahel, notamment la ville de Djibo, qui subit un blocus terroriste depuis un bon moment, les populations d'autres parties du Burkina ne savent plus à quel saint protecteur se vouer. De nombreux habitants n'ont plus de vie, et même la survie leur échappe. Donc, maintenant que les militaires ont fait la preuve de leur dextérité dans le maniement des armes, légères comme lourdes, dans la capitale, ils n'ont plus aucune excuse pour ne pas bander les muscles contre les hommes sans foi ni loi qui terrorisent à longueur de journée et de nuit des populations sans défense.

Des Burkinabè qui ne demandent qu'à vivre le plus modestement possible, loin des maquis et bars climatisés de Ouagadougou où coulent à flots la bière et le champagne dans des milieux plus huppés, sur de succulents poulets bicyclettes [poulets élevés localement].

Il faut sauver le Burkina! Et ça, les hommes forts de Ouagadougou doivent enfin s'y atteler en faisant tonner les armes au front, malheureusement dégarni, de la lutte contre le terrorisme!

—Morin
Publié le 3 octobre

↳ Dessin de Glez paru dans le Journal du jeudi, Ouagadougou.

La France prise à partie

●●● "Évidemment, grince **Aujourd'hui au Faso**, des drapeaux russes sont brandis" Le quotidien burkinabè déplore "le comportement de certains Burkinabè" scandant "Nous ne voulons plus de la France", tandis que d'autres "ont caillassé l'Institut français de Bobo et brûlé l'ambassade de France à l'extérieur". Paris a été soupçonné d'avoir "accueilli" le président déchu sur sa base de Kamboinsin. Mais la ministre des Affaires étrangères française, Catherine Colonna, a assuré que "la France n'[était] pas partie prenante des événements qui se déroulent au Burkina Faso". Désormais, quelle sera l'attitude d'Ibrahim Traoré, tant vis-à-vis de Paris que de Moscou? s'interroge la presse burkinabè. Le quotidien **Le Pays** note que "le capitaine Traoré a recadré ses propres éléments qui avaient repris le verbatim des manifestants sur la rupture des relations franco-burkinabè et l'impérieuse nécessité de conclure des accords de défense avec la Russie. Il pourrait jouer la carte de la prudence sur cette question ultrasensible du choix de la Russie comme partenaire stratégique au détriment de la France".

SOURCE



WAKAT SÉRA

Ouagadougou,
Burkina Faso
wakatsera.com

Lancé en 2017, ce site d'informations propose des analyses souvent sans concession sur la politique burkinabè et africaine.

TU ES SÛRE DE CE QU'IL S'EST
PASSÉ ? VOUS ÊTES CERTAINE
D'AVOIR DIT « NON » CLAIRE-
MENT ? C'EST PAS TOI QUI L'AS
CHAUFFÉ ?

Toutes les 6 minutes, en France, une femme est victime de viol ou de tentative de viol. Malheureusement, après les faits, ces femmes se retrouvent souvent seules.

VOUS N'AVIEZ PAS UN PEU BU
? TU AS DES PRUVES ? CE SERA
SA PAROLE CONTRE LA VÔTRE.



Agence : TBWA\Corporate Photographie : Pascal Boudet



FAITES UN DON SUR [FONDATIONDESFEMMES.ORG](https://www.fondationdesfemmes.org) POUR PERMETTRE
AUX VICTIMES D'ÊTRE ÉCOUTÉES, SOUTENUES ET ACCOMPAGNÉES.

[#PlusJamaisSeules](https://www.fondationdesfemmes.org)



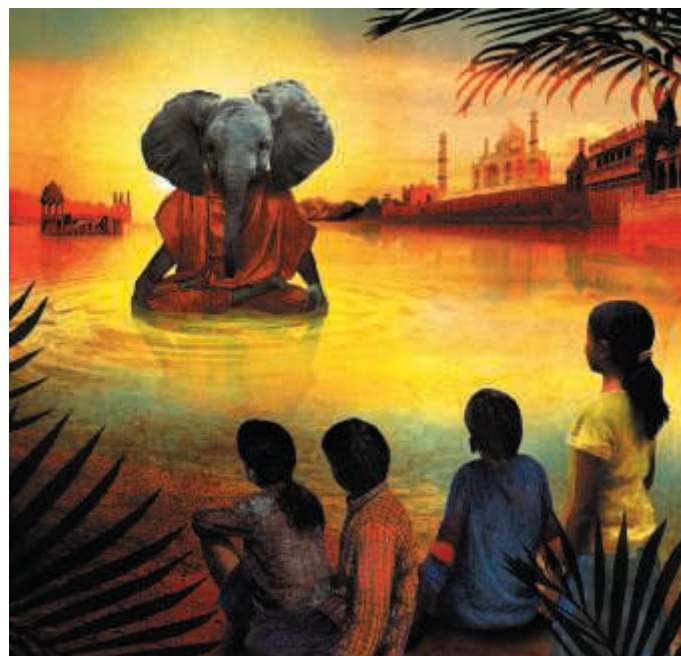
FONDATION
DES FEMMES



asie

Inde. Laissez en paix Ganesh et les musulmans!

Le gouvernement du Karnataka a imposé que la fête du dieu à la tête d'éléphant se déroule cette année sur un lieu de culte musulman. Un nouvel exemple de la façon dont les nationalistes hindous exercent le pouvoir, dénonce cet universitaire.



—Scroll.in New Delhi

Voilà que notre seigneur Ganesh, qui aime s'amuser, se retrouve embarqué dans la guerre idéologique de l'*hindutva* [idéologie fondamentaliste défendant l'idée d'une suprématie et d'une nation hindoues]. Après Rama, c'est son tour [en avril, la fête hindoue qui célèbre la naissance de Rama a été marquée par des violences contre les musulmans]. Il serait plus juste de dire que le seigneur est utilisé comme un paravent. Derrière lui se cachent des langues fourchues qui savent qu'elles ne peuvent pas dire carrément qu'elles souhaitent s'emparer des terres et des biens des musulmans.

Pourquoi ne peuvent-elles pas le déclarer et le faire ouvertement?

Même si ces gens-là sont aujourd'hui presque partout aux commandes [le BJP, parti nationaliste hindou de Narendra Modi, est au pouvoir en Inde depuis 2014] et que la police et d'autres institutions de l'État inventeront des raisons de justifier leurs actes? Cela s'explique entre autres par le fait que le pouvoir judiciaire n'est pas encore tout à fait mort. La notion de justice n'a pas complètement disparu, comme on a pu le constater à la veille de Ganesh Chaturthi [fête de Ganesh, célébrée cette année le 2 septembre].

Le 30 août, trois juges de la Cour suprême ont siégé en audience extraordinaire jusque tard dans la soirée. Et ce parce que le gouvernement du Karnataka [lui aussi dirigé par le BJP] tenait à autoriser les *pandal* [des constructions

éphémères] de Ganesh sur le site d'Idgah, à Bangalore, traditionnellement utilisé par les musulmans.

Le comité Idgah s'était d'abord adressé à la Haute Cour du Karnataka, afin qu'elle empêche le gouvernement d'agir de la sorte. Le site est détenu par des musulmans et seuls des festivals musulmans ont eu lieu ici au cours des deux derniers siècles. Un unique membre de la Haute Cour du Karnataka, chargé du dossier, avait refusé d'autoriser le gouvernement de l'État à organiser l'événement sur le site. Les autorités du Karnataka ont donc fait appel de cette décision.

Un observateur extérieur pourrait se demander quel est l'intérêt du gouvernement du Karnataka dans cette affaire. Pourquoi tient-il tant à utiliser ce site précis pour le festival de Ganesh? Bien sûr, quiconque a suivi l'évolution de l'Inde depuis huit ans ne sera pas surpris. C'est tout à fait conforme au comportement du gouvernement du Karnataka : il n'y a pas si longtemps [en février], il a décidé d'interdire le port du hijab dans les établissements scolaires et universitaires.

La Haute Cour du Karnataka a chargé deux juges de statuer sur l'appel du gouvernement contre l'ordonnance de son juge unique. Lesquels ont alors annulé la décision. Ils ont déclaré que l'Inde abritait des fidèles de diverses religions. La Constitution évoque la fraternité entre toutes les communautés de l'Inde. La civilisation indienne se caractérise par la tolérance religieuse. Par conséquent, le festival de Ganesh devrait pouvoir être célébré sur le site d'Idgah, ont-ils conclu.

C'est une logique des plus curieuses. Le gouvernement de l'État du Karnataka compte-t-il organiser par la force des célébrations en l'honneur de Ganesh sur le site d'Idgah au nom de la tolérance religieuse? Si vous essayez de pénétrer de force chez moi et que je refuse de vous laisser entrer, pourrait-on m'accuser d'intolérance? À la suite de ce verdict, les représentants du comité Idgah n'ont eu d'autre choix que de se tourner vers la Cour suprême.

Pour commencer, deux juges de la plus haute instance judiciaire ont entendu les parties. Ils ne sont pas parvenus à s'entendre. Un juge estimait que la fête de Ganesh pouvait être autorisée.

L'autre était d'un avis contraire. Quand ce résultat a été communiqué, le tribunal était sur le point de boucler son travail du jour. Les avocats du comité Idgah ont dû se présenter en toute hâte au président de la Cour suprême pour lui demander de trancher. Il a alors constitué une cour de trois juges.

À la question de savoir s'il n'y avait pas d'autre site où la cérémonie pouvait être organisée, l'avocat du gouvernement a clairement répondu que ce n'était pas un problème. Les espaces libres ne manquaient pas. Mais les autorités tenaient à ce que les cérémonies se déroulent sur le site même d'Idgah. Pour leur avocat, c'était une question de principe.

Pendant deux cents ans, aucun événement de ce genre n'y a jamais été organisé. Dans ce cas, pourquoi tant insister maintenant, ont voulu savoir les juges. Selon les arguments avancés par le gouvernement, si les enfants étaient autorisés à y jouer, pourquoi le culte de Ganesh ne pourrait-il y être célébré?

Les fêtes hindoues sont dorénavant une source de frictions avec d'autres communautés.

En fin de compte, les juges ont statué que ce n'était pas envisageable. Les autorités ont alors mis au point une nouvelle stratégie. Elles ont fait valoir qu'aucune structure permanente ne serait érigée. L'affaire, après tout, n'est censée durer que deux jours. L'avocat Dushyant Dave a rappelé à la cour ce qui s'était passé dans l'Uttar Pradesh juste avant la démolition de la mosquée de Babri, en 1992 [détruite sur fond de conflit entre musulmans et hindous, lors d'un rassemblement du BJP qui avait dégénéré en émeute]. Là aussi, le gouvernement avait promis de préserver la mosquée. Une promesse habilement rompue. Les tribunaux n'avaient rien pu faire. Le Karnataka est dirigé par ce même parti politique qui n'avait pas tenu sa promesse trente ans plus tôt.

On peut se demander pourquoi le gouvernement tient tant à célébrer le festival de Ganesh sur le site d'Idgah. Nous devrions également nous demander si [son] organisation relève de la responsabilité

des autorités de l'État. Pourquoi insistent-elles pour utiliser un site musulman afin d'organiser des fêtes hindoues sous prétexte d'harmonie religieuse?

Des voix s'élèvent pour déplorer que, alors que des régions entières du Karnataka se débattent, en proie aux inondations, le gouvernement de l'État se concentre sur l'érection de représentations de Ganesh en divers endroits d'Idgah. Que faut-il en déduire quant aux priorités du gouvernement?

La rancœur et le sang. La réponse à cette question, nous la connaissons. Les hindous sont lancés dans une guerre contre les musulmans. On attise leurs préjugés. On a recours à toutes sortes d'astuces pour expulser les musulmans des lieux publics ou les priver de leurs espaces collectifs.

L'entêtement à vouloir organiser la fête de Ganesh sur le site d'Idgah, tout le monde le sait, n'est lié à aucune révérence particulière pour Ganesh. Pas plus que ce n'est le respect envers Rama qui a motivé la construction [à partir de 2020] du temple de Rama sur le site de la mosquée de Babri.

L'objectif est de démontrer que c'est la volonté des partisans de l'*hindutva* qui s'exerce dans ce pays. Ils peuvent faire ce qu'ils veulent, quand et où ils veulent. L'administration, la police, puis la justice ne les arrêteront pas.

Quand les musulmans s'opposent à de telles tentatives, on les accuse d'être intolérants. Pourquoi devraient-ils s'opposer à ce qu'un drapeau safran soit hissé devant les mosquées? Pourquoi n'apprécient-ils pas ce syncrétisme qui leur est imposé sur leurs sites religieux et culturels? Pourquoi donc refusent-ils d'autoriser des *bhajan* [chants religieux hindous] dans une mosquée? Ce sont là quelques-unes des questions que l'on pose avec une feinte naïveté.

À cause de la haine que disséminent les organisations se réclamant de l'*hindutva*, les fêtes hindoues sont dorénavant une source de frictions avec d'autres communautés. Au lieu d'être synonyme de liesse, elles laissent derrière elles de la rancœur et parfois du sang. Cela satisfait-il les hindous?

—Apoorvanand
Publié le 2 septembre

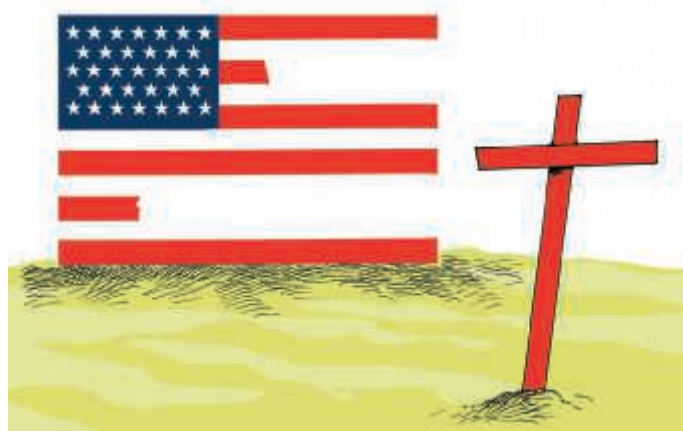
✍ Dessin de ALE+AIE, Italie.



amériques

États-Unis. Les Américains vivent moins longtemps

Ces dernières années, l'espérance de vie n'a cessé de reculer aux États-Unis. Une crise nationale largement ignorée à Washington.



— **Financial Times** Londres

Le recul de l'espérance de vie n'est pas, a priori, une menace pour la sécurité nationale aux États-Unis. Pourtant, quand cet indicateur chute aussi vite que dans ce pays – les Américains vivent presque cinq ans de moins que la moyenne dans les pays riches –, même le Pentagone doit s'en soucier. Avec une espérance de vie de 76 ans, les Américains vivent désormais moins longtemps que les Chinois et une année seulement de plus que les citoyens du Mexique, ce pays prétendument attardé. Les populations japonaise, italienne et espagnole ont, elles,

une espérance de vie d'environ 84 ans. La longévité est l'ultime révélateur du bon fonctionnement d'un système, mais personne – démocrates, républicains, présidents ou parlementaires – ne semble s'en préoccuper.

Les Américains ne s'intéressent-ils plus au temps qu'ils ont à vivre ? La réponse est si, évidemment. Mais si cette situation les préoccupe, cela ne transparait nullement dans la vie politique du pays. C'est comme si Washington avait décidé d'ignorer la question, alors qu'elle révèle des tendances profondes sous-jacentes aux malheurs de la démocratie américaine. Les expressions telles que "morts de

désespoir" et "épidémie d'obésité" sont courantes, mais le recul de l'espérance de vie semble un sujet trop vaste pour que Washington s'en saisisse.

Une baisse a été enregistrée durant six des sept dernières années ; entre 2014 et 2022, près de trois ans d'espérance de vie ont été perdus. La dernière fois que cette donnée avait reculé sur plusieurs années consécutives, c'était pendant la Première Guerre mondiale. Dans les autres démocraties, un tel phénomène déclencherait un débat national.

Comment expliquer cette indifférence américaine ? Les principales causes de la trajectoire morbide des États-Unis sont délicates politiquement : la hausse de l'obésité, la crise des opioïdes et le Covid.

Plus de 40 % des adultes américains sont maintenant considérés comme obèses, et ce chiffre continue de grimper. Plus de la moitié des adultes américains souffrent d'une maladie chronique, dont la plupart sont associées à l'obésité (le diabète, l'hypertension et les troubles cardiaques). Ces facteurs expliquent en partie le taux anormalement élevé de mortalité due au Covid-19. Près de deux tiers des Américains hospitalisés en raison du Covid souffraient d'au moins un antécédent médical, et le virus attaqua ainsi sur un terrain favorable.

Frilosité politique. Reste que la lutte contre l'obésité est peu avantageuse politiquement. Insulter près de la moitié de la population majeure n'est pas le meilleur moyen de décrocher des votes. Le sujet hérisse l'électorat républicain. Les comtés ruraux les plus pauvres, que Donald Trump a presque tous remportés en 2016 et 2020, ont des taux d'obésité bien plus élevés que les villes. D'ailleurs, les comtés qui ont enregistré le plus fort recul de l'espérance de vie étaient ceux les plus susceptibles de voter pour Trump.

Les démocrates ne sont pas plus incités à en parler. La crise des opioïdes touche de façon disproportionnée des régions qui ont cessé de voter pour ce parti depuis longtemps, en particulier dans les Appalaches. Parallèlement, la grossophobie a rejoint la liste des tabous de l'Amérique progressiste. Le mouvement qui défend l'acceptation des personnes en surpoids gagne du terrain.

Tôt ou tard, les États-Unis devront pourtant ouvrir les yeux. Lors d'une audition parlementaire, un général des marines a témoigné que l'année 2021 avait sans doute été "la plus difficile de l'histoire du recrutement", principalement parce que les jeunes Américains ne réussissent pas les épreuves physiques de l'armée.

Entre 2014 et 2022, près de trois ans d'espérance de vie ont été perdus.

Le pays est aux prises avec d'autres facteurs de mort précoce, comme les accidents de la route et la violence par armes à feu. Mais l'association des maladies chroniques courantes et des morts par overdose fait des États-Unis une triste exception. Comme les soins par habitant y coûtent 53 % de plus qu'en Suisse (le deuxième pays où ils sont le plus chers), on voit aussi que les Américains sont loin d'en avoir pour leur argent. Même les systèmes de santé relativement sous pression, comme le NHS au Royaume-Uni, donnent de bien meilleurs résultats. L'espérance de vie britannique est de presque 82 ans.

Nous en venons ainsi au défi du mode de vie américain. Au moment où les gens bataillent avec leur assureur depuis leur lit d'hôpital ou peinent à financer leur longue liste de médicaments en raison des inégalités en matière de couverture médicale, il est déjà trop tard. Le problème des États-Unis porte autant sur l'absence

↳ Dessin d'Arcadio paru dans **La Prensa Libre, Costa Rica.**

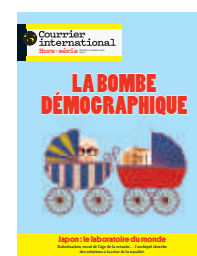
de prévention que sur l'accès aux soins. Les Américains font relativement peu de sport, consomment une quantité faramineuse de sucres et de matières grasses, et ne s'en inquiètent pas puisque autour d'eux tout le monde, ou presque, en fait autant.

Il serait malvenu de reprocher aux gens un manque de volonté. La malbouffe coûte bien moins cher aux États-Unis qu'une alimentation saine. Certaines régions pauvres du pays sont, à juste titre, qualifiées de "déserts alimentaires", car on n'y trouve aucune nourriture bonne pour la santé. Les cantines scolaires veillent à ce que ces mauvaises habitudes s'enracinent de bonne heure. Taxer les boissons sucrées et les formats démesurés de la restauration rapide serait utile s'il y avait une offre bon marché en remplacement. La taxation dissuasive a fonctionné pour le tabac.

Sur ce terrain, le président cycliste, Joe Biden, qui dépasse de presque quatre ans la durée de vie moyenne de son pays, pourrait faire de son âge un atout. Pour commencer, il serait bien inspiré d'aborder franchement la crise nationale de mortalité.

— **Edward Luce**
Publié le 8 septembre

En kiosque



NOTRE NOUVEAU HORS-SÉRIE

Retrouvez d'autres analyses de la presse étrangère sur les thèmes de l'espérance de vie et du vieillissement des populations dans notre nouveau hors-série consacré à *La Bombe démographique*.

LES MOTS DES AUTRES

L'actualité racontée par les langues étrangères. Un podcast de Courrier international.

À ÉCOUTER SUR NOTRE SITE ET SUR VOTRE APPLICATION DE PODCAST PRÉFÉRÉE



france

Retraites. Pourquoi il faut réformer malgré tout

Déjà repoussée, cette réforme va susciter des protestations. Emmanuel Macron a peut-être quelques bonnes raisons d'insister, détaille ce chroniqueur libéral.



—The Local Paris

Les Belges s'y adonnent jusqu'à 65 ans. Les Allemands jusqu'à 65 ans et 7 mois, tandis que les Britanniques poussent jusqu'à 66 ans. Les Français, eux, y renoncent – en théorie – à 62 ans (et bien plus tôt encore pour les conducteurs de train).

Nous parlons évidemment des joies du travail et de l'âge minimum légal pour prétendre à une pension de retraite complète.

Car le président français est sur le point de déterrer la hache de guerre. De son point de vue, les Français devraient travailler plus longtemps. Mais la vaste majorité des intéressés – au moins 70 %, selon les derniers sondages – n'est pas de cet avis.

[Le 28 septembre], Emmanuel Macron a décidé de relancer la réforme des retraites à laquelle il avait dû renoncer en mars 2020 à cause de la pandémie de Covid-19.

Les syndicats ont appelé à manifester dans près de 200 villes. Un

avant-goût des perturbations à venir.

Vous vous souvenez des grèves dans les transports publics et le secteur de l'énergie en 2019? Ou de celles de 1995 qui avaient presque mis le pays à genoux? Les deux fois, il s'agissait de s'opposer à une réforme des retraites.

Macron a décidé – pour l'instant – de renoncer au coup de force pour imposer sa réforme avant Noël. Il laisse deux mois pour des discussions détaillées avec les syndicats, mais sans négociation sur les principes de la réforme.

Un projet de loi visant à augmenter progressivement l'âge du départ à la retraite à 65 ans – ou 64 – sera présenté en décembre avant d'être examiné en février. La loi de finances déposée [le 26 septembre] table sur une application de la réforme dès le mois de juillet.

Macron ne dispose plus de la majorité à l'Assemblée nationale pour faire voter sa réforme par les voies normales. Il a annoncé que, en cas de besoin, il aurait recours à

l'article 49.3 de la Constitution, qui autorise le gouvernement à adopter une loi par décret. L'opposition pourrait alors bloquer le texte en votant une motion de censure. Auquel cas, Macron a déjà brandi la menace d'une dissolution de l'Assemblée et de l'organisation de nouvelles élections parlementaires. Autrement dit, Macron est prêt à passer en force. Mais est-ce bien avisé dans une période aussi difficile?

Pénurie d'emplois. Mon responsable politique préféré, le député de la Somme François Ruffin (qui est parfois ennuyeux mais tient des propos généralement pertinents et intelligents), voit dans l'entêtement de Macron "un acte de folie". "Après deux ans de crise du Covid-19 alors que les gens sont épuisés, qu'Emmanuel Macron a été réélu sans enthousiasme, et que les gens se demandent s'ils pourront payer leurs factures..., en cette période d'exaspération générale et de fatigue démocratique, il veut mettre au défi

la vaste majorité du peuple français – entre 70 et 80 %, selon les sondages – et imposer sa réforme par la force."

Pourquoi fait-il cela? Et pourquoi maintenant? Il est plus facile de répondre à la première question qu'à la seconde. On peut avancer deux grands arguments en faveur d'une réforme des retraites.

Primo, avec l'allongement de l'espérance de vie, le système autofinancé commencera à être en déficit à partir de l'année prochaine. Selon les estimations officielles, le déficit atteindra 10 milliards d'euros en 2027, et jusqu'à 20 milliards d'ici à 2032 – qu'il faudra donc compenser par le biais des impôts ou de la dette publique.

En d'autres termes, le système de retraites – où les pensions sont censées être payées par les cotisations des travailleurs et des entreprises – risque de limiter les autres postes de dépenses de l'État ou d'accroître le déficit et la dette publique.

Secundo, l'argument économique en faveur de l'allongement de la durée du travail pèse lourd. Il ne semble pas possible à long terme que les Français continuent à partir à la retraite (au moins) trois ans plus tôt que leurs concurrents et voisins européens.

Les Français ne sont pas forcément très productifs. Mais globalement, les Français travaillent moins d'heures que dans les autres pays du monde, en partie à cause de la semaine des 35 heures, mais aussi en raison du chômage et de l'âge légal de la retraite.

Selon une étude de l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques), on travaillait en France 630 heures par an et par habitant en 2018 (enfants et retraités inclus). À titre de comparaison, ce chiffre était de 722 heures par habitant en Allemagne, de 808 heures au Royaume-Uni et de 826 heures aux États-Unis.

Macron estime que si la France veut conserver son modèle social généreux et rester dans la compétition avec ses partenaires européens et ses concurrents internationaux, elle doit travailler plus longtemps.

Ces deux arguments sont contestables. Le déficit du système de retraites n'est pas aussi important que ce qu'on craignait.

✓ La grogne des travailleurs.
Dessin de Mix & Remix paru dans L'Hebdo, Lausanne.

Il affiche même un surplus en raison de la surmortalité provoquée par la pandémie chez les personnes âgées. À long terme, néanmoins, le déficit est amené à se creuser.

On peut également discuter l'argument économique. De nombreux Français travaillent déjà au-delà de 62 ans. Et bon nombre de seniors voudraient continuer à travailler mais ne trouvent pas d'emploi.

Macron veut être le premier président à laisser la France plus forte qu'au début de son mandat.

À moyen et à long terme, toutefois, les arguments en faveur de la réforme sont solides. Ce qui ne répond néanmoins pas à la question : pourquoi maintenant?

La France n'aura-t-elle pas suffisamment de problèmes cet hiver sans que son président allume la poudrière qu'est la question de l'âge de la retraite?

Emmanuel Macron considère que sa victoire à l'élection présidentielle lui a donné un "mandat" pour réformer les retraites. Une analyse très discutable. Il serait plus exact de dire qu'il a perdu sa majorité parlementaire en juin parce que les électeurs rejettent l'idée de repousser l'âge de la retraite, et qu'il n'a pas su trouver les arguments pour les convaincre du contraire.

Malgré un premier mandat contrarié par la pandémie de Covid-19, malgré la perte de sa majorité, Macron veut être le premier président depuis cinquante ans à laisser la France plus forte qu'au début de son mandat – qu'elle le veuille ou non.

Que la bataille commence.

—John Lichfield

Publié le 29 septembre

SOURCE



THE LOCAL

thelocal.fr

Ce site d'information en anglais, établi dans plusieurs pays européens, s'attache à raconter la société à travers la vie quotidienne de ces différentes communautés. Il revendique 5 millions de lecteurs mensuels.

L'opposition dans la tourmente

Les affaires pèsent lourdement sur deux des partis de la Nupes, pourtant censés "apporter une dose de progressisme dans la vie politique française", constate la presse étrangère.

Il est l'incarnation de "la crise de la coalition d'opposition de gauche déclenchée par les accusations de violences sexistes pesant sur certaines de ses figures emblématiques". C'est en ces termes que le quotidien britannique **The Times** commentait la démission de Julien Bayou, jeudi 26 septembre, de son poste de secrétaire national d'Europe Écologie-Les Verts (EELV) et de la coprésidence du groupe écologiste à l'Assemblée nationale. Mis en cause par la cellule d'enquête sur les violences sexuelles et sexistes d'EELV pour des "violences psychologiques" envers une ex-compagne, le député a jeté l'éponge face à une pression grandissante.

"Les Verts, comme les Insoumis, réagissent avec une certaine maladresse."

Süddeutsche Zeitung, QUOTIDIEN ALLEMAND

L'accumulation d'affaires autour de la vie privée d'hommes politiques de gauche est révélatrice, selon la presse étrangère, de l'état de tout un camp en cette rentrée 2022. En Allemagne, la **Süddeutsche Zeitung** souligne que l'affaire Bayou et celle concernant Adrien Quatennens, le député LFI accusé de violences conjugales, se suivent de près. "Tous les deux jeunes, et tous les deux source d'espoir pour leurs partis respectifs." La Nupes, estime le quotidien de centre gauche, est dans la tourmente. "La coalition de gauche devait apporter une dose de progressisme dans la vie politique française. Mais au lieu de lutter contre le programme de réformes d'Emmanuel Macron, les deux grands partis d'opposition se retrouvent à régler leurs affaires internes." Pis, note le quotidien, ils les règlent mal. "Les Verts, comme



les Insoumis, réagissent avec une certaine maladresse."

Et c'est la personne à l'origine de la forte médiatisation des reproches qui suscite de plus en plus de questions dans la presse étrangère : Sandrine Rousseau, la "pourfendeuse des mâles français", titre le *Times*. "Les attaques de l'universitaire ont des conséquences importantes", rapporte le quotidien conservateur. "Rousseau mène la charge en tant que fer de lance d'un féminisme combatif que la France aime qualifier d'excessif", écrit le journal. La députée de Paris a effectivement acquis un renom dans la presse internationale, notamment depuis l'épisode du barbecue à la fin de l'été.

Elle est aussi dans la course pour imposer son courant au sein du parti. "Ces accusations sont-elles liées à des arrière-pensées d'appareil ? Ce n'est évidemment pas exclu", souligne **Le Soir**, en Belgique. Et le *Times* de renchérir : Rousseau "campe sur des positions qui sont pain bénit pour ses ennemis, qui la traitent d'héritière de Robespierre". Sa capacité à médiatiser a en tout cas contribué à ouvrir un autre débat, note le **Daily Telegraph** : cellule interne ou justice ? Qui doit être chargé des affaires de violences faites aux femmes au sein des partis politiques ?

— **Courrier international**

Le spectre du 49.3

●●● Trois mois de débats. Après, l'heure sera à l'adoption. C'est la feuille de route dessinée par l'Élysée avant même de détailler le contenu de la réforme des retraites. Mais "en cas d'obstruction, l'arme lourde n'est pas exclue", constate **Le Soir** depuis la Belgique, en évoquant la possible utilisation de l'article 49.3 pour adopter la réforme par décret. Pour le chef de l'État, la stratégie en cas de blocage est claire : "Que les oppositions en viennent à déposer une motion de censure contre

le gouvernement, et le président de la République se résoudrait à dissoudre l'Assemblée nationale." Cette annonce, faite le 29 septembre, jour de mobilisation sociale, a aussitôt provoqué une réponse. Pour l'opposition, "la dissolution du Parlement ferait descendre les 'gilets jaunes' dans la rue et empoisonnerait la vie des Français", rapporte le **Daily Telegraph** britannique. Les opposants, écrit-il, "tablent sur le fait que Macron n'osera pas recourir au 49.3". "Le contexte

est inflammable", renchérit **Le Soir**. "Mais l'Élysée ne veut pas croire à l'hypothèse d'un conflit social dur, voire à un retour des 'gilets jaunes'." Selon **El Periódico**, en Espagne, le moment pourrait même être bien choisi. "La pandémie a été comme un somnifère pour une société française traditionnellement frondeuse. Depuis lors, les syndicats et autres collectifs ne parviennent plus à mobiliser les foules." C'est de cette "démobilisation" que compte profiter le chef de l'État pour faire adopter la réforme.

NOTRE SÉLECTION

Pour commander, scannez le code QR



Ou sinon rendez-vous sur notre site : <https://abo.courrierinternational.com/vpc> ou par téléphone : 03 21 13 04 31 (du lundi au samedi de 9 heures à 18 heures)

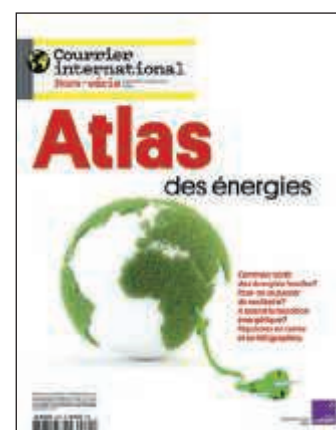


8,50€*

Europe : le retour en force

Brexit, pandémie, guerre en Ukraine... Et si les dernières crises relançaient l'Union européenne ? Les analyses de la presse étrangère.

• Format : 20 x 29,5 cm
• 144 pages



8,50€*

Atlas des énergies

Comment sortir des énergies fossiles ? Peut-on se passer du nucléaire ? À quand la transition énergétique ? Réponses en cartes et en infographies

• Format : 20 x 29,5 cm
• 144 pages

Offre valable dans la limite des stocks disponibles en France métropolitaine jusqu'au 31/12/2022 * Frais de port en sus en fonction du produit. Réception chez vous environ trois semaines après la prise en compte de votre commande. Nos conditions générales de vente sont disponibles sur notre site Internet : <https://boutique.courrierinternational.com/cgv-co>

à la une

NOUS LES FEMMES

PURPLE RAIN ILLUSTRATORS

→ Dessin de **Hanna Barczyk**
paru sur **NBC News**,
New York.





Elles viennent d'Iran, d'Égypte, des États-Unis, du Mexique ou encore d'Afrique du Sud. Leurs combats sont différents, pourtant leur constat est commun et sans appel. Partout dans le monde, les droits des femmes sont en danger, en recul, remis en question. Cinq ans après les débuts du mouvement #MeToo, trois mois après l'abrogation du droit à l'avortement aux États-Unis, et alors que les Iraniennes s'unissent pour se battre contre un régime autoritaire, il était plus que jamais temps de mettre en avant la parole des femmes. Dans ce dossier spécial, des autrices livrent sans détour des récits d'avortement, d'emprisonnement, de féminicide, mais aussi d'expérience de la maternité ou de leurs luttes féministes. Aucune victimisation dans ce qu'elles expriment, mais une force, un élan, une fierté à clamer qu'elles sont des femmes en quête de justice sociale et prêtes à combattre les systèmes qui les écrasent.

“C’est de nouveau le temps de la peur”

La révocation par la Cour suprême américaine du droit constitutionnel à avorter sonne le retour du patriarcat triomphant, analyse l'autrice américaine Siri Hustvedt. Il est “*temps de réagir par la protestation*”, écrit-elle dans ce texte, où elle déconstruit un à un les fantasmes misogynes sur la procréation.

—Literary Hub (extraits) New York

En 1972, l'avortement était illégal dans le Minnesota. Un jour de cette année-là (la date précise s'est effacée de ma mémoire), un jeune homme de 21 ans a conduit sa petite amie de 16 ans, terrifiée, jusqu'à un centre médical pour femmes à Minneapolis. Il l'a déposée là pour qu'elle fasse un test de grossesse et il est parti.

La petite amie, c'était moi. Il n'y avait pas de tests de grossesse à domicile à l'époque. Je n'ai toujours pas digéré la lâcheté du copain, mais, plus que tout, je me souviens de ma peur, de ma confusion et du poids du secret qui enveloppait mon éventuel état.

Mon esprit était accaparé par les avortements clandestins. J'en avais vu certains résultats sur des photos en noir et blanc de mauvaise qualité : on y voyait les cadavres de jeunes femmes qui baignaient dans leur sang, sur des canapés ou des brancards dégoûtants. Je m'imaginai dans une salle sinistre avec un homme inconnu et son plateau d'instruments crasseux.

Je n'avais pas d'argent à moi. Si j'avais été enceinte – ce n'était finalement pas le cas –, mon petit ami ou mes parents auraient dû financer l'avortement. Je suis certaine qu'ils auraient trouvé les fonds, même si aucun d'entre eux ne roulait sur l'or, et que je me sentais malade à l'idée que mon père soit au courant de ma grossesse. Il n'était pas réaliste de prendre un vol pour New York [où l'IVG a été légalisée en 1970] et de rassembler les centaines de dollars que coûtait la procédure, mais jamais je n'aurais mené à terme une grossesse. J'aurais enfreint la loi.

Seize ans plus tard, j'ai donné naissance à ma fille, Sophie. Quand je l'ai expulsée de mon corps, j'ai ressenti un état d'extase qui m'était inconnu jusqu'alors et que je n'ai pas vécu depuis. J'ai bien en tête que l'accouchement se déroule de mille façons. C'est ainsi que s'est passé le mien. Cette enfant était infiniment désirée.

Des années plus tard, après la fin de ses études supérieures, alors qu'elle avait pris son indépendance, Sophie m'a appelée. J'ai entendu à sa voix que ça n'allait pas. Elle a évoqué un



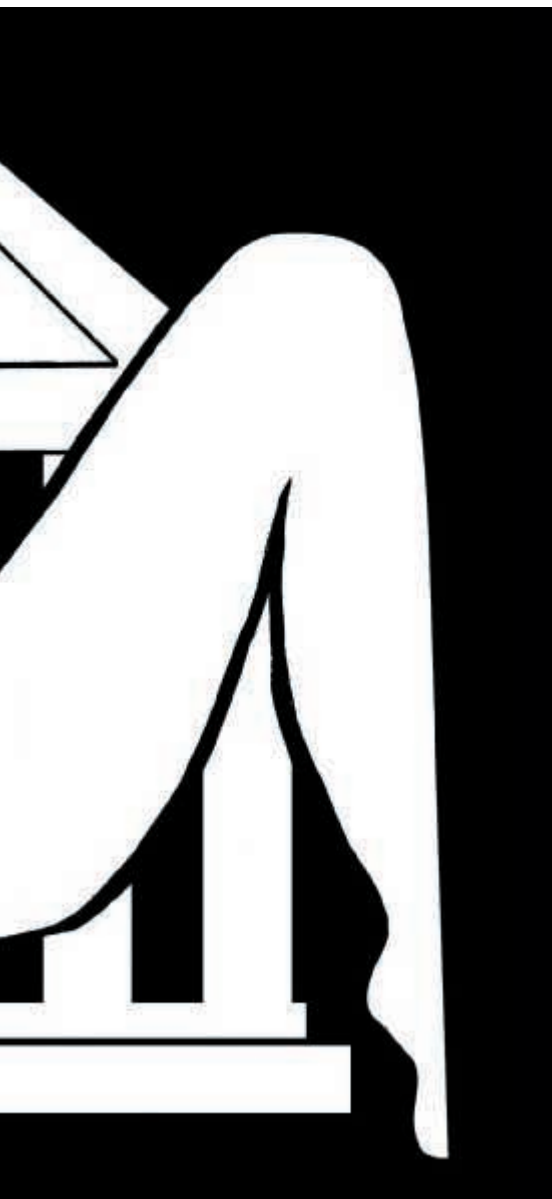
↑ Dessin de Hanna Barczyk, États-Unis.

problème d'ordre médical. J'ai tout de suite pensé qu'elle souffrait d'une maladie incurable. Je me suis préparée au pire. Quand elle m'a dit qu'elle était enceinte, j'ai été si soulagée que j'en ai ri. Elle se souvient mieux que moi de ce que je lui ai répondu : “*Tu es à New York. La décision t'appartient. Si tu veux avorter, c'est possible.*” Elle a fait le choix de l'IVG et ne l'a jamais regretté.

En 1973, soit un an après que j'ai eu peur d'être enceinte, l'arrêt de la Cour suprême *Roe vs Wade* a légalisé – pendant près de cinquante ans – l'avortement sur tout le territoire des États-Unis.

La Cour suprême a désormais aboli le droit constitutionnel à l'avortement. C'est de nouveau le temps de la peur et le temps de réagir à cette peur par la protestation, en s'élevant contre cette décision de justice et en délogeant, par les urnes, les politiciens radicaux et antidémocratiques.

Légiférer sur la procréation et restreindre les droits reproductifs a toujours été, et reste aujourd'hui, la marque de fabrique des régimes autoritaires et fascistes.



PURPLE RAIN ILLUSTRATORS

médecins ont mis un terme à la grossesse. Le 25 janvier, cette femme est morte, partiellement identifiée sous le nom d'Agnieszka T.

En Hongrie, le gouvernement de Viktor Orban, à l'instar de nombreux États américains, a multiplié les obstacles entre la personne cherchant à obtenir une IVG et la procédure proprement dite. Ils savent que, en l'occurrence, chaque instant compte.

Les États-Unis sont maintenant inféodés à une Cour suprême violemment antidémocratique. Ce n'est pas nouveau. Pendant l'essentiel de son existence, la Cour a opté pour une interprétation étroite de la formule qui ouvre le préambule de la Constitution américaine "Nous, le peuple", sous-entendu "les hommes blancs et propriétaires".

C'était après tout le postulat initial des rédacteurs de la Constitution. Le "nous" tel qu'ils l'entendaient n'incluait pas les femmes, les populations autochtones, les Noirs, les Asiatiques, les catholiques ou les Juifs. On peut faire valoir que les États-Unis n'ont ressemblé à une démocratie qu'en 1965, avec le Voting Rights Act, quand les Noirs ont obtenu le droit effectif de voter. Lorsque la Cour suprême a invalidé une bonne partie du Voting Rights Act en 2013, elle a inversé l'extension régulière de la définition du "nous".

L'originalisme, doctrine juridique perverse qui a fait son chemin dans les années 1970 et qui est aujourd'hui majoritaire au sein de la Cour suprême, est foncièrement réactionnaire. Cette théorie considère que la loi suprême doit

"RESTREINDRE LES DROITS REPRODUCTIFS A TOUJOURS ÉTÉ LA MARQUE DE FABRIQUE DES RÉGIMES AUTORITAIRES ET FASCISTES."

Dans l'Allemagne nazie, l'avortement était strictement interdit aux femmes aryennes, qui avaient le devoir de procréer pour le Reich. Des tribunaux d'exception en Allemagne et dans la France de Vichy étaient habilités à prononcer la peine de mort dans le cas d'interruptions illégales de grossesse. Dans l'Italie de Mussolini, informer sur la contraception était une infraction. L'avortement, déjà illégal dans le pays, a alors été assorti de peines plus lourdes. En Espagne, en 1941, Franco a officiellement érigé l'avortement en crime contre l'État.

En Pologne, la Cour constitutionnelle, dominée par l'ultradroite, a progressivement renforcé les lois nationales, déjà restrictives, contre l'avortement. Fin 2021, craignant de se trouver dans l'illégalité, des médecins ont refusé de sortir un jumeau décédé de l'utérus d'une femme. Elle est tombée gravement malade, mais ils ont maintenu leur refus d'intervenir, alors même que le droit polonais réserve le droit d'avorter dans les cas où la vie de la mère est en danger. Ce n'est que deux jours après que le second fœtus est mort in utero que les

être interprétée selon son sens public "objectif" au moment de sa rédaction, c'est-à-dire en 1787 [année de l'adoption de la Constitution américaine]. L'originalisme est une philosophie juridique sous-tendue par l'immobilisme, qui réifie un ou des moments historiques.

Les catégories figées et les frontières strictes sont les fondamentaux de l'extrême droite. Dans l'ébauche, qui a fuité, puis dans la version définitive de l'avis de la Cour suprême révoquant l'arrêt *Roe vs Wade*, le juge Samuel Alito emploie sans distinction et à de multiples reprises l'expression "l'enfant à naître", ce qui englobe toutes les phases de la gestation, du zygote (la cellule diploïde résultant de la fécondation) à l'embryon, puis au fœtus humain jusqu'à la minute d'avant la naissance.

Tout comme l'originalisme cherche à restreindre l'interprétation juridique à une date, la réduction d'un processus dynamique à une unique entité abstraite – "l'enfant à naître" – nie l'existence du temps et du changement.

La grossesse est sans lien avec le genre. Des hommes transgenres peuvent donner naissance

"Tout droit civique subordonné à des caprices politiques n'est pas réellement un droit civique."

Roxane Gay, AUTRICE, ÉDITRICE ET UNIVERSITAIRE AMÉRICAINE

Roxane Gay s'insurge contre la décision de la Cour suprême américaine et dénonce la mainmise des hommes sur le corps de toutes les femmes. "Nous ne devrions pas vivre dans un pays où l'autonomie corporelle peut être accordée ou retirée par neuf personnalités politiques, dont la plupart sont des hommes et ne peuvent pas tomber enceintes", explique-t-elle le 3 mai dans le **New York Times**. Cette universitaire s'est fait connaître en 2014 avec son livre *Bad Feminist* (paru en français sous ce titre en 2018). Noire et bisexuelle, elle contribue aux représentations des personnes LGBTQI dans les œuvres de fiction.

et le font, et cette vérité fait que le mot "femme" disparaît de plus en plus souvent des discussions progressistes sur la grossesse. En revanche, un appareil génital féminin intact est indispensable pour être enceinte, et la période de fertilité au cours d'une vie est limitée. La biologie n'est pas anodine.

Adolescente, c'est moi, et non mon petit ami, qui étais mortifiée face à l'éventualité d'une grossesse. Ma fille, et non son conjoint, a été confrontée à la menace d'un processus biologique dont elle ne désirait pas qu'il s'empare de son corps. Une personne enceinte n'est pas un vaisseau passif contenant "l'enfant à naître". Ses ressentis – inquiétude, mécontentement, apaisement, joie – sont indissociables de la grossesse. L'idée même d'ériger une frontière nette entre personne enceinte et fœtus est absurde.

Le grand mensonge du mouvement anti-IVG veut qu'à compter de la conception une personne à naître existe, un homoncule qui attend son heure à l'intérieur d'un vaisseau mère inerte jusqu'au moment d'en forcer la sortie.

Ce fantasme est ancien et puissant au point qu'il aboutit parfois au déni de vérités biologiques attestées. En 1857, le médecin américain Jesse Boring a formulé une idée qui restait jusque-là inexprimée : "L'ovule fécondé n'est pas seulement un homme à l'état d'embryon, ce qui est déjà vital, mais aussi, en un sens notable, un être indépendant qui existe par lui-même, en réalité séparé de la mère comme du père [...]. Il n'existe [...] en réalité aucun attachement réel entre le placenta et l'utérus." Le lien physiologique littéral du fœtus au placenta et du placenta à l'utérus, dont il n'est arraché qu'à l'accouchement, est éliminé, car tel est le souhait de ce médecin.

Les progressistes veillent, certes, à inclure les hommes transgenres à leurs descriptions de la grossesse, mais les despotes de droite se fichent royalement de cette distinction. Selon leur définition, il n'y a que deux sexes, et ils sont pleinement conscients que le fœtus à l'intérieur d'une femme pourrait être mâle, un homme à l'état d'embryon, un bien précieux

SOURCE



LITERARY HUB

New York, États-Unis
lithub.com

Né en 2015

d'un partenariat entre l'éditeur américain Grove Atlantic et le magazine en ligne *Electric Literature*, *Literary Hub* a pour objectif de donner à lire "le meilleur de l'Internet littéraire". Le site se présente à la fois comme un média, un agrégateur de contenus et un lieu de dialogue entre lecteurs et professionnels du livre.

qu'il faut protéger à tout prix. Si, par magie, tous les fœtus devenaient femelles, j'ai l'intuition que la droite extrême ne serait plus si horrifiée par l'avortement.

Une masculinité belliqueuse et théâtrale accompagne tous les mouvements d'extrême droite, pas seulement aux États-Unis, mais aussi dans beaucoup d'autres régions du monde. Le fantasme de la personne à naître sert à dissimuler la dépendance radicale du fœtus au corps d'une autre personne, une personne que la droite autoritaire voit, sous l'angle de ses catégories rigides de genre, comme une femme. Lui donner la possibilité de déterminer le sort des cellules qui grandissent en elle revient à admettre qu'elle, et elle seule, contrôle à la fois l'avenir de ces cellules que son corps fait grandir, et la décision de les faire grandir ou non.

“LE FANTASME DE LA PERSONNE À NAÎTRE SERT À DISSIMULER LA DÉPENDANCE RADICALE DU FŒTUS AU CORPS D'UNE AUTRE PERSONNE.”

Il est essentiel de reconnaître que la misogynie alimente la pensée anti-IVG et que cette haine déclenche le déni : je n'ai jamais été à l'intérieur du corps d'une femme, connecté à elle et nourri par elle. Je n'ai jamais été un fœtus puis un nouveau-né assisté, dont la survie dépendait d'elle ou d'autres personnes comme elle. La dépendance ne prend pas fin à la naissance. Les êtres humains sont des mammifères particulièrement vulnérables qui meurent si on ne prend pas soin d'eux pendant des années.

Plus de 90 % des avortements réalisés aux États-Unis ont lieu pendant le premier trimestre de la grossesse. Si le zygote, qui devient un amas de cellules qui se multiplient, s'implante dans la paroi utérine – un pan de l'embryologie encore mal compris –, il est alors susceptible de donner lieu à un embryon et à un placenta.

Le placenta, fait de tissus maternels et fœtaux, se développe au cours du premier trimestre, mais le flux sanguin maternel n'est connecté à la circulation sanguine du fœtus qu'au deuxième trimestre. Le minuscule embryon est nourri directement par les sécrétions de la paroi utérine, parfois appelées lait utérin.

Quand l'embryon survit au-delà du premier trimestre – les fausses couches naturelles sont nombreuses –, le placenta joue son rôle de médiateur de la grossesse. Il transmet des hormones et des éléments nutritifs au fœtus, permet l'élimination des excréments, veille à la séparation de la circulation sanguine maternelle et fœtale, et orchestre un échange cellulaire entre la mère et le fœtus qui donne lieu à un microchimérisme, soit la présence de cellules fœtales dans l'organisme de la mère bien après la grossesse et celle de cellules maternelles dans le corps de son enfant.

Il n'y a ni grossesse ni accouchement sans placenta, mais sa qualité même d'organe

intermédiaire doit être étouffée dans le discours anti-IVG, car le complexe lien placentaire et ombilical brouille la frontière que les forces opposées à l'avortement cherchent coûte que coûte à maintenir.

Selon le planning familial, les jeunes filles de moins de 15 ans constituent le groupe le plus susceptible d'avoir recours à l'avortement au cours du deuxième trimestre. La méconnaissance de la grossesse et la peur des parents sont les causes les plus probables de ce délai.

Il existe aussi des motifs médicaux pour pratiquer d'urgence un avortement tardif : un fœtus qui se meurt, un placenta qui ne remplit pas son rôle, un fœtus qui ne survivra pas à la naissance. Aujourd'hui, dans de nombreuses régions des États-Unis, cette décision ne sera pas prise par la personne enceinte et son obstétricien. C'est l'État qui arbitrera, et, pour cette raison, il y aura bien d'autres cas comme celui d'Agnieszka T.

Dans son arrêt rendu à la majorité, le juge catholique de la Cour suprême Samuel Alito n'emploie pas le mot “âme”, mais ce terme et son sens religieux planent sur ses références à “l'enfant à naître”. Pendant des millénaires, le sujet philosophique de la vie fœtale s'est articulé autour du statut moral du produit de la conception. A-t-il une âme ? À partir de quand a-t-il une âme ? Est-ce une personne distincte ou fait-il partie de la femme enceinte ? Ou est-ce plutôt un individu potentiel qui doit être protégé à ce titre ?

Aristote n'était pas d'avis que les êtres humains ont une âme dès la conception. L'embryon avait une âme végétative au même titre qu'une plante, mais l'âme rationnelle spécifique aux personnes arrivait plus tard. Les fœtus masculins étaient animés à quarante jours, les féminins à quatre-vingt-dix jours. L'infériorité des femmes relevait de l'évidence pour le philosophe. Selon Aristote, c'est le sperme qui transmettait la “forme” active et animée, ou l'âme, à l'embryon. La femme ne fournissait que la “matière” – tout ce qui était corporel et inactif.

“Ce n'est pas une régression, c'est une restauration.”

Judith Butler, PHILOSOPHE AMÉRICAINE, PROFESSEURE À L'UNIVERSITÉ DE CALIFORNIE, BERKELEY

Le recul des droits des femmes est souvent perçu comme un retour de bâton. C'est notamment l'interprétation de la féministe américaine Susan Faludi. Dans une interview publiée le 21 juillet dans *The New Statesman*, la philosophe Judith Butler va plus loin et voit dans l'abrogation de la législation sur l'avortement aux États-Unis la restauration d'un ancien régime patriarcal qui défend le seul mariage hétérosexuel et la suprématie blanche. La solution consiste, selon elle, à former de nouvelles alliances entre progressistes, féministes et membres de la communauté LGBTQI. Judith Butler est une pionnière des études de genre. Son livre le plus célèbre, *Trouble dans le genre. Le féminisme et la subversion de l'identité*, a été publié aux États-Unis en 1990, et en 2005 en France.

La dessinatrice

HANNA BARCZYK

est une artiste canadienne d'origine allemande qui travaille entre New York, Toronto et Montréal. Ses œuvres sont principalement axées sur l'idée du féminin et tout ce qu'il recouvre.

→ Dessin de Hanna Barczyk, États-Unis.



Thomas d'Aquin a adopté la position aristotélicienne : l'âme n'existait pas à la conception mais apparaissait au cours de la gestation. L'Église catholique est restée indécente sur le sujet pendant des siècles, jusqu'en 1869, quand le pape Pie IX a déclaré que l'ovule fécondé était “une âme”. L'Église catholique et ceux qui dénoncent l'avortement au sein du protestantisme évangélique ont choisi la biologie du déterminisme génétique pour justifier l'idée de l'apparition instantanée de l'âme : une âme en ADN.

Si les gènes sont le “plan” ou le “code de la vie”, l'essence immuable d'un être unique, alors le zygote, qui porte du matériel génétique des deux parents, peut être vu comme une âme. Dans une parution du Vatican, le philosophe italien Enrico Berti se tourne à nouveau vers Aristote pour avancer cet argument : la séquence d'ADN est une “formule” ou un “modèle” qui code un être humain. Berti cite la génétique pour démontrer l'instantanéité de l'apparition de l'âme.

Si la séquence de notre ADN ne change pas, le matériel génétique n'est toutefois pas un “plan” ou un “code” abstrait de nos attributs.



PURPLE RAIN ILLUSTRATORS

de l'avortement. Ce texte ne mentionne pas grand-chose. Les pratiques médicales ne sont pas évoquées. La grossesse n'est pas citée, sans doute parce qu'aucune personne qui avait été, était ou pouvait être enceinte n'était incluse dans le groupe visé par le préambule enflammé du document : "Nous, le peuple".

L'interprétation des droits constitutionnels selon le juge Alito est extrêmement étroite, braquée sur les précédents de la *common law* anglaise pour le document rédigé en 1787. Alito affirme qu'une "tradition ininterrompue interdisant l'avortement sous peine de sanction judiciaire a perduré des tout débuts de la *common law* à 1973". Ces propos déforment tant l'histoire de l'avortement que c'en est grotesque.

Comme de nombreuses personnes l'ont souligné, à l'époque où la Constitution a été rédigée, l'avortement était courant et légal jusqu'au moment où une femme ressentait les premiers mouvements du fœtus – ce moment intervient plus ou moins tôt. Alito affirme que c'est entre la 16^e et la 18^e semaine de grossesse, mais, dans l'ensemble, les estimations s'approchent plutôt de la 20^e semaine. Il s'abstient d'admettre que la femme elle-même détermine quand ces premiers mouvements se produisent. Personne d'autre, après tout, n'est en mesure de le savoir.

Au titre de la *common law*, une femme avait besoin de l'autorisation de son mari pour faire beaucoup de choses. L'avortement n'en faisait pas partie. Parce que la majorité des avortements pratiqués en milieu et fin de grossesse avaient été soumis à des restrictions légales aux États-Unis, *Roe vs Wade* a en fait ramené le droit à l'avortement à ce qu'il était sous la *common law* – c'est là tout le paradoxe.

À partir du xvii^e siècle et pendant une bonne partie du xix^e siècle, les médecins, les apothicaires et des guérisseurs en tout genre vendaient des abortifs "afin de rétablir les menstruations".

"L'AVORTEMENT EST DEvenu UNE QUESTION IDENTITAIRE QUAND DES MILLIONS D'IMMIGRÉS ONT AFFLUÉ AUX ÉTATS-UNIS."

Les femmes autochtones utilisaient de longue date des plantes pour déclencher des avortements. Même les femmes réduites en esclavage, dont les corps ne leur appartenaient pas et qui étaient souvent violées par leurs maîtres, avaient des recettes pour mettre fin à des grossesses non désirées. L'avortement précoce était une pratique commerciale, omniprésente et parfaitement admis. Au titre de la *common law*, une personne devait être née pour qu'il y ait homicide.

Un consensus scientifique explique pourquoi le critère des premiers mouvements n'est plus décisif; un consensus dont Alito ne tient pas compte. Les avortements étaient principalement pratiqués par des personnes en dehors du champ médical, souvent des femmes. Les médecins se sont progressivement organisés de manière à exclure ces intrus. Au début du

L'autrice

SIRI HUSTVEDT est une romancière et intellectuelle qui vit à Brooklyn. Titulaire d'un doctorat de littérature anglaise de l'université Columbia, elle est maître de conférences en psychiatrie à la faculté de médecine de Cornell. Elle est l'autrice d'un recueil de poèmes, de sept romans et de nombreux essais. Le travail universitaire de Siri Hustvedt est interdisciplinaire. Il s'inspire de la littérature, des arts visuels, de la philosophie, de la psychanalyse, de la psychiatrie, des neurosciences et de l'épigénétique. Elle a donné des conférences sur la neuroéthique, la neurophysiologie, la philosophie, l'art et la mémoire, et publie fréquemment des articles dans des revues scientifiques et universitaires.

xix^e siècle, c'était souvent des femmes pauvres et célibataires qui faisaient appel à l'avortement, mais, au fil du temps, de plus en plus de femmes blanches anglo-saxonnes mariées et appartenant à la classe moyenne ont répondu aux annonces publiées dans les journaux afin de trouver une solution à leur problème de femme.

L'avortement est devenu une question identitaire quand des millions d'immigrés – des Irlandais, des Italiens et des Juifs d'Europe de l'Est – ont afflué aux États-Unis. Il vaut la peine de rappeler que nombre d'Anglo-Saxons considéraient à l'époque que ces nouveaux arrivants n'avaient pas la même appartenance raciale qu'eux. La définition des personnes considérées comme blanches est une question qui a toujours existé aux États-Unis, mais qui a changé avec le temps.

En 1869, la guerre de Sécession avait pris fin. Les Noirs ont brièvement obtenu des droits, jusqu'à ce que l'ère Jim Crow [qui désigne l'ensemble des lois ségrégationnistes adoptées dans le sud des États-Unis entre 1877 et 1964] les leur reprenne.

Les femmes blanches se sont âprement battues pour obtenir le droit de vote et accéder aux professions réglementées, dont celles du domaine médical. Elles ont défendu haut et fort le droit à la maternité volontaire. Les médecins ont résisté. Ils ont fait pression auprès des assemblées législatives afin d'interdire l'avortement, présenté comme une procédure dangereuse et un vice moral. Horatio Storer, à la tête du groupe Médecins contre l'avortement, s'inquiétait constamment de l'évolution démographique. Et si les Anglo-Saxons perdaient leur pouvoir politique? Il se demandait publiquement si l'Ouest serait "peuplé de nos enfants ou de ceux d'étrangers".

Cette rengaine est bien connue. "Je vous remercie, a déclaré la députée républicaine de l'Illinois Mary E. Miller à l'attention de Donald Trump, lors d'un meeting le 25 juin 2022, pour la victoire historique en faveur des vies blanches à la Cour suprême, hier."

En 1880, les médecins étaient donnés vainqueurs de leur croisade. En citant les nombreuses lois contre l'avortement adoptées au xix^e siècle, Alito écrit qu'il est attesté que "ces lois étaient motivées par la conviction sincère que l'avortement tue un être humain". Puis, faisant allusion à l'histoire, qu'il maîtrise manifestement mais qu'il veut éviter, il interroge : "Devons-nous croire que les centaines de législateurs, dont le vote était nécessaire pour adopter ces lois, étaient motivés par l'hostilité à l'égard des catholiques et des femmes?"

Ma réponse est oui. Et cette hostilité vise également d'autres personnes. La misogynie, le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie se mêlent pour former une tambouille toxique. La Cour suprême nous a ramenés à l'époque brutale de la législation de l'utérus, à l'adolescente terrifiée de 1972 et à d'innombrables autres personnes comme elle dont les corps procréateurs sont redevenus la propriété de l'État.

—Siri Hustvedt
Publié le 27 juin

C'est quelque chose de concret à l'intérieur de chacune de nos cellules, et, sans les interventions cellulaires, cette matière est inerte. La recherche en épigénétique a montré que de nombreuses formes de stress affectent l'expression des gènes. Si une femme enceinte vit dans la pauvreté et son cortège d'inquiétudes, si elle respire les toxines d'un air pollué, si elle a un conjoint cruel qui la dénigre, si elle souffre quotidiennement du racisme, du sexisme et de la xénophobie, si elle a fui son pays pour trouver refuge ailleurs, tous ces facteurs peuvent influencer l'expression de ses gènes et celle de son fœtus.

Le génome n'est pas une âme figée à compter de la conception et pour toujours. C'est un élément de la dynamique qui découle des procédés biologiques susceptibles de transformer la fusion de deux cellules en un nouveau-né. Le récent arrêt de la Cour suprême qui a révoqué à la fois l'arrêt *Roe vs Wade* de 1973 et l'arrêt de 1992 (*Planned Parenthood vs Casey*), qui l'avait au contraire conforté, néglige les réalités incarnées des grossesses proprement dites.

Le juge Samuel Alito affirme que la Constitution américaine ne fait aucune mention

“Mahsa est aujourd’hui un symbole d’unité”

Le mouvement de contestation mené par les Iraniennes s’inscrit dans le cadre de la lutte historique des femmes dans ce pays, explique la féministe iranienne Shireen Karimi dans une tribune publiée sur le site *Radio Zamaneh*.

—Radio Zamaneh (extraits) Amsterdam

En décembre 2017, dans la rue Enghelab [“Révolution” en persan], dans le centre de Téhéran, une femme, Vida Movahed, ôta son foulard, l’accrocha à un bâton, et le fit tourner en l’air. Le geste fut reproduit par plusieurs Iraniennes. La militante a ensuite lancé un mouvement baptisé “Les filles de la rue de la Révolution”.

En septembre 2022, Mahsa Amini, une jeune femme originaire du Kurdistan iranien âgée de 22 ans, est morte après avoir été arrêtée et détenue par la police des mœurs. Sa mort a déclenché une vague de contestation dans le pays [lire p.12 et suivantes].

Les manifestations actuelles contre le port obligatoire du hidjab s’inscrivent dans le cadre de la lutte historique des femmes iraniennes pour leurs droits. Dans ces manifestations, nous ne pouvons pas ignorer le rôle important du mouvement #MeToo, qui s’est répandu en Iran après avoir émergé en Occident. #MeToo a largement contribué à la sensibilisation de la population aux violences faites aux femmes.

Dans le mouvement #MeToo, les femmes iraniennes ont abandonné leur pudeur historique pour parler ouvertement du harcèlement sexuel.

Un mouvement similaire s’est produit en Iran il y a plus de cent ans. Au cours de l’hiver 1922, un manifeste misogyne intitulé *La Ruse des femmes* a été publié à Téhéran.

Sur les places principales de la capitale, des garçons le vendaient à la crie. Mais le texte a

fini par provoquer la colère des membres de la Ligue des femmes patriotiques d’Iran, l’une des premières organisations militant pour les droits des femmes en Iran.

Elles ont acheté tous les exemplaires de ce pamphlet, se sont rassemblées sur la place centrale de Téhéran et les ont brûlés en public.

Il y a quelques années, les femmes victimes du système patriarcal brûlaient leur corps, notamment dans les zones défavorisées, afin de se débarrasser de l’oppression, car elles n’avaient aucun espoir de changement. Aujourd’hui, les femmes, au lieu de s’immoler, mettent le feu aux symboles de l’oppression et de la coercition.

Bien que cette tradition tragique de l’auto-immolation n’ait pas complètement disparu, brûler ces symboles constitue un signe d’espoir et est source d’émancipation, d’autant plus que les femmes sont soutenues par les hommes.

Durant les premiers jours de manifestations, le slogan “Femme, vie, liberté” a été scandé d’abord dans le Kurdistan iranien, avant de résonner à Téhéran.

Né dans le sillage de la révolution du Rojava [en 2012], ce slogan a traversé désormais les frontières ethniques et locales, devenant un chant national. Riche d’espoir et puissant, il résonne parfois même de l’autre côté des frontières [lors des manifestations de soutien au mouvement iranien], comme ce fut le cas à Istanbul, en Turquie.

Dans une vidéo des manifestations à l’université Tarbiat Modares, à Téhéran, les étudiants le

scandent alors que des paramilitaires diffusent sur les haut-parleurs des chants religieux pour étouffer leur voix.

Sur la tombe de Mahsa Amini, on a gravé cette phrase : Mahsa “ne meurt pas, mais devient un symbole”. Le nom de cette jeune femme est aujourd’hui un symbole d’unité.

D’abord contre l’oubli de toutes les autres victimes de la répression politique, des féminicides et des restrictions imposées aux femmes, dont Sahar Khodayari [une jeune fille qui s’est immolée par le feu en 2019 par crainte d’être emprisonnée pour avoir voulu assister à un match de football], Mona Heidari [décapitée par son mari en février, à l’âge de 17 ans] et Neda Agha Soltan [symbole de la contestation de 2009, tuée lors d’une manifestation].

Soutien de religieux chiites. Cette unité avait déjà été observée dans le mouvement #MeToo iranien et même avant le lancement de ce dernier. Les femmes dénonçaient déjà sur les réseaux sociaux la police des mœurs, les patrons des cafés, des magasins et des restaurants ou les chauffeurs de taxi qui les forçaient à porter leur hidjab si elles souhaitaient obtenir leurs services.

La mort de Mahsa a en outre unifié diverses ethnies en Iran, les manifestants scandant à Téhéran “Kurdistan, Kurdistan, l’œil et la lumière de l’Iran” et “L’Azerbaïdjan est réveillé, soutient le Kurdistan” à Tabriz, une ville turcophone.

L’autrice

SHIREEN KARIMI

est née en 1983 dans le sud de l’Iran. Elle est diplômée en sociologie de l’université de Téhéran. Autrice de livres sur la littérature féminine persane, elle a également traduit des écrits des philosophes Judith Butler et Hannah Arendt.



“La religion n’est malheureusement et ironiquement jamais bonne pour les femmes, car toutes les religions sont enracinées dans le patriarcat.”

Shashi Deshpande,
ROMANCIÈRE INDIENNE

Dans une tribune publiée le 7 août par le site indien **Scroll.in**, l’écrivaine Shashi Deshpande explique sa stupéfaction après la décision de la Cour suprême américaine au sujet de l’avortement. Elle y voit le signe de la montée de l’extrémisme religieux. En Inde, l’IVG est légale depuis 1971, soit deux ans avant son autorisation aux États-Unis, mais les droits des femmes sont également menacés par le système patriarcal et les nationalistes hindous, au pouvoir depuis 2014. Shashi Deshpande, qui écrit en anglais, évoque souvent dans ses livres le sort des femmes de la classe moyenne. Elle a pris ouvertement position contre les extrémistes hindous, notamment en démissionnant d’un jury littéraire en 2015.

Un grand nombre de religieux iraniens ont en outre soutenu les manifestantes dans leur lutte contre le port obligatoire du hidjab. Des membres du clergé chiite, des femmes voilées et des hommes issus de familles religieuses et traditionnelles veulent désormais l’abrogation de la loi et appellent même à mettre fin aux activités de la police des mœurs dans la rue.

Cette alliance est inédite, non seulement dans la lutte pour les droits des femmes, mais dans toute l’histoire des mouvements iraniens.

En attendant, nous observons des Afghans soutenir, sur les réseaux sociaux, les manifestations en Iran. Une voix similaire est ainsi entendue de l’intérieur de l’Afghanistan, où la population souffre, encore plus qu’en Iran, de l’oppression des talibans.

La mort de Mahsa devrait ouvrir la voie à une réflexion collective sur des questions telles que le respect, la pluralité et la diversité.

Les gens ont gagné en confiance et marchent dans la rue d’un pas plus déterminé aux côtés des femmes qui crient : “*Femme, vie, liberté*”.

Et c’est sur ce mouvement – ce socle solide – qu’on pourrait créer une forme démocratique de gouvernance en Iran et aboutir au changement majeur dans le pays.

— **Shireen Karimi**
Publié le 23 septembre

“Je suis fière de dire que je suis iranienne”

Nazanin Zaghari-Ratcliffe a passé quatre ans dans la prison d’Evin, en Iran, alors qu’elle travaillait pour la BBC. Installée à Londres depuis sa libération en mars, elle est à la fois admirative de ses concitoyennes qui se battent pour leurs droits et inquiète quant à leur sort.

La dessinatrice

EYE WROTE

vit et travaille aux Pays-Bas. En tant qu’artiste, elle cherche à donner voix à toutes les luttes dans une société consumériste, tout en tentant de rester proche de “ses griffonnages d’enfance”.

↳ *Dessin d’Eye Wrote, Pays-Bas.*

— **The Times** (extraits) Londres

Mahsa Amin, une jeune femme originaire du Kurdistan, dans le nord-ouest de l’Iran, n’avait que 22 ans quand elle est morte dans des circonstances suspectes à Téhéran. Prononcé le 16 septembre, son décès a été attribué à des lésions cérébrales reçues pendant qu’elle était détenue par la police. Elle avait apparemment été arrêtée pour avoir porté son foulard de façon “*incorrecte*”.

La mort de Masha est le dernier coup porté à ce peuple maltraité depuis si longtemps. La population lutte pour faire respecter ses droits élémentaires et le fait de prendre la vie d’une jeune femme si négligemment puis de dissimuler les faits a provoqué une vive colère dans le pays parce qu’il fait totalement écho à ce que nous vivons. Ce à quoi nous assistons en Iran est de loin la plus grande manifestation contre le hidjab de l’histoire moderne : certaines femmes se coupent les cheveux ou brûlent leur foulard pour s’opposer à la police des mœurs.

Masha est morte exactement six mois après ma libération et mon retour au Royaume-Uni. Quand j’ai retrouvé ma maison et ma famille après six ans de captivité [près de quatre ans de prison puis deux ans en résidence surveillée], ce fut une journée euphorique mais aussi douce-amère car je songeais à ceux qui étaient restés. Pour moi, l’injustice de la mort de Mahsa rappelle une fois de plus les conditions dans lesquelles vit la population. Il faut beaucoup de courage et de résilience pour être iranien et le rester mais aussi beaucoup de patience. Même après ce que j’ai subi ces six dernières années, je ne pourrais pas être plus fière de dire que je suis iranienne cette semaine.

Voilà quarante-trois ans que la république islamique d’Iran impose le port du voile et nie aux femmes le droit de décider de ce qu’elles portent. Depuis la révolution de 1979, le gouvernement a édicté divers codes vestimentaires qui précisent les couleurs et les styles de vêtements autorisés aux femmes. L’idéologie dogmatique qui sous-tend l’obligation du port du voile est très profondément ancrée. Son application est

confiée à des patrouilles qui parcourent les rues pour repérer les tenues “*incorrectes*”. Le non-respect de la législation sur le hidjab est un délit et conduit à une arrestation et une peine de prison. Les femmes arrêtées par ces patrouilles risquent des mois et souvent des années de détention et parfois même des coups de fouet.

Cependant, malgré cette répression permanente, les Iraniennes se sont toujours battues pour leurs droits, entre autres celui de porter le hidjab ou non. Depuis de nombreuses années, génération après génération, les rues iraniennes sont le théâtre d’arrestations, les femmes y sont maltraitées, battues et harcelées parce qu’elles ont quelques mèches de cheveux visibles ou portent la mauvaise tenue. Les nouvelles générations continuent à lutter, comme nous le voyons aujourd’hui.

VOILÀ QUARANTE-TROIS ANS QUE LA RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE D’IRAN IMPOSE LE PORT DU VOILE ET NIE AUX FEMMES LE DROIT DE DÉCIDER DE CE QU’ELLES PORTENT.

Leurs héroïques batailles dans la rue, je les ai regardées en lieu sûr, à Londres. Cela m’a rappelé que la liberté n’est pas encore là. La liberté ne sera là que quand personne en Iran n’aura peur de défendre les choses les plus simples ou ne sera jeté en prison pour cela. Cela m’a également rappelé les dures années que j’ai passées à la prison d’Evin.

La nouvelle de la mort de Mahsa est parvenue à l’aile des détenues politiques d’Evin la semaine dernière. Quarante détenues se sont rassemblées dans la cour commune en solidarité avec sa famille mais aussi avec toutes les femmes d’Iran qui luttent pour leurs droits. Elles ont allumé des bougies, chanté, scandé des slogans et pleuré la mort d’une femme innocente de plus.

Mahsa est devenu un symbole de solidarité pour les femmes – pour celles qui défendent leur position dans la rue comme pour celles qui sont enfermées depuis la précédente

SOURCE

RADIO ZAMANEH

Amsterdam

radiozamaneh.com

Créé en 2006, Radio

Zamaneh (“époque”

en persan) est un site

d’information

persanophone basé

à Amsterdam qui

publie des analyses,

des reportages et des

articles philosophiques

écrits par des

intellectuels iraniens,

ainsi que des ouvrages

numériques sur

la société iranienne.



vague de manifestations pour les droits des femmes. Les femmes d'Iran sont désespérées. Elles sont furieuses et impatientes. Elles n'en peuvent plus.

Les mauvais traitements réservés aux femmes qui défendent leurs droits sont depuis longtemps un des piliers du gouvernement. Il y a des décennies que la police des mœurs harcèle et humilie les femmes dans la rue pour leur tenue vestimentaire. Avec les réseaux sociaux et les caméras de surveillance installées dans les espaces publics, il est désormais bien plus difficile de nier ces agissements.

Les gens, quel que soit leur genre ou leur ethnie, ont affiché une solidarité remarquable la semaine dernière. Comme le monde entier a pu le constater, c'est ce qui rend les gens plus fort et c'est exactement ce que le régime n'aime pas voir.

LES FEMMES D'IRAN SONT DÉSESPÉRÉES. ELLES SONT FURIEUSES ET IMPATIENTES. ELLES N'EN PEUVENT PLUS.

Le gouvernement iranien aime se cacher de la critique. C'est l'une des raisons pour lesquelles il avait construit une palissade autour de ma famille quand elle campait devant l'ambassade à Londres. C'est pour cela qu'il a encore coupé Internet et toute forme de communication en Iran [le 22 septembre] – pour empêcher les gens de partager, pour empêcher les gens de voir. Pendant qu'Ebrahim Raïssi, le président de la République, était occupé à New York à savourer l'attention de la presse mondiale à l'Assemblée générale des Nations unies et à serrer la main des dirigeants mondiaux dans l'espoir de faire des affaires, son gouvernement était occupé à s'assurer que les nouvelles en provenance du pays ne puissent circuler. L'Iran a coupé Internet dans certaines parties des grandes villes, Téhéran entre autres, et au Kurdistan, et a bloqué l'accès à certaines plateformes de communication importantes, WhatsApp et Instagram par exemple, pour limiter l'information et empêcher la diffusion d'images de ce qui se déroulait dans la rue. Qu'est-ce qu'on n'a pas le droit de voir ?

L'obscurité et le silence sont synonymes de danger, comme on le constate souvent dans les affaires d'otages. Quand on se trouve en Iran, les coupures d'Internet sont angoissantes et perturbantes. Désormais, je connais ça en tant qu'exilée : je ne sais pas ce qu'il se passe dans mon pays, je m'inquiète pour ma famille et mes amis.

Je pense souvent à la mère de Mahsa. Je ne cesse de penser à ce qu'elle a subi. L'image d'elle allongée sur le corps de sa fille, sur la tombe de sa fille, m'a détruite. Il n'y a pas d'issue. Aucune femme, aucune mère, aucun enfant ne devrait avoir à subir ça.

—**Nazanin Zaghari-Ratcliffe**

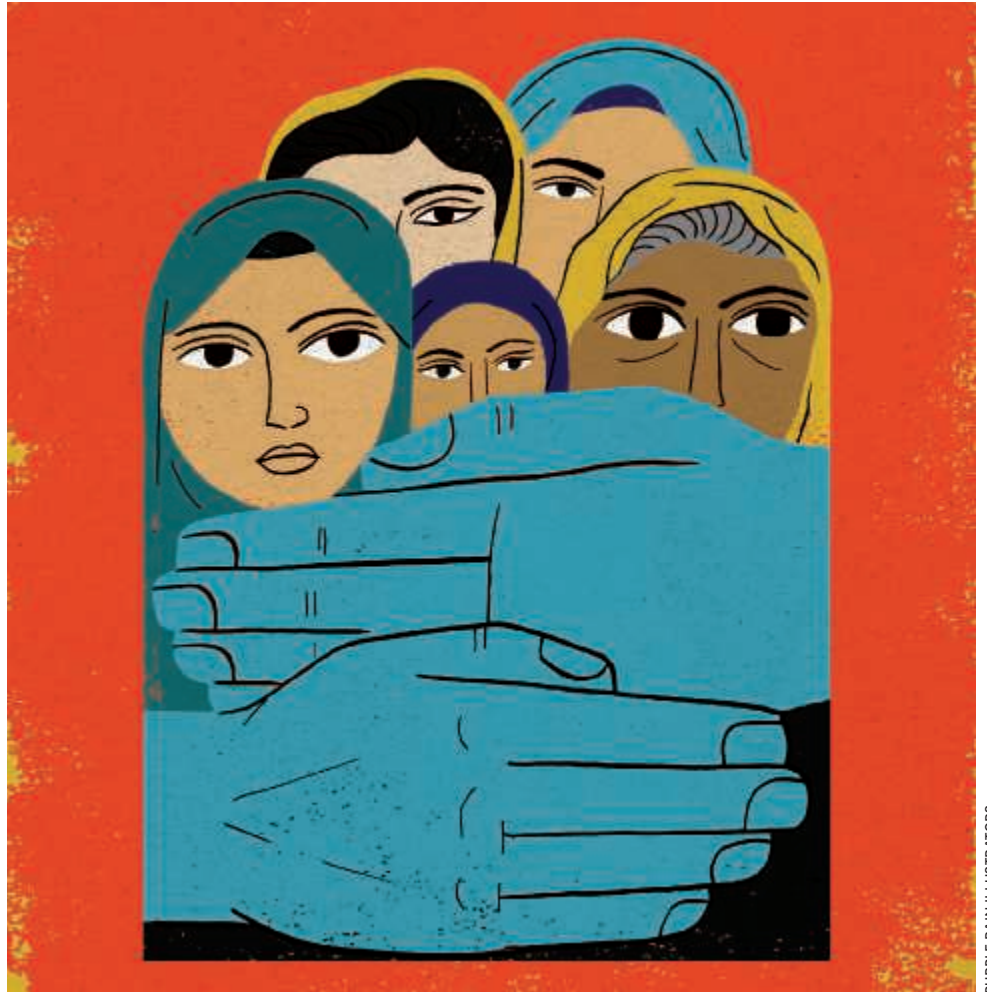
Publié le 24 septembre

L'autrice

NAZANIN ZAGHARI-RATCLIFFE

est née à Téhéran en décembre 1978, quelques mois avant l'arrivée au pouvoir des mollahs. De nationalité iranienne et britannique, elle est arrêtée en Iran en avril 2016 et condamnée à cinq ans de prison pour complot contre le régime. On lui reproche d'avoir organisé des séances de formation pour le compte de la BBC et d'y avoir fait de la propagande anti-iranienne. Après quatre ans dans la prison d'Evin, à Téhéran, et deux ans en résidence surveillée, elle a été libérée en mars et vit désormais à Londres.

➤ *Dessin de Hanna Barczyk paru dans The Globe and Mail, Toronto.*



PURPLE RAIN ILLUSTRATORS

“Les talibans ont démantelé les droits politiques, juridiques et sociaux des femmes”

Plus d'un an après la chute de Kaboul, Muska Dastageer, de l'Université américaine d'Afghanistan, revient sur la situation des femmes dans son pays et les possibles solidarités entre les féministes dans le monde.

COURRIER INTERNATIONAL : Plus d'un an près la prise de pouvoir des talibans, quelle est la situation des femmes en Afghanistan ?

MUSKA DASTAGEER : Depuis qu'ils ont repris le pouvoir, les talibans ont démantelé les droits politiques, juridiques et sociaux et ont mis un terme au processus d'émancipation des femmes. Les employées féminines du gouvernement ont vite été priées de rester chez elles, à l'exception des femmes travaillant dans le secteur de la santé.

Les femmes afghanes ont continué d'exercer en tant que médecins et infirmières jusqu'à la mi-2022. Mais l'interprétation des règles édictées par les talibans sur le travail des femmes dans le secteur de la santé peut varier. Par ailleurs, la recommandation de ces derniers, selon laquelle les femmes doivent éviter de quitter leur domicile, crée des incertitudes.

L'obligation d'être accompagnées par un homme pour se déplacer complique également,

voire empêche, les femmes de se rendre au travail. Le journalisme, par exemple, est une profession qui a été considérablement touchée. Une enquête de septembre 2021 de Reporters sans frontières montre qu'à Kaboul seules 100 femmes journalistes sur 700 travaillaient toujours dans les médias.

Le nombre de femmes ayant un emploi est retombé à 15 %, son niveau de 2001, alors qu'elles étaient 22 % à avoir une activité économique en 2019. Les restrictions à l'emploi des femmes entraîneraient une perte économique de 1 milliard de dollars, soit près de 5 % du PIB de l'Afghanistan.



INTERVIEW

Quels avaient été les progrès accomplis depuis 2001 et la chute du premier régime taliban ?

L'émancipation des filles et des femmes était devenue l'une des priorités de la communauté internationale. Tous les projets, programmes et initiatives sur l'autonomisation des femmes reposaient sur l'idée que l'amélioration de l'accès des femmes à l'éducation, aux opportunités économiques et à l'égalité des droits contribuerait à améliorer le bien-être des familles et l'économie en général.

Jusqu'en août 2021, des progrès majeurs ont été accomplis en matière de droits des femmes dans les domaines économique, politique, social, éducationnel, sanitaire et juridique, ce qui contraste fortement avec 2001, lorsque les talibans étaient au pouvoir. Mais en dépit de ces avancées, l'Afghanistan a stagné dans le bas des classements mondiaux en matière d'égalité de genre.

Aujourd'hui, les femmes parviennent-elles à préserver des espaces de liberté ?

Les manifestations, les protestations, les réseaux sociaux sont devenus des voies cruciales pour l'expression de la dissidence et de l'opposition. Les femmes afghanes ont fait preuve de courage, de persévérance et de résilience et continuent de le faire. Par exemple, alors que les écoles secondaires demeurent fermées pour les filles depuis la prise du pouvoir par les talibans, les femmes, à l'intérieur et à l'extérieur du pays, s'efforcent de proposer des solutions de remplacement.

Partout dans le monde, les droits des femmes sont bafoués : le système patriarcal opère-t-il de la même manière en Afghanistan qu'en Iran, aux États-Unis ou en Europe ?

Il peut y avoir des similitudes lorsque les pulsions patriarcales dérivent d'arguments revendiquant l'enracinement religieux. Mais la version particulièrement draconienne que nous voyons en Afghanistan possède une part sombre que beaucoup, même au sein des talibans, remettent en question. On ne sait pas exactement qui a ordonné l'interdiction de l'accès à l'enseignement secondaire pour les filles et quelle en est la logique sous-jacente. Les explications officielles des talibans ont même changé au cours de l'année écoulée. Beaucoup d'entre eux critiquent

également publiquement cette interdiction. Il faut donc se poser la question : qui est derrière cette interdiction et pourquoi ? Comprendre cela, c'est comprendre quelle est la vision des plus puissants parmi les talibans – ou derrière les talibans – pour l'avenir de l'Afghanistan.

Peut-on envisager des solidarités féministes entre des femmes issues de milieux et de pays différents ?

Nous les voyons à l'œuvre tous les jours. À travers le monde, les femmes expriment leur soutien aux combats d'autres femmes en Afghanistan et en Iran. Je pense néanmoins que le féminisme occidental doit faire en sorte de ne pas être utilisé comme une arme à des fins politiques qui seraient autres que les droits des femmes. Il existe un chevauchement fécond et d'une importance cruciale entre la décolonisation et le féminisme – et il doit être approfondi par nos penseurs les plus brillants et les plus courageux.

— **Propos recueillis par**
Courrier international

“L'égalité promise n'est toujours pas là. Il est normal, donc, que tant de jeunes femmes aient le sentiment d'avoir été dupées, et voient avec stupéfaction autour d'elles des jeunes convaincus que la violence de genre n'est qu'une invention idéologique.”

Estefania Molina, JOURNALISTE ET POLITOLOGUE CATALANE

Dans les colonnes du quotidien espagnol **El País**, le 15 mars, Estefania Molina se demande si le féminisme n'a pas un peu trop mis de côté sa demande fondamentale d'égalité et sa subversion pour se concentrer sur la défense de droits spécifiques aux femmes comme le congé menstruel. Elle appelle de ses vœux *“le retour des combattantes”*. Estefania Molina est l'auteurice de *El berrinche político* (“La colère politique”, inédit en français), qui évoque la situation politique et sociale de l'Espagne entre 2015 et 2020.

Cinq ans après #MeToo, une vague inarrêtable

Depuis 2017, des dizaines de milliers de femmes ont partagé leur expérience de violences sexuelles sur les réseaux sociaux.

Dénoncer le harcèlement, les agressions sexuelles, l'inceste. Dénoncer le sexisme, les standards de beauté, la discrimination, les écarts de salaire. Dénoncer la misogynie ambiante de certains milieux professionnels où l'omerta règne. Depuis cinq ans et le lancement du mouvement #MeToo sur les réseaux sociaux, les voix de femmes ont continué de s'élever collectivement avec toujours le même constat en étendard. Individuellement, les femmes ont toujours parlé, cherché justice et se sont engagées pour faire bouger les lignes. Souvent en vain. Si les voix ne sont pas entendues séparément, peut-être que des dizaines, des centaines, voire des milliers qui s'unissent le seront ?

En octobre 2017, le **New York Times** puis le **New Yorker** publient successivement deux enquêtes à charge contre le producteur de cinéma américain Harvey Weinstein. Harcèlement, agressions sexuelles, viols, plusieurs femmes y témoignent des violences que le magnat leur a fait endurer. Trois semaines plus tard, elles sont 93 employées, actrices, assistantes, mannequins à se joindre à elles et à l'accuser dans un deuxième article du **New York Times**. L'ampleur de l'affaire est vertigineuse, mais aurait pu être circonscrite à Hollywood ou aux États-Unis. Or les mouvements de prise de parole des femmes qui lui font suite se propagent dans le monde entier.

“Le tsunami du mouvement #MeToo déferle sur les rédactions en Inde”, se réjouit le journal en ligne **Asia Times** en 2018. Enfin, “le socle d'impunité de l'artiste s'effrite”, estime le quotidien canadien **Le Devoir** à la suite de la publication du *Consentement*, de Vanessa Springora, qui dénonce les penchants pédophiles de l'écrivain français Gabriel Matzneff. Au Japon, l'une des premières femmes à avoir témoigné publiquement dans une affaire de viol, la journaliste Shiori Ito, gagne son procès contre son agresseur (un reporter réputé) en 2019. La même année, le milliardaire américain Jeffrey Epstein est incarcéré aux États-Unis pour trafic de

Bio express

MUSKA DASTAGEER

est spécialiste de la lutte contre la corruption. Maîtresse de conférence en résolution de conflit, en théorie politique et sur les questions de genre à l'Université américaine d'Afghanistan, à Kaboul, elle vit actuellement en exil.

mineurs. Tandis qu'au Danemark le maire de Copenhague est poussé à la démission après avoir été accusé par de nombreuses collaboratrices de harcèlement sexuel. **Politiken** estime alors que "le mouvement #MeToo a bouleversé la politique danoise avec une force que peu avaient anticipée". Impossible d'être exhaustif en ce qui concerne les secousses qui se sont produites un peu partout dans le monde depuis cinq ans.

Pour le *New York Times*, #MeToo, qui a "entraîné une refonte radicale du comportement sur nos lieux de travail et une prise de conscience qui laisse des traces", est définitivement l'un des événements les plus marquants de la décennie 2010. Pourtant, c'est aussi dans le quotidien new-yorkais, qui couvre très largement le mouvement dans ses colonnes, qu'on a pu lire en mai le titre choc "Amber Heard, la mort de #MeToo", à la suite du procès pour diffamation de l'actrice, qui avait dénoncé publiquement les violences conjugales qu'elle aurait subies de la part de son mari, Johnny Depp. "J'ai eu le rare privilège de voir en temps réel comment les institutions protègent les hommes accusés de sévices", écrivait-elle dans le **Washington Post**, sans nommer l'acteur. Largement commenté, à grand renfort d'injures sexistes, sur les réseaux sociaux, le procès d'Amber Heard donne "le sentiment d'un terrible retour en arrière", commente le magazine en ligne américain **The Cut**, qui rappelle que même si les fausses accusations de violences domestiques sont très rares, "l'idée selon laquelle les femmes inventent des histoires accablantes pour piéger des hommes innocents a la vie dure".

Retour de bâton. Alors, à quoi sert la parole des femmes? Quelle justice peut être rendue face à l'étendue des dysfonctionnements structurels et systémiques de nos sociétés? L'immense onde de choc de l'abrogation du droit à l'avortement aux États-Unis est le plus cruel symbole de ce retour de bâton des conservateurs contre les femmes et les luttes féministes, et un rappel qu'aucun de leurs droits fondamentaux ne peut être considéré comme acquis (*lire p. 26*).

"L'égalité promise [par les anciennes générations] n'a pas encore été consolidée, il est donc normal que de nombreuses jeunes femmes se sentent trahies et abasourdis par le fait que beaucoup d'hommes considèrent encore la violence de genre comme une invention idéologique", estime **El País** dans une tribune galvanisante qui invite les jeunes générations à "ne pas céder" aux relents réactionnaires qui voudraient les faire taire et à combattre l'involution de nos sociétés en tant que "nouvelles révolutionnaires": "L'extrême droite s'appuie sur une vision du monde traditionnelle, dans laquelle la femme est une pièce maîtresse en tant que maîtresse de maison. Les combats d'aujourd'hui détermineront un modèle de la société de demain. Dans une vision progressiste, les femmes occuperont toujours la sphère publique, symbole des libertés collectives. [...] Si l'attention se porte à nouveau sur ceux qui ne se conforment pas et lèvent la main, ceux qui regardent vers l'avenir et non vers le passé, nous soutiendrons irrévocablement le progrès démocratique." Pour tous, et toutes.

— **Courrier international**

Livres

MERCI "CHER CONNARD"

Elle a publié le "poids lourd" de cette rentrée littéraire. *Cher connard*, de Virginie Despentes, domine depuis sa parution les listes des meilleures ventes dans l'Hexagone. L'ouvrage paraît dans un moment placé "sous le signe des prises de parole au féminin", écrit **Le Temps**. Pour le quotidien suisse, "Virginie Despentes est la figure de proue, bien évidemment, de ce vaste mouvement." Précurseur d'une écriture féministe avec le roman *Baise-moi*, publié en 1994, et le manifeste *King Kong théorie*, paru en 2006, le travail de Despentes ne s'est pas essouffé, à en croire **La Repubblica**. Il faut dire que le récit sait saisir l'air du temps et les attentes des lecteurs déjà attachés à Virginie Despentes, selon **L'Écho**. Le quotidien belge y voit un roman qui répond aux "préoccupations de lecteurs rivos aux réseaux sociaux et pas encore sortis des affres du confinement". Pour **The Guardian**, le livre va au-delà et, sur un plan social, "oblige la France à se colleter avec le mouvement #MeToo" en "lançant un débat sur le harcèlement sexuel et l'égalité à l'heure des réseaux sociaux".

"Dans aucune société, les femmes ne disposeront de leur corps sans se battre"

Bien qu'autorisée depuis 1977, l'IVG devient de plus en plus difficile à pratiquer en Croatie. En cause, le poids de l'Église catholique dans la société et la passivité des institutions, dont les femmes sont les premières victimes, estime l'écrivaine croate Slavenka Drakulic.

— **Jutarnji List** Zagreb

Voilà quarante ans déjà, lors d'une rencontre internationale féministe aux États-Unis, j'évoquais déjà les droits accordés aux femmes dans la Yougoslavie socialiste. Les Américaines étaient ébahies par le droit à une année de congé maternité rémunéré ainsi que, bien évidemment, par le droit à l'avortement [institué en 1977]. Elles ne pouvaient alors espérer le moindre congé maternité payé. Quant à l'avortement, en dépit d'un précédent avec l'arrêt *Roe vs Wade*, par lequel la Cour suprême reconnaissait le droit à l'interruption volontaire de grossesse, les États fédérés pouvaient tout à fait en limiter le recours ou l'interdire. Maintenant que la Cour suprême a révoqué cet arrêt, cette liberté ne leur appartient plus – sans parler du congé maternité auquel elles n'ont jamais eu accès.

Toutefois, le vent glacial du conservatisme ne menace pas uniquement les Américaines, les droits des femmes sont en net recul partout en Europe. Non seulement les femmes ont un salaire inférieur aux hommes pour le même poste, et ceci à l'échelle de l'UE, mais les hommes ont la priorité en matière d'emploi. Alors que le système de santé et la protection sociale sont de plus en plus défaillants, que la précarité menstruelle est minimisée, que les places en crèche viennent à manquer, ce qui ne facilite pas l'accès à l'emploi des femmes qui ont des enfants, les mesures pour renforcer la natalité, elles, sont renforcées. Si, en Croatie, le droit à l'avortement n'a pas encore été révoqué,

LE PRINCIPAL PROBLÈME RÉSIDE DANS LA MORALISATION DÉVOTE DE NOTRE SOCIÉTÉ CES TRENTE DERNIÈRES ANNÉES.

les nouvelles règles de bonne conduite tendent à faire fi de ce droit.

Le cas récent de la grossesse de Mirela Cavajda l'illustre parfaitement. Comme dans l'affaire *Roe vs Wade*, il ne peut y avoir de prise de conscience collective tant que le problème ne porte pas de nom, pour qu'enfin d'individuel il devienne universel. Il aura fallu le courage d'une femme qui, par désespoir, a exposé sa douleur publiquement et levé le voile sur le problème de l'accès à l'avortement. À la suite de la découverte d'une tumeur cérébrale de l'enfant qu'elle portait, et dont les chances de survie étaient nulles, Mirela Cavajda s'est rendue dans quatre hôpitaux de Zagreb pour une demande d'interruption médicale de grossesse, l'avortement thérapeutique étant possible au-delà de vingt-deux semaines. Les quatre hôpitaux ont refusé de procéder à l'intervention, avançant des arguments peu convaincants et arbitraires.

Objection de conscience. Les médecins de l'hôpital de Sveti Duh (Saint-Esprit) ont invoqué l'objection de conscience, ou encore le manque de compétences pour ce type d'intervention, que certains n'ont pas hésité à qualifier d'infanticide ou d'euthanasie. D'autre part, la patiente n'a pas été informée de ses droits et n'a bénéficié d'aucun suivi psychologique.

Dans un pays où elle cotise pour son assurance maladie, un pays qui autorise ce genre d'intervention, Mirela Cavajda s'est d'abord vue empêchée d'avorter, pour s'entendre ensuite suggérer d'aller dans un pays voisin! La Slovaquie a presque la même loi que nous, mais un nombre beaucoup plus faible de gynécologues invoquent l'objection de conscience – environ 10 %, contre plus de la moitié en Croatie. Cependant, après moult atermoiements et l'aggravation de l'état du fœtus, la commission en deuxième instance a enfin autorisé l'interruption médicale



La dessinatrice

MARYSIA MACHULSKA

est une graphiste et illustratrice polonaise qui vit et travaille en France. Artiste engagée dans la lutte pour les droits des femmes, elle se dit solidaire des causes LGBTQI, du droit à l'avortement en Pologne ou du mouvement #MeToo.

← *Dessin de Marysia Machulska, Pologne. L'éclair rouge est un signe de ralliement pour la défense de l'IVG en Pologne ; la règle noire aux cinq étoiles est quant à elle un symbole de contestation contre le parti conservateur au pouvoir, le parti Droit et Justice (PiS).*

L'autrice

SLAVENKA DRAKULIC

est une journaliste et écrivaine croate. Diplômée de l'université de Zagreb en littérature comparée et sociologie en 1976, elle écrit sur le féminisme dès les années 1980 dans les hebdomadaires *Start* et *Danas*. Autrice de cinq romans, dont *Je ne suis pas là* (publié en France aux éditions Belfond en 2002), ses thématiques de prédilection sont notamment le rapport au corps et à la créativité des femmes.

Peut-être ont-elles conscience qu'en majorité les citoyens sont toujours favorables aux libres choix des femmes en la matière. Après tout, l'entrave et l'hypocrisie fonctionnent assez bien pour rendre l'accès à l'IVG difficile, voire impossible. L'affaire Cavajda n'est pas un épiphénomène, mais une atteinte systématique à l'état de droit, dangereuse pour les femmes.

Chaque nouveau cas est une occasion de plus pour manifester et sensibiliser le public. Si l'application de la loi n'est pas assurée, si l'entraver est sans conséquences pour les services responsables, alors ces situations se reproduiront inévitablement. Les femmes sont les premières à en payer le prix. Par conséquent, la responsabilité incombe aux femmes elles-mêmes, qui, en Croatie, semblent encore vivre dans l'illusion que leurs droits sont acquis, et qu'en cas d'obstacle les institutions interviendront. Pourtant, les exemples – à commencer par la Pologne et les États-Unis – prouvent le contraire.

Les naissances demeurent une affaire de femmes, c'est un pouvoir qui leur appartient. Dans aucune société, les femmes ne disposeront de leur corps sans se battre. Car de leur choix dépendent de nombreux facteurs importants pour la société et l'État : de la taille de la population jusqu'à la puissance une nation, de la masse de la main-d'œuvre, et par conséquent du développement économique, jusqu'au nombre de soldats dans l'armée. En cela réside le pouvoir des femmes, il leur suffit d'en prendre conscience et d'en faire usage. Puisque vous avez besoin de nous, alors respectez-nous.

Il est donc plus que jamais nécessaire de le répéter : les droits des femmes ne sont acquis pour toujours nulle part. Mirela Cavajda a payé cher cette prise de conscience.

— *Slavenka Drakulic*
Publié le 13 mai

de grossesse [Mirela Cavajda a dû se rendre en Slovénie pour avorter, en mai].

Cette affaire comporte deux aspects, l'un juridique, l'autre idéologique. D'un point de vue juridique, les choses sont simples : la loi existe et autorise ce type d'intervention. D'après Sanja Baric, spécialiste du droit constitutionnel, la Croatie a un problème grave et systématique de non-respect du droit constitutionnel des femmes à l'avortement thérapeutique. *“La survie du fœtus n'est pas cruciale, ce qui l'est, c'est la qualité de vie. Lorsque des malformations sont établies et que personne ne les conteste, c'est à la mère seule qu'appartient la décision, et en aucun cas à une commission médicale ou mû par une idéologie”*, conclut Sanja Baric.

En réalité, le nombre de médecins qui refusent de procéder à ce type d'intervention en invoquant l'objection de conscience n'est pas réellement problématique, puisque l'hôpital à l'obligation

légale de se doter des effectifs permettant l'accès à l'IVG. Le principal problème réside dans la moralisation dévote de notre société ces trente dernières années. Entraver le droit des femmes à l'avortement, leur infliger des violences psychologiques afin de les culpabiliser a pour seul objectif de contourner la loi ouvertement, avec l'accord tacite des institutions et de leurs responsables.

Valeurs traditionnelles. La passivité des institutions dit en creux que cette loi sur le droit à l'IVG, héritage du socialisme, est en contradiction avec les valeurs traditionnelles et conservatrices désormais en vigueur dans le pays, propagées non seulement par le parti au pouvoir (HDZ) et l'Église catholique, mais aussi par grand nombre d'opportunistes. Si les autorités pensent que la loi sur l'avortement est trop libérale à leur goût, alors pourquoi ne la changent-elles pas ?

“Je suis noire, je suis gay, je suis une femme. Mon pays me déteste!”

Samira Wiley, ACTRICE AMÉRICAINE

Samira Wiley s'est fait connaître pour ses rôles dans les séries *Orange Is the New Black* et *The Handmaid's Tale*.

Elle joue actuellement au théâtre à Londres. Dans les pages du **Guardian**, elle a expliqué le 11 septembre qu'en tant que femme, noire et lesbienne, il était important pour elle d'incarner à l'écran des personnages eux-mêmes issus de minorités afin d'être leur *“porte-voix”*. En montrant le sort des femmes réduites à la servitude domestique et sexuelle sous un régime extrémiste, *The Handmaid's Tale*, adaptation du roman de Margaret Atwood *La Servante écarlate*, est, selon Samira Wiley, une œuvre prophétique.

“Là d’où je viens, l’intime est plus dangereux que le politique”

En des termes forts et audacieux, la journaliste égyptienne Mona Eltahawy a raconté en 2021, sur son blog, son expérience de l’avortement. Un acte de bravoure dans un pays qui dénie aux femmes le droit de disposer de leur corps.

Il y a vingt-cinq ans, j’ai subi en Égypte un avortement “clandestin”, et quatre ans plus tard, aux États-Unis, un avortement “légal”.

Si je mets des guillemets, c’est parce que je refuse à l’État quelque contrôle que ce soit sur mon utérus. Je lui nie tout pouvoir de décréter ce qui est légal et ce qui ne l’est pas en ce qui concerne mes avortements. L’État peut aller se faire foutre avec ses opinions sur ce que j’ai le droit de faire ou de ne pas faire de mon utérus. Ce sont des décisions qui n’appartiennent qu’à moi.

Je n’avais pas été violée. Je n’étais pas malade. Ces grossesses ne me mettaient pas en danger. Je n’avais pas encore d’enfant. Simplement, je ne voulais pas être enceinte. Je ne voulais pas d’enfant. Alors j’ai avorté deux fois. Je suis heureuse d’avoir avorté. Ces avortements m’ont donné la liberté de vivre la vie que je voulais.

Pourtant je n’avais rien écrit jusqu’à présent sur le sujet. Pourquoi? Comment se fait-il que j’aie été capable de mettre en danger ma sécurité, ma vie même, en rédigeant des articles sur un régime militaire, et pas sur mes avortements?

Cela fait des années que je me mets au défi d’écrire cet article. Manquerais-je de courage? Je ne le crois pas. Pendant des années, par mon travail de journaliste pour différents médias, j’ai révélé les violations des droits humains commises par le régime égyptien. Le régime me connaissait nommément, mon téléphone était sur écoute, j’étais suivie dans la rue. L’État m’a

envoyé sa police antiémeute, qui m’a cassé les deux bras et m’a agressée sexuellement. Ses services de renseignement militaires m’ont bandé les yeux et soumise à un interrogatoire. Le même régime m’a mis des cyberespions sur le dos avant de me mettre en une d’un journal avec le qualificatif de “*militante du sexe*” – façon de dire “pute”. Non, ce n’est pas de courage que j’ai manqué.

Alors qu’est-ce qui m’empêchait, moi, Mona Eltahawy, née en Égypte dans une famille musulmane, d’écrire un témoignage dans lequel je dirais ouvertement, sans honte, que j’avais avorté à deux reprises, que j’étais heureuse de l’avoir fait, et que si j’étais à nouveau tombée enceinte j’aurais avorté une troisième fois parce que je ne veux pas d’enfant?

Il y a la réponse simple : je savais qu’il était infiniment plus risqué d’écrire sur mes deux avortements que de m’en prendre à un régime militaire qui pourtant, il y a dix ans, aurait pu me tuer dans la rue à coups de gaz lacrymogène. Et il y a la réponse compliquée, comme dans la chanson de Billie Holiday [*Crazy He Calls Me*] : “*The difficult, I’ll do right now. The impossible will take a little while.*”



["Le difficile, je m'en occupe tout de suite. L'impossible prendra un peu plus de temps."]

L'intime est toujours politique, évidemment. Et là d'où je viens, l'intime est plus dangereux que le politique. Je viens d'un pays qui détient le record du nombre de femmes et de filles ayant subi des mutilations génitales au nom du contrôle de la sexualité féminine. C'est vous dire à quel point baiser, quelque chose d'intime, est politique, et ses conséquences plus encore.

Si je n'avais jamais écrit sur mes avortements, c'est peut-être parce qu'à mon réveil après le premier, j'étais persuadée que j'allais le payer de ma vie – payer le fait d'avoir fait l'amour, le fait d'être tombée enceinte et le fait d'avoir avorté.

Sur le chemin de la clinique, j'ai demandé à mon petit ami, qui était au volant, de s'arrêter dans une librairie : je voulais acheter un Coran que je le chargeais de donner à ma famille après ma mort, en leur disant que je les aimais – je n'ai pas dit "si je meurs", j'ai dit "après ma mort". Quand je me suis réveillée de l'anesthésie, mon petit ami me tenait la main. Mes premiers mots ont été : "Je suis vivante?"

"L'ÉTAT PEUT ALLER SE FAIRE FOUTRE AVEC SES OPINIONS SUR CE QUE J'AI LE DROIT DE FAIRE DE MON UTÉRUS."

Je ne voulais pas écrire sur cette expérience, car c'était donner du grain à moudre aux connards antiavortement qui veulent nous dissuader par la peur de subir cette intervention médicale, en réalité moins risquée qu'un accouchement. Il n'empêche que quand il est "clandestin", l'avortement est traumatisant.

L'intime est parfois plus dangereux que le politique, et source d'une plus grande oppression que la tyrannie d'un régime militaire en Égypte ou des fanatiques religieux au Texas.

J'ai eu de la chance, car quand j'ai découvert que j'étais enceinte, un cousin de mon petit ami a pu m'orienter vers un gynécologue obstétricien du Caire qui réalisait des avortements dans sa clinique. J'ai eu de la chance, car j'avais les moyens de payer l'intervention. La pénalisation de l'avortement ne permet pas de l'éradiquer, ni même de le rendre plus rare. Elle le rend plus dangereux, voire mortel, pour les plus pauvres et les plus vulnérables, qui ne sont pas davantage à l'abri d'une grossesse.

Mon deuxième avortement était "légal" et ne me vouait pas à la mort. Là encore, j'ai eu de la chance. Nous étions en 2000, à Seattle.

Je n'ai pas eu

Dans nos archives



LA GUERRE CONTRE LES FEMMES

En juin, *Courrier international* (n° 1652) avait consacré sa une à la décision de la Cour suprême américaine – qui permet aux États d'interdire l'avortement – et à l'onde de choc mondiale qu'elle a provoqué. Face à cette attaque directe des droits des femmes, la résistance s'organise.

La dessinatrice

MONA ELKATEB est une artiste visuelle égyptienne installée au Caire. Ses œuvres explorent les thèmes de la fraternité, de la solidarité et de l'énergie féminine.

← Dessin de Mona Elkateb, Égypte.

"Internet s'emballait devant le procès de stars de cinéma alors que Roe vs Wade était en train d'être abrogé."

Billie Eilish, AUTRICE-COMPOSITRICE-INTERPRÈTE AMÉRICAINE

Cette phrase est extraite de la chanson *TV*, qui figure sur l'EP intitulé *Guitar Songs*, sorti en juin 2022. Dans ce morceau, Billie Eilish évoque à la fois le procès opposant Amber Heard et Johnny Depp, sur fond de violences conjugales, et la décision de la Cour suprême américaine sur l'avortement.

Elle y dénonce les relations toxiques mais aussi le sensationnalisme médiatique. "J'étais dans un état de dépression, j'étais en train de perdre mes droits sur mon corps, et j'allais sur Internet et je voyais les gens donner leur avis sur ce procès. Putain, qui en a quelque chose à foutre? Les femmes sont en train de perdre leurs droits, alors pourquoi sommes-nous en train de parler de célébrités et de leurs divorces?" s'insurge la jeune artiste de 20 ans, le 24 juin, sur le site consacré à la musique et à la culture pop **NME**.

à faire des kilomètres pour trouver une prise en charge. Je n'ai pas eu à m'absenter de mon travail, au risque de perdre de l'argent que je n'avais pas, ni à trouver à me loger faute de pouvoir subir une IVG près de chez moi.

Quand j'avais 19 ans (soit dix ans avant mon premier avortement), je travaillais comme baby-sitter d'un nourrisson d'une enseignante de l'université saoudienne où j'étudiais. Un jour que je le gardais dans son bureau, j'ai assisté, entre elles et ses amies, toutes arabes et musulmanes donc, à la conversation la plus incroyable qu'il m'ait été donné d'entendre sur le sujet. Toutes ces enseignantes se racontaient le nombre d'avortements qu'elles avaient subis, et certaines précisaient que parfois c'était une contraception défectueuse qui était à l'origine d'une grossesse non désirée.

J'aurais aimé avoir un groupe d'amies comme celui-ci pour parler de mes avortements quand j'y ai eu recours. Dans ce bureau d'université, il y avait de l'amour et de la bienveillance, et aucun jugement. Ces femmes échangeaient librement et parlaient de l'avortement comme de la chose banale et normale qu'il est, au fond. Entendre des femmes en parler normalisait l'IVG. Et là est l'essentiel : avorter est une chose normale.

C'est à New York, juste avant la pandémie, que j'ai vécu ce qui s'approche le plus de ce moment de partage bienveillant et chaleureux. À l'occasion d'une exposition intitulée "Abortion is Normal", je me suis fait une

nouvelle amie, l'artiste Jaishri Abichandani, qui y exposait son œuvre *The Diamond at the Meeting of My Thighs* ["Le diamant au creux de mes cuisses"]. Et j'ai eu le coup de poing de ma vie avec ce qu'elle m'a dit d'une autre de ses œuvres sur l'avortement, *Shrine to the Abortion Goddess* ["Autel à la déesse Avortement"] : "C'est un autel à toutes ces femmes qui [en avortant] se sont choisies elles-mêmes."

Moi aussi, c'est moi que j'ai choisie. C'est exactement ce que j'ai fait lors de mes deux avortements. Et aujourd'hui, je le dis.

Ces enseignantes pouvaient échanger sur leurs avortements, aussi, parce qu'elles étaient toutes hétérosexuelles, mariées, mères de famille. Mais nous avons tous besoin de tels échanges – nous aussi qui venons de pays où l'avortement est un crime, de pays déterminés à nous punir si nous avons l'audace de revendiquer la liberté de nos corps et de nos désirs y compris hors des normes, de pays qui prétendent contrôler nos corps et sanctionner toute relation sexuelle hors du cadre du mariage entre un homme et une femme.

Toutes celles qui peuvent parler doivent le faire. Tout le monde n'a pas la chance de pouvoir parler, et d'y survivre.

Je n'ai que trop tardé à écrire ces lignes. Je les dois depuis longtemps à toutes celles qui me ressemblent et se voient si rarement représentées dans les témoignages d'avortement.

Manquerais-je de courage? Pas un seul instant. Mais le courage faiblit et s'étiolle quand on ne s'en sert pas assez, tel un muscle qui a besoin d'un entraînement plus exigeant. Je me lance donc le défi de dire et d'écrire ce qui me fait le plus peur, ce que j'ai tant évité de dire et d'écrire, et je relève ce défi. Faire ce qui me fait le plus peur, ce qui me fait peur rien que d'y penser, voilà toujours, toujours, l'impératif le plus catégorique.

Avorter est normal.

N'oubliez jamais qu'il y a autour de vous des femmes qui ont avorté, même si elles ne vous en ont pas parlé, ou pas encore. Aux États-Unis, une femme sur quatre a déjà avorté. Parmi elles, il y a moi.

— **Mona Eltahawy**

Publié le 26 septembre 2021

L'autrice

MONA ELTAHAWY

est une journaliste, écrivaine et militante égyptienne de 55 ans qui vit aux États-Unis depuis les années 2000. Elle est l'une des principales figures du féminisme arabe. Emprisonnée, agressée sexuellement sur la place Tahrir en 2011, cette activiste a écrit deux essais de référence : *Foullards et hymens. Pourquoi le Moyen-Orient doit faire sa révolution sexuelle*, publié en 2015 et traduit la même année par les éditions Belfond; et *Fuck le patriarcat! Les 7 péchés pour prendre le pouvoir*, publié en 2019 et traduit en 2021 par les éditions Massot. L'article ci-contre est tiré de son blog, "Feminist Giant".

“À quel moment notre patience sera-t-elle vraiment à bout?”

L'existence des femmes aux États-Unis n'a jamais été aussi précaire, souligne la journaliste Claire Suddath. Pire, les Américaines doivent jongler sans cesse avec des attentes contradictoires.

— **Bloomberg Businessweek** (extraits)
New York

Quand l'arrêt *Roe vs Wade* a été annulé, je suis restée une heure sans le savoir. La décision [mettant fin au droit constitutionnel à l'avortement] a été annoncée vers 10 heures un vendredi matin de la fin juin, et j'étais à ce moment-là en train d'interviewer une femme qui avait accouché dans un couloir d'hôpital parce que toutes les salles de travail étaient occupées. Quand j'ai raccroché, j'avais reçu une soixantaine de textos d'amis. J'ai lu leurs messages. Puis j'ai lu les infos. Et je me suis remise au travail. J'entrais dans mon sixième mois de grossesse.

Depuis, je ne cesse de penser non aux conséquences immédiates de cette décision, ni à ce qu'elle signifie pour l'avenir de ma fille de 2 ans ou même pour ma propre grossesse, mais à toutes les façons dont ce pays délègue aux femmes la responsabilité de faire tourner la société et l'économie.

En pliant les petits pyjamas de mon aînée, je songe que les États-Unis, où le mouvement antiavortement est si puissant, sont pourtant le seul pays riche qui n'offre aucun congé aux femmes après la naissance d'un enfant. Je stérilise des tétines et me souviens que, l'année dernière, le Congrès a vaguement envisagé un congé parental de quatre semaines, pour un coût estimé de 22 milliards de dollars par an pour l'État fédéral, soit 2 % du budget de l'armée. Le projet n'a pourtant pas été adopté : “*Nous ne pouvons simplement pas nous permettre une telle dépense*”, résumait le sénateur de Virginie-Occidentale Joe Manchin à des militants du congé maternité.

L'autre jour, en sortant mon tire-lait de sa remise, j'ai médité sur ces deux événements survenus la même semaine : alors que l'Académie américaine de pédiatrie recommandait désormais aux femmes d'allaiter leur enfant jusqu'à son deuxième anniversaire, le Sénat refusait de voter une loi qui prévoyait des aménagements et une protection pour le faire au travail.

Et je pourrais continuer longtemps cette liste. Depuis deux ans, ce pays n'a cessé de dire et de redire aux femmes qu'il se fiche d'elles.

En mars, le président de la Chambre des représentants du Mississippi, Philip Gunn, a fait capoter un projet de loi qui devait permettre aux jeunes mères de conserver leur couverture Medicaid jusqu'à un an après leur accouchement. En 2019, le ministère de la Santé de ce même État s'était pourtant ému d'un taux de mortalité maternelle presque deux fois plus élevé que la moyenne nationale, près de 40 % des décès survenant plus de six semaines après la naissance. “*Chaque vie est précieuse*”, a clamé le même Philip Gunn lors d'une conférence de presse célébrant l'annulation de *Roe vs Wade*. Dans aucun autre pays riche les femmes ne sont aussi nombreuses à mourir en couches.

“LES ÉTATS-UNIS, OÙ LE MOUVEMENT ANTI-AVORTEMENT EST SI PUISSANT, N'OFFRENT AUCUN CONGÉ MATERNITÉ.”

Tout cela bouillonne dans ma tête. Dans les crimes de haine qui ont visé récemment des Américains originaires d'Asie et du Pacifique, près de deux tiers des victimes étaient des femmes. La police de San Diego a incarcéré une femme transgenre dans une cellule avec trois hommes qui l'ont rouée de coups au point qu'elle a dû subir une intervention chirurgicale. Amber Heard doit verser à Johnny Depp 10,4 millions de dollars pour s'être qualifiée en 2018 dans le *Washington Post* d’“*incarnation publique des violences conjugales*”. Sur les quelque 41 millions d'Américains qui se chargent, selon une estimation, d'accompagner un proche âgé, souvent un parent, plus de 60 % sont des femmes. Au plus fort de la pandémie, des mères (épuisées par le tunnel interminable travail/enfants/travail/enfants) se rassemblaient dans les parcs juste pour hurler. Pendant ce temps, Bill Cosby sortait de prison.

À la une



“LE POINT DE RUPTURE”

Début août, **Bloomberg Businessweek** consacrait sa une à la situation des femmes américaines, “*au point de rupture*”, selon le magazine, quelques semaines après la décision de la Cour suprême américaine de révoquer le droit à l'avortement. L'article publié ci-contre est issu de ce numéro.

La dessinatrice

ANN KIERNAN

est une artiste irlandaise installée à Berlin. Elle-même témoin de violences domestiques dans sa jeunesse, elle tente, avec ses dessins réalisés à l'encre noire et rouge, de retranscrire l'atmosphère oppressante vécue par les victimes.

↗ Dessin d'Ann Kiernan paru dans *The New Statesman*, Londres.

Tous ces chiffres et ces événements se bousculent dans ma tête. Ils ont beau avoir l'air isolés les uns des autres, ils ne le sont pas. Tous sont le fait d'un système qui fonctionne de façon délibérée : il organise l'apport des femmes au monde du travail et à l'économie tout en leur refusant le moindre soutien.

Au fil des années, j'ai échangé avec des dizaines de femmes qui ont fini par jeter par-dessus bord leurs diplômes et les années consacrées à faire avancer leur carrière professionnelle : elles n'ont pas les moyens de travailler. Avant même le Covid-19, les femmes étaient déjà moins nombreuses dans la population active qu'en 1999. Selon la Chambre de commerce des États-Unis, 1 million de femmes ayant quitté leur emploi durant la pandémie n'ont toujours pas repris le travail – le plus souvent, c'est parce qu'elles ne trouvent pas de mode de garde, ou qu'elles ne peuvent pas se le permettre.

Et, visiblement, nous n'avons aucune volonté de remédier à ces problèmes. Assurer aux Américaines un soutien économique et social comme en bénéficient les femmes d'autres pays coûterait des milliards de dollars, certes. Mais l'inverse, laisser les femmes livrées à leur sort a un coût tout aussi élevé.

Manque à gagner. Comme le montrent toutes les études économiques les unes après les autres, par son indifférence envers ses femmes, l'État américain fait du tort à son économie. Selon le [think tank] Council on Foreign Relations, si le taux d'activité des femmes était équivalent à celui des hommes, le PIB pourrait grossir en cinq ans de quelque 4300 milliards de dollars. Pour autant, l'Amérique se refuse à faire quoi que ce soit.

Cette année encore, de nouveaux bataillons de mères reprendront le travail avant même qu'ait cicatrisé leur épisiotomie ou leur césarienne. Et ce sont les États qui décident désormais si une femme enceinte en détresse doit vivre ou mourir, qui décident pour nous de nos grossesses. Ma fille grandira dans une Amérique où l'existence des femmes n'a jamais été aussi précaire depuis des décennies. Cinquante ans de progrès sont peu à peu détricotés.

Je ne sais pas quoi faire. Je travaille, je vais à mes consultations prénatales, ma fille me suit inlassablement aux toilettes, et je m'interroge : à quel moment la patience des femmes sera-t-elle vraiment à bout ? Nous nous répétons depuis si longtemps la même chose : allez, si on trouve un boulot, si on arrive à avoir un salaire équitable, si on montre qu'on en veut, les choses vont s'arranger.

Mais ça ne s'arrange pas. Aujourd'hui, ça ne cesse d'empirer. Alors les femmes font encore et toujours des concessions, de nouvelles concessions. Nous renonçons à notre carrière, à notre indépendance, à nous-mêmes. Nous accouchons dans des couloirs d'hôpitaux, nous tirons notre lait dans des placards à balais. On va de l'avant, en tout cas on essaie. Bien obligées ! Sans nous, tout s'effondre.

— **Claire Suddath**
Publié le 3 août



“À Mexico, des féminicides partout et à toute heure”

Malgré le déni des autorités, la capitale du Mexique est l'une des plus violentes du monde pour les femmes. Ouvrons enfin les yeux, lance la chroniqueuse Alejandra Puente dans ce grand journal mexicain.

—El Universal Mexico

La ville de Mexico possède deux avenues très importantes : Masaryk, la plus chère et la plus chic d'Amérique latine, et Insurgentes, l'une des plus longues du monde. Mais sa taille démesurée n'est pas la seule chose que cette mégapole tentaculaire étale devant nous : elle met aussi sous nos yeux, et à chaque coin de rue, une réalité, qui est que la violence ne connaît pas la notion de territoire. Elle s'approprie les rues et les avenues, quelle que soit leur taille ou leur importance, et sévit. Tout simplement. Et parfois en toute impunité.

La gentrification et autres déplacements de populations n'apportent pas seulement des logements et des commerces luxueux, mais aussi, du moins dans l'imaginaire, la sécurité. Le coût élevé de la vie dans ces quartiers pourrait se justifier en deux mots : sécurité et exclusivité. Mais la réalité est très différente. La réalité est

que la violence ne fait pas de discrimination entre les classes sociales, au contraire : elle les rapproche. La violence, en particulier sexiste, pénètre partout. Il y a quelques jours à peine, [le 23 juin] et ma voix se brise dès que j'y pense, une femme connue et récompensée par de nombreux prix a été tuée par l'homme qui était son mari. Le meurtre a eu lieu tout près, justement, de l'avenue Insurgentes. Dans un restaurant.

Les féminicides ne se produisent pas seulement dans les cloaques ou dans les reconstitutions de crimes diffusées par la télévision davantage pour faire grimper l'audimat que pour permettre à la justice d'agir. Des féminicides se produisent partout et à toute heure. Le tueur est le mari, l'amant, le compagnon. C'est pourquoi ces assassinats étaient autrefois appelés, à tort, “crimes passionnels”.

On a longtemps justifié la violence par la passion, mais la réalité de la violence est différente. Les assassins tuent par haine, et parce

qu'ils restent impunis. Combien d'affaires ont été classées sans suite parmi les centaines de féminicides signalés au cours des dernières décennies ? Combien de meurtriers sont toujours libres ? Dans son livre *El invencible verano de Liliana* [“L'invincible été de Liliana”, Penguin México, 2021, non traduit], Cristina Rivera Garza montre qu'au Mexique il n'y a pas de justice pour les victimes. Lorsque des assassins restent libres à cause de l'indifférence des autorités, dit-elle, on vit dans la peur et la colère.

Tueur de femmes. Le cas d'Yrma Lyda Gamboa, chanteuse tuée le 23 juin dans le restaurant Suntory, soulève une grande indignation et une profonde tristesse parce qu'il montre que les femmes assassinées ne sont pas un numéro ou un chiffre dans des statistiques. Ce sont des personnes qui ont perdu la vie parce qu'elles étaient des femmes entre les mains d'un tueur de femmes. Combien de femmes tuées, de manifestations faudra-t-il pour changer cette réalité ?

Il est de notre devoir de citoyens de regarder le problème en face. Nous devons l'affronter comme on affronte une maladie, comme on se bat contre un cancer. La violence de genre n'est pas un fait isolé. Nous devons l'appeler par son nom, l'exposer et y mettre fin. Nous devons ouvrir les yeux. Au Mexique, 90 % des viols de filles sont commis dans le cadre familial. Nous nous sommes tellement habituées à la violence qu'elle nous coûte la vie. Ce qui serait normal serait que la violence n'existe pas, et non qu'on l'ignore, qu'on la “comprende”, qu'on la justifie. C'est pourquoi il est si important de dire les choses telles qu'elles sont.

C'est pourquoi il est scandaleux d'entendre la chef du gouvernement [du district fédéral de Mexico], Claudia Sheinbaum, soutenir que Mexico est l'une des villes les plus sûres du monde. Ce qu'elle n'est pas. Parce que si elle l'était, Yrma Lyda Gamboa et des milliers d'autres n'auraient pas été victimes d'un tueur de femmes.

—Alejandra Puente

Publié le 29 juin

“L'insoutenable condition des femmes au Brésil”

●●● “La situation empire de semaine en semaine. [...] Rien n'est plus acquis, absolument rien, dans nos vies et dans nos droits.” Ananda Marques, chercheuse en sciences politiques, clame son indignation face à la condition des femmes au Brésil, dans un billet publié par **O Estado de São Paulo**, à retrouver sur notre site. Elle réagit à plusieurs vidéos qui ont circulé sur les réseaux sociaux à la mi-juin, analysant le contexte plus général de misogynie et de racisme. L'une de ces vidéos montre une juge faire pression sur une victime de viol, âgée de 11 ans, pour la dissuader de recourir à une IVG, comme c'était son droit. Si la situation s'est dégradée depuis l'arrivée de Bolsonaro au pouvoir, en 2019, la mutation est profonde : “Voilà une bonne dizaine d'années que les conservateurs, les fondamentalistes et l'extrême droite mènent une croisade idéologique qui, partie de la société civile, a aujourd'hui gagné jusqu'aux institutions.”



“L’Afrique a-t-elle besoin du féminisme? **Oui, trois fois oui!**”

Il existe un féminisme africain. Et il doit plus que jamais se faire entendre, affirme la militante sud-africaine Susan Tolmay.

— Mail & Guardian (extraits)
Johannesburg

Comment définir le féminisme en Afrique? Et comment expliquer que tant de femmes évitent ce mot? Dans le cadre d’une évaluation à mi-parcours, les bénéficiaires du projet Women’s Voice and Leadership [programme canadien lancé en 2017, qui entend répondre aux besoins des organisations locales de femmes dans les pays en développement], qui soutient financièrement les associations et mouvements de femmes en Afrique du

Sud, ont dû décrire la nature de leur activité : association de défense des droits des femmes, association féministe, association de lutte pour l’égalité des genres, ou association de défense des droits humains. Sur les 28 structures subventionnées par le projet, seules quatre (soit 14 %) se sont définies comme “féministes”. La plupart (62 %) se décrivent comme des “associations de lutte pour l’égalité des sexes”.

“J’ai beaucoup de mal avec cette obstination à utiliser le terme ‘féministe’, confie l’une des responsables d’association. Chacun à sa propre interprétation du mot. Ce concept n’évoque rien à ma

L’auteurice

SUSAN TOLMAY

est une féministe sud-africaine et militante des droits humains engagée pour la justice sociale, économique et environnementale. Elle a notamment mené des études à travers différents pays africains afin de les guider dans leurs politiques de promotion de l’égalité des sexes et de lutte contre les violences de genre.

mère, à ma grand-mère, à ma tante, ni à la plupart des femmes que nous accompagnons. Il provoque parfois même de l’hostilité. Il vaudrait mieux utiliser des mots que tout le monde comprend.”

Cette vision du féminisme est intéressante. Chez qui suscite-t-il de l’hostilité, et pourquoi? En Afrique, notamment en Afrique du Sud, ce mot est très controversé, car il est souvent perçu comme un concept importé d’Occident, allant à l’encontre de la culture et des traditions africaines. Les féministes traînent souvent une image de militantes radicales. [Elles sont] dépeintes comme des femmes emplies de colère (et blanches, pour la plupart), qui brûlent des soutiens-gorge et exècrent les hommes. C’est pourtant grâce à elles que nous pouvons aujourd’hui voter et disposer librement de nos corps. Ces militantes nous ont offert de nombreux droits et perspectives qui seraient encore inaccessibles sans leur combativité.

Depuis des siècles, les féministes sont tournées en ridicule parce qu’elles osent s’élever contre les terribles injustices dont souffrent les “fxmmes”. Cette variante orthographique [inspirée du néologisme anglais *womxn*] a été inventée afin de se défaire du sexisme perçu par certains dans la

EN AFRIQUE DU SUD, LE MOT “FÉMINISME” EST CONTROVERSÉ, SOUVENT PERÇU COMME UN CONCEPT IMPORTÉ D’OCCIDENT.

version traditionnelle, qui contient [en anglais] le mot *men*. Le terme “fxmmes” se veut plus inclusif [il désigne également les personnes non binaires et trans], et il est de plus en plus usité depuis quelques années [le chromosome X est l’un des deux chromosomes sexuels de l’être humain. Les femmes ont des chromosomes de types identiques (XX) alors que les hommes ont des chromosomes de types distincts (XY)].

Oui, les féministes sont en colère, mais la colère des fxmmes est légitime. Et si nous parvenons à mettre mal à l’aise les conservateurs – hommes et femmes –, c’est que nous sommes sur la bonne voie. Car tout le monde devrait éprouver de la colère et du malaise face aux violations des corps et des droits des fxmmes pratiquées au nom des traditions culturelles et de la religion.

Le terme “féminisme” vient effectivement d’Occident. Cela signifie-t-il pour autant qu’il s’oppose aux valeurs africaines? Existe-t-il une forme particulière de féminisme africain? Ce terme peut-il s’adapter aux combats des fxmmes d’Afrique? Le féminisme africain est ancré dans les contextes et les systèmes de valeurs locaux, et s’inspire également de la lutte contre le colonialisme. Tous les militants s’unissent dans le combat contre certaines pratiques abjectes comme les mutilations génitales féminines, les mariages et les grossesses chez les très jeunes filles, et dans la remise en question des visions traditionnelles du mariage et de la famille. Il faut mettre un terme à tout cela. À quoi servent ces traditions sinon à faire du mal aux fxmmes et à les maintenir sous le joug des hommes? Faut-il

SOURCE



MAIL & GUARDIAN

Johannesburg,
Afrique du Sud
Hebdomadaire
mg.co.za

Fondé en 1985, sous le nom de *Weekly Mail*, ce titre résolument à gauche a été banni trois ans plus tard par le régime de l’apartheid en raison de ses critiques. Il a été remis à flot en 1993 par le *Guardian* et a été acheté en 2017 par un fonds d’investissement américain.

vraiment accepter ces facettes de notre culture ?

“La culture ne crée pas les gens. Les gens créent la culture”, affirme l’auteur nigériane Chimamanda Ngozi Adichie dans une conférence TED intitulée “Nous sommes tous des féministes” [adaptée en livre et publiée chez Gallimard en 2015]. Elle témoigne du sexisme manifeste qui règne dans son pays natal, où les pratiques traditionnelles et le patriarcat sont encore solidement ancrés. Elle décrit également la façon dont les normes se construisent socialement et s’enracinent au fil du temps, mais assure qu’elles peuvent évoluer, à condition de changer nos habitudes. “Si nous faisons sans arrêt la même chose, cela devient normal. Si nous voyons sans arrêt la même chose, cela devient normal.” Nous avons la possibilité de bâtir de nouvelles normes.

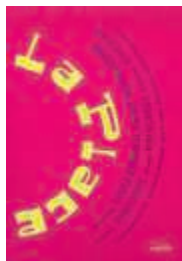
Avons-nous encore besoin du féminisme ? demanderont peut-être certaines personnes, y compris des femmes. Oui, trois fois oui ! Il est plus indispensable que jamais, car les droits des femmes, conquis de haute lutte, sont en pleine régression. Si cette évolution est en partie liée à la pandémie de Covid-19, elle s’explique aussi par un autre facteur, plus inquiétant : le rejet brutal des droits des femmes par les décideurs politiques et les gouvernements conservateurs, accompagné d’un recul de la démocratie dans de nombreux pays du monde.

En Afrique du Sud, les femmes ont milité et obtenu de nombreux droits au cours des cinquante dernières années. Sur le papier, nous nous en sortons bien. De tous les pays de la Communauté de développement de l’Afrique australe [qui rassemble 16 membres], nous sommes celui qui compte le plus de femmes députées. L’avortement est autorisé sur simple demande [jusqu’au troisième mois de grossesse], chacun a le droit d’aimer et d’épouser qui il veut, et de nombreuses lois et politiques publiques font progresser et défendent les droits des femmes et l’égalité des genres. Mais, dans les faits, le taux des violences, notamment sexuelles, envers les femmes reste très élevé, les morts liées à la grossesse ou à l’accouchement demeurent nombreuses, en grande partie à cause d’avortements pratiqués dans de mauvaises conditions sanitaires. Les femmes sont les plus touchées par la pauvreté, le chômage ou l’emploi précaire, leur présence dans les instances gouvernementales est en recul, et elles sont sous-représentées dans la plupart des milieux professionnels et sociaux. Voilà pourquoi nous avons encore besoin du féminisme – et ce ne sont là que quelques exemples.

Je veux rendre ici hommage aux figures emblématiques de la marche des femmes de 1956 [à Pretoria] : Albertina Sisulu, Helen Joseph, Lilian Ngoyi, Rahima Moosa et Sophia Williams-De Bruyn. Si ces militantes ne se qualifiaient pas de féministes à l’époque, elles incarnent à mes yeux ce que ce mouvement a de meilleur. Il est temps de se réapproprier ce mot, et de revendiquer notre féminisme avec audace et fierté, car nous croyons en un monde juste et équitable. C’est aussi simple que cela.

—Susan Tolmay
Publié le 5 août

La revue



LA PLACE

Cette revue bilingue arabe-français, dont le premier numéro a été publié par les éditions Motifs, se veut porteuse d’un féminisme à la fois universel et intime.

La dessinatrice

CHARLENE KOMUNTALE

est une artiste qui vit et travaille à Kampala, capitale de l’Ouganda. Dans sa série de peintures numériques *Not Fragile*, elle met en scène des femmes noires afin de décentrer la perspective artistique dominante.

← Autumn Dresses, 2021 (série *Not Fragile*).
Charlene Komuntale, Ouganda. Courtesy Afriart Gallery.

“Le Hirak a fédéré nos combats”

Née dans l’effervescence du mouvement de contestation en 2021, la revue *La Place* est portée par les militantes Saadia Gacem et Maya Ouabadi, qui souhaitent reprendre le flambeau du féminisme algérien.

COURRIER INTERNATIONAL : Comment et pourquoi est née *La Place* ?

MAYA OUABADI : *La Place* s’inscrit dans la suite d’une précédente revue, *Fassl* [“chapitre” en français]. Ce premier projet des éditions Motifs est né du désir de couvrir un champ qui me semblait inexploité en Algérie, celui de la critique littéraire. Outre ce manque, la question féministe est tout aussi absente dans l’Algérie actuelle. Or j’ai découvert des archives de revues féministes algériennes des années 1970 et 1980. Ces revues n’existaient plus, mais le militantisme avait perduré. Ces revues étaient féministes, même si le terme n’apparaissait pas. *La Place* s’inscrit dans cette lignée éditoriale. **SAADIA GACEM :** Je suis militante féministe au sein de collectifs et d’associations et j’ai milité lors du Hirak [mouvement de contestation du pouvoir algérien né en 2019]. Le Hirak a, pour moi, signé le renouveau, l’apogée et l’approfondissement national du féminisme en Algérie. Il y a toujours eu des revendications isolées, notamment par

rapport à l’abrogation du Code de la famille, les violences, les féminicides. Le Hirak a permis d’agglomérer tous ces mouvements et de les mettre en résonance les uns avec les autres.

***La Place* est un objet à la fois littéraire, iconographique et académique, par ailleurs bilingue arabe-français. Pourquoi ce format qui explose tous les cadres ?**

M. O. : Nous avons voulu créer un espace qui permette de développer une pensée critique tout en montrant le travail des artistes femmes, une forme voyante, flashy, imposante car

nous voulions être vues et entendues. *La Place* incite à prendre son temps pour réfléchir, lire, se poser. Nous n’avons pas de lecteur type mais nous nous adressons à un large public. Les textes restent accessibles, non jargonnant.

S. G. : Le bilinguisme s’imposait pour toucher un maximum de lectrices et lecteurs. La nouvelle génération est en outre beaucoup plus arabophone que francophone. Le prix, 2 000 dinars [soit environ 14 euros le numéro, annuel], a été pensé pour qu’il ne soit pas un obstacle insurmontable. Nous comptons diffuser, par la suite, les contenus sur Internet.

Vous avez dit vouloir tisser des liens entre l’universel et l’intime. Comment rendre compte de cette tension ?

M. O. : La question de l’intime reste délicate en Algérie. Le moyen d’en parler au mieux est de publier des autrices qui, à partir de leur expérience, font écho à d’autres expériences. Les témoignages publiés dans la rubrique santé, par exemple, sont plus efficaces parfois qu’un article désincarné. C’est un principe qui vaut pour toutes les autres rubriques. Et puis nous voulons aussi montrer que les femmes peuvent être expertes sur de nombreux problèmes, comme l’économie, le pétrole, la géopolitique.

S. G. : Je ne pense pas qu’il existe une écriture féminine. En revanche, il y a une écriture de l’expérience des femmes. Il est donc possible d’écrire sur tous les sujets à partir d’expériences singulières. Le roman d’Annie Ernaux *La Place* montre justement qu’à partir de l’intime il est possible de parler de l’universel.

—Propos recueillis par Courrier international

“Les femmes sont jugées très sévèrement lorsqu’elles montrent de la colère, mais lorsque les femmes noires se mettent en colère, c’est catastrophique.”

Chimamanda Ngozi Adichie, ÉCRIVAINNE NIGÉRIANE

Lors d’une conférence à New York en 2022, l’auteur nigériane a tenu à souligner la discrimination et les préjugés racistes dont sont victimes les femmes noires et qui s’ajoutent au sexisme dont elles sont également victimes. Le stéréotype de la femme noire en colère est utilisé pour disqualifier leur parole. Pourtant, Chimamanda Ngozi Adichie les exhorte à ne pas renoncer à leur colère et à ne pas capituler. Elle a publié trois romans, deux essais, cinq recueils de nouvelles, un recueil de poésie, une pièce de théâtre. Elle a reçu de nombreux prix et s’est fait remarquer pour ses prises de position féministes et pro-LGBTQI. Chimamanda Ngozi Adichie est connue en France pour ses romans *Americanah* (2013) et *Chère Ijeawele, ou Un manifeste pour une éducation féministe* (2017), et son essai *Nous sommes tous des féministes. Le danger de l’histoire unique* (2014).

“Une femme libre fait peur à l’homme oriental”

Dans un entretien avec le média panarabe *Muwatin*, l’écrivaine et militante libanaise Joumana Haddad évoque sans détour la sexualité féminine et la perception “distordue” de la virilité dans le monde arabe.

— **Muwatin** (extraits) Londres

MUWATIN : La société (libanaise et arabe) a l’habitude de diviser les femmes en deux groupes, celles qui sont belles mais stupides et celles qui sont intelligentes mais négligent leur apparence. Qu’en dites-vous ?

JOUMANA HADDAD : Cette perception dichotomique fait partie des choses qui “résistent” dans nos sociétés. Ni les évolutions autour de nous, ni l’ouverture au monde, ni la révolution des connaissances, ni les luttes féministes-humanistes n’ont réussi à en avoir raison. Ce lien qu’on a établi entre la forme et le fond est une des innombrables formes du machisme qui visent à dominer les femmes, partout dans le monde mais particulièrement dans notre région.

Le plus déplorable est que ces stéréotypes sont toujours transmis à énormément d’enfants. Aussi bien les garçons que les filles grandissent avec ces mystifications injustes, auxquels ils ne peuvent quasiment pas échapper.

Il faut beaucoup de temps, beaucoup d’étapes successives, beaucoup de volonté et de force de caractère pour mener la rude bataille contre l’ignorance. Nous sommes encore majoritairement des “robots” soumis à un formatage subi

SOURCE



MUWATIN

Londres, Royaume-Uni
Mensuel
muwatin.net

Ce mensuel créé en 2013 à Oman se focalise sur les questions de citoyenneté et de libertés dans le Golfe et le monde arabe. Créé par des opposants aux régimes en place dans les monarchies pétrolières, *Muwatin* (“citoyen”, en arabe) a dû fermer son bureau à Mascate avant d’être relancé depuis Londres en 2016.



à la maison, à l’école, à travers l’enseignement religieux, la télévision, les réseaux sociaux. Tout cela se dresse contre la conscience individuelle et restreint la capacité à se poser des questions et à décider pour soi-même.

Dans le même registre, les femmes sont étiquetées “sainte” ou “prostituée”. Pourquoi cette opposition réductrice ?

Aussi bien les hommes que les femmes doivent cesser d’opposer la femme sensuelle à la femme vertueuse. Une telle opposition “sainte vs prostituée” n’existe pas. Cela gâche les relations et les rend superficielles.

Toute prostituée est une sainte ; toute femme sensuelle est une femme vertueuse. Nous avons le droit, et la capacité, d’être les deux à la fois. Les hommes surtout, mais aussi les femmes, doivent cesser de trembler de peur face au désir féminin. C’est un désir indomptable, en effet, mais c’est pour cela qu’il peut être une source infinie de générosité, de plaisir et de nouvelles expériences. Que l’on en tire donc plutôt profit !

Selon vous, l’homme oriental peut-il aimer une femme rebelle ou en a-t-il peur ?

Non, il ne peut pas l’aimer, parce qu’il ne la comprend pas. Il vaudrait mieux dire qu’il la désire. Elle l’attire tel un aimant, mais en même temps elle l’effraie. Parce que c’est une femme libre, et parce que tout ce qui est libre fait peur à l’homme oriental et machiste.

Fondamentalement, ce genre d’hommes s’imaginent que la virilité réside dans la capacité à soumettre (et parfois à violenter) ceux qui sont physiquement, économiquement, politiquement ou socialement plus faibles. Ils imaginent qu’en le faisant ils peuvent masquer leurs peurs. Or c’est une distorsion de la virilité. C’est une façon de se réfugier dans quelque chose qui est tout à fait à l’opposé de la virilité.

Dans votre livre *Superman est arabe*, vous évoquez votre athéisme. N’avez-vous pas peur de perdre des sympathisants ?

Je n’écris pas, ne pense pas, ne vis pas pour susciter la sympathie des gens et gagner en popularité. Je le fais pour être en accord avec mes convictions, avec mes principes, avec mes rêves et avec les nombreuses voix qui se font entendre en moi. Je pense et j’écris pour exercer



INTERVIEW

mon droit à être celle que je suis, sans fard, sans complaisance, sans concessions.

J'estime que les droits des femmes ne s'accordent pas avec les religions. Et j'ai le droit de dire ouvertement ce que je pense. J'ai également le droit de ne pas être croyante. Tout comme des femmes croyantes ont le droit de penser et de dire que les religions honorent la femme. Ce qu'elles n'ont pas le droit de faire, ni elles ni personne d'autre, c'est de me priver de mon droit – et de priver les autres du leur – à défier certaines croyances ou convictions.

Dans le monde arabo-musulman, la liberté sexuelle est souvent associée à la débauche, à l'impureté ou à la prostitution. Qu'en pensez-vous ?

Il n'y a pas d'impureté en matière de sexualité. Chacun est libre de disposer de son corps comme il l'entend. L'impureté, l'indécence, la prostitution – la vraie – se situent aux niveaux intellectuel, politique, économique, idéologique et religieux. L'impureté et l'indécence, c'est la

“L'IMPURETÉ ET L'INDÉCENCE, C'EST LA TYRANNIE, LA RÉPRESSION, LA CORRUPTION, LA DIABOLISATION DE L'AUTRE.”

tyrannie, c'est la répression, c'est la corruption, c'est le pillage des ressources, c'est le lavage de cerveaux, c'est la diabolisation de l'autre.

De même, une vie sexuelle “responsable” n'est pas une vie sexuelle “respectueuse des normes morales”. Pour moi, la responsabilité réside dans le fait de se protéger contre certaines maladies (sexuellement transmissibles) ou une grossesse non désirée.

Une chose doit être claire pour tout le monde : la femme adulte est la seule et unique personne qui décide de ce qu'elle fait de son corps, d'avoir des relations sexuelles avec mille hommes (ou femmes) ou de ne pas en avoir du tout.

L'excision est aujourd'hui sévèrement punie, et la chirurgie réparatrice du clitoris s'est répandue. Est-ce la reconnaissance du désir féminin, à égalité avec celui des hommes ?

Quelle reconnaissance ? De quel désir ? S'il n'y avait pas eu des campagnes internationales à répétition contre l'excision, aucune décision n'aurait été prise dans ce domaine. Quel responsable arabe se préoccupe réellement du désir féminin et du droit des femmes au plaisir sexuel ? Dans la mentalité machiste qui domine nos régimes et nos sociétés, seul l'homme prend du plaisir. Pour lui, c'est un “droit” inscrit dans les lois religieuses. Et la femme n'est là que pour le lui procurer, selon son “devoir sacré”. Rares sont les partenaires qui accordent de l'importance au plaisir de la femme. Et parmi eux, beaucoup ne s'en préoccupent que pour se rassurer sur leur propre puissance sexuelle, non parce qu'ils se soucient vraiment du plaisir de la femme.

— **Propos recueillis par Yara Al-Youssef**
Publié le 26 mai



“Je suis Sanna Marin”

La dessinatrice

TATJANA JUNKER est une illustratrice indépendante installée à Berlin. Elle met son style de dessin expressif, spontané et souvent coloré au service de sujets sérieux. Avec une préférence pour les perspectives féministes.

← *Dessin de Tatjana Junker, Allemagne.*

Engagement environnemental, adhésion à l'Otan, gestion de la pandémie... La Première ministre finlandaise a enchaîné les bons points depuis sa prise de fonctions, fin 2019. Avant d'être la cible de vives critiques à la fin de l'été à cause d'une soirée privée.

Qu'est-ce qui peut bien pousser une chef d'État à devoir présenter des excuses publiques, au bord des larmes, et à rappeler simplement “*Je suis humaine*” ? Le 24 août dernier, Sanna Marin est obligée de prendre la parole à la suite de la publication de vidéos la montrant en train de faire la fête, buvant et dansant dans un appartement privé, à Helsinki. “*Je n'ai pas raté un seul jour de travail. J'ai envie de croire que les gens prêtent plus attention à notre travail qu'à ce que nous faisons de notre temps libre.*”

Les gens peut-être, mais pas une certaine partie de l'opposition. À l'extrême droite, on se délecte de ce faux pas de la Première ministre finlandaise, 36 ans, dont l'ascension politique semblait jusque-là “sans encombre”.

Plus jeune dirigeante élue au monde lorsqu'elle prend ses fonctions, en 2019, à la tête du Parti social-démocrate, Sanna Marin est “une bouffée d'air frais nécessaire à son parti, attirant une base d'électeurs plus jeunes dont il avait grand besoin”, rappelle **The Guardian**. Depuis sa prise de fonctions, elle a été saluée pour son leadership pendant la pandémie, sa gestion de la crise avec la Russie – avec qui la Finlande partage 1340 kilomètres de frontière –, et pour l'objectif environnemental inédit qu'elle a fixé à son pays : la neutralité carbone d'ici à 2035.

Mais quand les médias du monde entier se font le relais de ces images d'elle à une fête privée, que le parti populiste les Vrais Finlandais réclame qu'elle se soumette à un test de dépistage de drogues (qui reviendra négatif), et que les tabloïds finlandais la surnomment “*Sanna la fête*”, la Première ministre n'a d'autre choix que de faire amende honorable.

Pour cette journaliste de **El País**, ce qui pose problème, ce n'est pas tant ce que fait Marin, mais bien ce qu'elle représente : “*Un leadership jeune et féminin*”, “*loin de l'hypermasculinité de Poutine*”, qui défie les autocraties et les représentants de l'ancien monde. “*Il en découle un changement idéologique difficilement contestable, mais, au fond, il est normal que l'image détendue et joyeuse d'une femme capable d'affronter le militarisme de Poutine fasse court-circuiter certains cerveaux. Je ne sais pas vous, mais moi, je me sens tout à fait représentée par Sanna Marin, avec qui j'adorerais boire, danser et bavarder.*”

Après sa vidéo de mea culpa, de nombreuses Finlandaises lui ont apporté leur soutien sur les réseaux sociaux, et même Hillary Clinton, bien placée pour savoir que les femmes au pouvoir dérangent. Postant une photo d'elle dansant alors qu'elle était secrétaire d'État des États-Unis, elle a sobrement tweeté “*Continuez de danser*”.

— **Courrier international**



Bio express

JOUMANA HADDAD

est considérée comme l'une des figures de la société civile au Liban et de la cause des femmes dans le monde arabe. Née à Beyrouth en 1970, elle a créé en 2009 le trimestriel *Jasad* (“corps”, en arabe) qui traite du corps sous tous les angles sans tabou. Elle est l'auteurice d'une dizaine d'ouvrages, dont *J'ai tué Schéhérazade*. *Confessions d'une femme arabe en colère* (2010) et *Superman est arabe* (2013), qui parlent de la condition féminine et du patriarcat dans les sociétés arabes.

“Les femmes ont de plus en plus accès à ce à quoi les hommes ont traditionnellement droit : la publicité, l'argent, le pouvoir.”

Franziska Schutzbach, SOCIOLOGUE, AUTRICE ET CHERCHEUSE ALLEMANDE

La décision de la Cour suprême américaine sur le droit à l'avortement montre que les schémas anciens ont la peau dure, estime Franziska Schutzbach. Les élites masculines craignent pour leur pouvoir et se sentent menacées par les avancées des droits des femmes, explique-t-elle dans une chronique publiée par la **Süddeutsche Zeitung** le 30 juin. Franziska Schutzbach est chercheuse et enseignante en Suisse, où son livre *I Will Be Different Every Time. Schwarze Frauen in Biel. Femmes noires à Bienne. Black Women in Biel*, sorti en 2020, l'a fait connaître du grand public. Son dernier ouvrage, *Die Erschöpfung der Frauen* (“L'épuisement des femmes”, inédit en français), date de 2021.



Pourquoi respecter les règles si elles sont truquées?

Plutôt que de vouloir s'insérer à tout prix dans un système fondamentalement inégalitaire, les femmes feraient mieux de changer de stratégie et d'entrer en dissidence, comme d'autres l'ont fait depuis les années 1970, plaide l'essayiste américaine Lux Alptraum.

Lexique

EMPOWERMENT DISEMPOWERMENT

“Capacitation”, “pouvoir d’agir”, “autonomisation” et même “empouvoirement”... Les tentatives pour traduire le terme *empowerment*, apparu dans les années 1970 aux États-Unis, abondent. Sans véritable équivalent en français, ce mot évoque la capacité d’autonomisation et d’action de chacun sur son environnement. Dans leur article paru en 2013 et intitulé “L’empowerment, un nouveau vocabulaire pour parler de participation?”, la sociologue française Marie-Hélène Bacqué et l’économiste américaine Carole Biewener soulignent que “dans ses versions radicales et féministes l’empowerment désigne un ‘processus sociopolitique’ qui articule une dynamique individuelle d’estime de soi et de développement de ses compétences avec un engagement collectif et une action sociale transformative”. Le concept opposé de *disempowerment* s’apparente lui à une stratégie de dissidence ou d’autonomisation volontaire vis-à-vis d’un système structurellement inégalitaire.

—The New York Times (extraits)
New York

Le féminisme à la mode depuis le début du *xxi*^e siècle repose sur l’*empowerment* [lire *ci-contre*] et exhorte les femmes à prendre leur destin en main. Un discours glamour, relayé par les célébrités, saupoudré de slogans comme “*et pourtant, elle y est arrivée*” ou “*les filles, vous êtes les meilleures*”.

Une manière de dire que si les femmes font preuve de compétence et de détermination, elles finiront par obtenir l’égalité.

Cette forme de féminisme a pris plusieurs formes – de *Lean In* [du nom du livre de l’ancienne directrice de Facebook Sheryl Sandberg, traduit en français sous le titre *En avant toutes*] à la Marche des femmes, en passant par le hashtag #girlboss, pour ne citer que quelques-unes de ses déclinaisons.

Mais le prédicat est le même : si nous restons au sein du système, le système finira par nous donner ce que nous réclamons. Si nous nous démenons, votons comme il faut, faisons preuve de détermination et osons courageusement partager des vérités qui font mal, nous finirons par y arriver.

Les adeptes de ce féminisme peuvent se targuer de nombreux succès : aujourd’hui, aux États-Unis, plus d’un quart des sièges du Congrès, près d’un tiers des sièges des assemblées d’États, près de la moitié des sièges de la Cour suprême [quatre sur neuf] et le poste de vice-présidente sont tous occupés par des femmes.

Le nombre de femmes à la tête des plus grandes entreprises continue d’augmenter (même si l’écart avec les hommes est encore énorme) et le mouvement #MeToo a montré que, si les femmes s’expriment en nombre suffisant, elles sont capables de faire tomber les prédateurs, même les plus puissants, comme Harvey Weinstein.

Brésiliennes pionnières. Malgré tous ces plafonds de verre brisés, ce féminisme n’a pas tenu ses promesses. Les femmes ont beau être représentées en grand nombre au Congrès et à la Cour suprême, nous avons quand même perdu le droit constitutionnel d’avorter.

Le mouvement #MeToo a beau avoir dénoncé de nombreux prédateurs influents, un grand nombre restent au pouvoir, et certains des accusés – Johnny Depp et Marilyn Manson par exemple – ont retourné les accusations contre leurs victimes en lançant des procédures de diffamation (avec succès pour Johnny Depp).

Alors que les droits que nous croyions acquis s’évaporent, il est difficile de ne pas se sentir flouées. Qu’est-ce que nous avons raté?

Plutôt que de nous en vouloir, nous devrions peut-être remettre en cause notre stratégie. Pour pouvoir s’émanciper, les femmes doivent vivre dans un système juste, qui récompense leurs efforts, respecte leur intégrité et encourage l’honnêteté et la vérité.

Or dans un système biaisé – qui essaie de discrediter les femmes et les filles, qui nous force à effectuer des contorsions inutiles et préfère nous décourager plutôt que d’écouter ce que

nous avons à dire –, continuer à vouloir changer les choses n'a plus aucun sens. Pour obtenir le droit à l'avortement au Texas, il faudra autre chose que des hashtags. Alors pourquoi respecter les règles si ces dernières sont truquées ?

Et si au lieu de ce féminisme volontariste, nous nous mettions au *disempowerment* [lire p. 44] ?

Plutôt que chercher l'approbation et la validation d'un système injuste, pourquoi ne pas rejeter la légitimité de ce système pour tout recommencer à partir de là ? Quelles forces serions-nous capables de mobiliser si nous reconnaissons que les dés sont pipés et que le mieux est d'abandonner la partie au lieu de vouloir la gagner à tout prix ?

Cette idée n'est pas nouvelle. Tout au long de l'histoire, de nombreux groupes marginalisés ont choisi d'entrer en dissidence. Et c'était le meilleur chemin, voire le seul, pour atteindre leurs objectifs. Aux États-Unis, le mouvement des droits civiques ou le mouvement LGBTQI

“DES MILITANTES ONT DÉJÀ REJETÉ LES RECOURS OFFICIELS. EN INDE, LE GULABI GANG MANIE LE BÂTON CONTRE LES VIOLEURS ET LES PRÉDATEURS.”

n'auraient jamais obtenu de telles avancées s'ils étaient restés à leur place et avaient demandé poliment plus de droits. Les peuples colonisés du monde entier ont réussi à se débarrasser de leurs oppresseurs en refusant de reconnaître la légitimité des systèmes qui les assujétissaient.

Ces stratégies, souvent décriées par le féminisme classique car considérées comme trop militantes, n'ont rien à voir avec le féminisme de Pinterest ou d'Instagram – une version du féminisme qui exclut trop de femmes victimes du racisme systémique et des inégalités.

La relève écoféministe

●●● Leah Thomas est une jeune écoféministe africaine-américaine qui s'est fait connaître grâce à son compte Instagram, “Green Girl Leah”. À la veille de la Journée mondiale pour les droits des femmes, le magazine américain **Teen Vogue** a publié des extraits de son premier livre. Dans *The Intersectional Environmentalist. How to Dismantle Systems of Oppression to Protect People + Planet* (“L'écologie intersectionnelle : comment démanteler les systèmes d'oppression pour protéger la population + la planète”, inédit en français), elle explique que “l'écoféminisme est à la fois une philosophie et un mouvement qui met en lumière la double oppression des femmes et de l'environnement comme enracinée dans les structures patriarcales”. Elle défend une approche intersectionnelle de l'écologie et du féminisme en prenant en compte d'autres facteurs comme la classe, l'appartenance ethnique, l'orientation sexuelle et la religion. “Je crois que vous ne pouvez pas sauver la planète sans démanteler les systèmes d'oppression, et un argument central du livre est que la justice sociale et la défense de l'environnement vont de pair”, écrit-elle. De plus en plus de jeunes s'identifient à ce combat protéiforme.

“Il ne s'agit pas seulement de moi. Il y a tout juste quelques mois, une femme sous-officier s'est suicidée après avoir été victime de harcèlement sexuel. J'ai été témoin de ce genre de scandale presque tous les jours... Mais les affaires sont étouffées.”

Dongyoun Cho, ANCIENNE MILITAIRE ET UNIVERSITAIRE CORÉENNE

En 2021, Dongyoun Cho est nommée à la coprésidence du groupe de campagne de Lee Jae-myung, le candidat démocrate à l'élection présidentielle. Trois jours plus tard, elle est contrainte à la démission car un youtubeur l'accuse d'avoir eu un enfant hors mariage. Le scandale devient national et Dongyoun Cho pense même au suicide, explique-t-elle au **Guardian** dans un article publié le 18 septembre, à retrouver sur notre site. Elle y raconte son histoire pour aider d'autres femmes.

J'ai commencé à me dire que les féministes pourraient peut-être en finir avec ces luttes convenables en parlant avec l'artiste Emma Sulkowicz. Cette dernière s'est fait connaître avec sa performance intitulée *Mattress Performance (Carry That Weight)*. Elle a porté un matelas sur le campus de l'université Columbia tout au long de l'année universitaire 2014-2015 en signe de protestation. La direction de l'université avait en effet refusé de croire qu'elle avait été violée par un étudiant.

La performance de Sulkowicz était délibérément gênante, et c'est elle qui m'a suggéré ce mot de *disempowerment* comme une autre manière d'aborder l'engagement féministe.

Dans sa quête de justice, elle s'était heurtée à un mur à plusieurs reprises. La police n'a pas donné suite à sa plainte, et l'université a jugé que l'étudiant qui l'avait violée n'était pas responsable. Révéler publiquement ce qu'elle avait vécu lui a valu un grand nombre de soutiens tout en l'exposant au harcèlement. Pour se faire entendre, elle était passée par la procédure normale et pourtant elle avait le sentiment d'avoir été flouée. Si le système n'était pas à son service, pourquoi continuer d'y appartenir ?

Le féminisme du *disempowerment* ne se borne pas à des projets artistiques ou à la théorie, il a aussi des applications concrètes. Les exemples de féministes qui ont choisi de briser les conventions sociales ou d'entrer dans l'illégalité une fois les recours institutionnels épuisés ne manquent pas.

Certaines de ces militantes ont rejeté les recours juridiques officiels en faveur de solutions moins conventionnelles. Les centres d'aide aux victimes de viol aux États-Unis, par exemple, travaillent avec les femmes depuis le début des années 1970 et les soutiennent que la victime ait choisi ou non de porter plainte à la police. D'autres s'aventurent aux confins de la légalité : des groupes d'autodéfense comme le Gulabi Gang, en Inde, arborent un sari rose, mais manient aussi le bâton contre les prédateurs et les violeurs.

Les militantes du droit à l'avortement se sont également tournées vers ce genre de stratégies clandestines. Avant que l'arrêt *Roe vs Wade* n'accorde aux Américaines le droit à l'avortement,

un groupe de femmes, le collectif Jane, aidait déjà les femmes à avorter en minimisant les risques depuis plusieurs années. En tout, 11 000 procédures ont été engagées avant 1973.

Il y a eu aussi ces Brésiliennes qui s'étaient rendu compte que le médicament contre les ulcères, le misoprostol, permettait de mettre un terme à une grossesse non désirée et sont devenues les pionnières de l'IVG médicamenteuse.

Dans d'autres pays où l'IVG est très encadrée ou interdite, les militantes féministes vont encore plus loin. Les réseaux d'aide à l'avortement, que l'on trouve dans le monde entier, notamment en Amérique latine et dans certaines régions d'Afrique, fonctionnent en dehors des services de santé officiels. Cela ne les empêche pas d'accompagner un grand nombre de femmes. Certaines associations permettent même aux femmes d'avoir recours à des IVG médicamenteuses alors que le deuxième trimestre de la grossesse est déjà bien avancé.

Cela ne veut pas dire que le féminisme du *disempowerment* soit une stratégie idéale. C'est toujours mieux de remporter des victoires par les moyens légaux, de voir nos droits reconnus à tous les niveaux de la société – et le vote reste évidemment un outil de première importance. Mais il vient nous rappeler que, même lorsque le système est conçu pour nous opprimer, personne ne peut nous enlever notre volonté, notre intégrité et notre autonomie.

—Lux Alptraum
Publié le 29 juillet

L'autrice

LUX ALPTRAUM

est une essayiste et créatrice de podcasts américaine. Son dernier podcast, intitulé *Say You're Sorry*, pose la question des excuses publiques, de la pop culture aux réparations historiques. Elle est également l'autrice de l'ouvrage *Faking It. The Lies Women Tell About Sex – and the Truths They Reveal* (“Simuler : les mensonges des femmes sur le sexe et les vérités qu'ils révèlent”, inédit en français), paru en 2018 aux États-Unis chez Basic Books.

La dessinatrice

ALBA BLAZQUEZ

est graphiste le jour et illustratrice la nuit. Cette trentenaire espagnole a appris seule l'illustration, un passe-temps devenu un moyen pour elle de canaliser ses émotions, ses désirs et ses peurs.

← Dessin d'Alba Blazquez, Espagne.

trans-
versales.

économie

Sciences.....48
Signaux.....49

Le dollar, trop fort pour le reste du monde

Monnaie. La banque centrale américaine a pris des mesures énergiques pour juguler l'inflation aux États-Unis. Mais du Nord au Sud, les économies souffrent de la revalorisation du billet vert.

—The New York Times
(extraits) New York

La détermination de la Réserve fédérale [la Fed, la banque centrale américaine] à juguler l'inflation aux États-Unis en relevant les taux d'intérêt malmène les autres pays, faisant grimper les prix, gonfler le coût de la dette et augmenter le risque de profonde récession.

Ces hausses des taux dopent le dollar et créent des turbulences économiques dans les pays, riches comme pauvres. En Grande-Bretagne et sur une bonne partie du continent européen, la force du dollar vient alimenter une inflation aiguë. Lundi [26 septembre], la livre a atteint son plus bas niveau face au dollar, après que les investisseurs ont désapprouvé les baisses d'impôts et le plan de relance budgétaire annoncés par le gouvernement.

La Chine, qui scrute sa monnaie à la loupe, a fixé le cours de référence du yuan à son niveau le plus bas depuis deux ans, tout en prenant des mesures pour piloter cette baisse. Au Nigeria et en Somalie, où la famine guette déjà, la hausse du dollar tire vers le haut le prix des importations - denrées alimentaires, carburants et médicaments. Elle rapproche l'Argentine,

l'Égypte et le Kenya, criblés de dettes, d'un défaut de paiement, et risque de décourager les investissements étrangers dans les marchés émergents comme l'Inde et la Corée du Sud.

“Pour le reste du monde, c'est une situation sans issue”, observe Eswar Prasad, professeur d'économie à l'université Cornell [dans l'État de New York] et auteur de plusieurs livres sur les monnaies. En même temps, précise-t-il, la Fed n'a pas d'autre choix que de prendre des mesures énergiques pour enrayer l'inflation : “Tout attermoisement risque de faire déraiser la situation.”

Les décisions stratégiques prises à Washington ont souvent des répercussions à grande échelle. Les États-Unis sont une superpuissance : ils possèdent la première économie du monde et de copieuses réserves de pétrole et de gaz naturel. Sur la scène financière et commerciale mondiale, leur influence est considérable.

Dans un monde angoissé, le dollar a toujours été un symbole de sécurité.

Cela tient au fait que le dollar est la monnaie de réserve du globe - celle dont les multinationales et les établissements financiers, quel que soit leur pays d'implantation, se servent le plus souvent pour fixer les prix et régler leurs transactions. L'énergie et l'alimentation sont généralement libellées en dollars sur les marchés mondiaux. C'est vrai aussi d'une bonne partie de la dette des pays en développement. Près de 40 % des échanges mondiaux se font en dollars, que les États-Unis en soient parties prenantes ou non, selon le Fonds monétaire international.

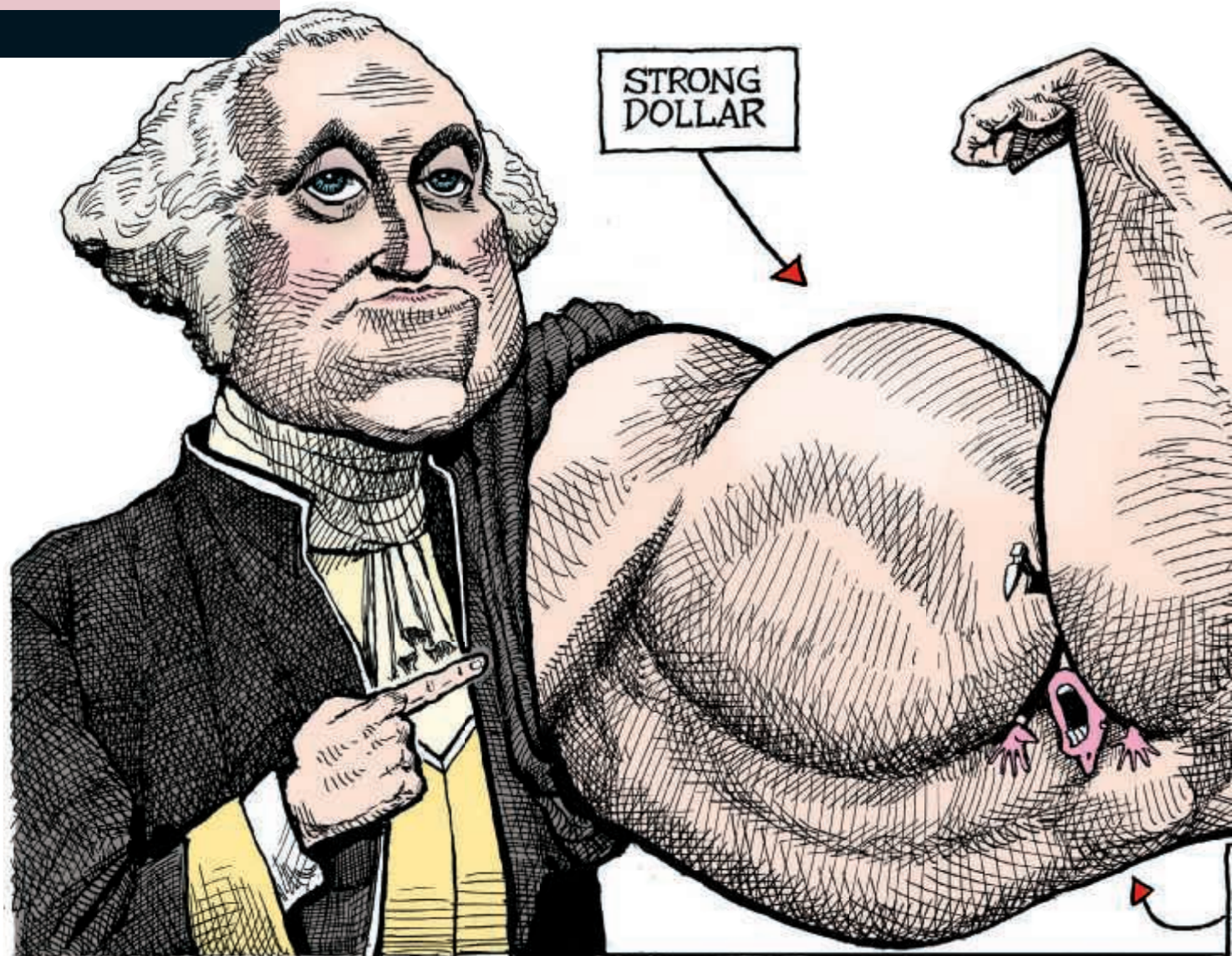
Or la valeur du dollar, comparée à celle d'autres grandes devises, n'avait pas été aussi élevée depuis des dizaines d'années. Pour la

↓ Un dollar fort - Les marchés financiers. Dessin de Kal paru dans *The Economist*, Londres.

première fois depuis 2002, l'euro, en usage dans 19 pays européens, a atteint la parité parfaite avec le dollar en juin. Le dollar fort fait également souffrir le real brésilien, le won sud-coréen et le dinar tunisien.

Cela s'explique en partie par la succession de crises qui ont secoué le globe, dont la pandémie de Covid-19, les goulets d'étranglement sur les chaînes logistiques, l'invasion de l'Ukraine par la Russie et une série de catastrophes climatiques qui ont perturbé l'approvisionnement alimentaire et énergétique dans le monde entier.

Dans un monde angoissé, le dollar a toujours été un symbole de stabilité et de sécurité. Plus la situation se dégrade, plus les gens achètent des dollars. Ajoutez à cela que les perspectives économiques pour les États-Unis, quoique sombres, restent néanmoins plus reluisantes que dans la plupart des autres régions.



Cet enchaînement inhabituel d'événements, en provoquant une contraction de la demande mondiale, aggrave la situation dans des pays qui auraient pu profiter d'une monnaie dévalorisée pour exporter plus de biens, dont les prix ont baissé. Une monnaie fragile peut parfois faire office de "mécanisme tampon" amenant les pays à importer moins et à exporter plus, analyse Eswar Prasad. Mais, aujourd'hui, beaucoup "ne voient pas les avantages d'une croissance accrue". Par contre, ils doivent payer plus cher leurs importations de produits de base, comme le pétrole, le blé ou les produits pharmaceutiques, ainsi que leurs échéances de dettes, qui se comptent en milliards de dollars.

Il y a un an seulement, 100 dollars de pétrole ou un remboursement de 100 dollars de dette coûtaient 1 572 livres égyptiennes, 117 655 wons coréens et 41 244 nairas nigériens. Supposons qu'il n'y ait pas eu de hausses des prix ou d'inflation. Aujourd'hui, par le seul fait d'un billet vert fort, ces mêmes 100 dollars coûteraient 1 950 livres égyptiennes, 143 158 wons et 43 650 nairas.

Pendant ce temps, le consommateur américain fait des affaires. L'année dernière, une boîte de thé britannique à 12 livres coûtait 16,44 dollars, contre 13,03 dollars aujourd'hui. La boîte de chocolats belges à 50 euros est passée de 58,50 dollars à 48,32 dollars. La baisse du prix des importations contribue à la maîtrise de l'inflation.

Jason Furman, professeur d'économie à Harvard et ancien conseiller économique en chef du gouvernement Obama, observe : "Je ne me souviens pas de la dernière fois où ce problème s'est présenté : un dollar fort exporte l'inflation à travers le monde et permet aux États-Unis de réguler la leur."

Si la situation est aussi tendue, c'est parce que

beaucoup de pays ont laissé filer leur dette outre mesure pour amortir le choc de la pandémie. Aujourd'hui, ils doivent remettre la main au portefeuille à l'heure où les prix de l'alimentation et de l'énergie explosent.

En Indonésie, ce mois-ci, des milliers de manifestants, en colère contre la hausse de 30 % du prix du carburant subventionné, ont affronté la police. En Tunisie, la pénurie de denrées subventionnées, comme le sucre, le café, la farine et les œufs, a entraîné des

Pour la première fois depuis 2002, l'euro a atteint la parité avec le dollar en juin.

fermetures de cafés et a vidé les étals des marchés.

Le Brésil a revu ses taxes sur les carburants à la baisse et ses prestations sociales à la hausse, mais la flambée des prix n'en reste pas moins un casse-tête quotidien. Maria Cícera da Silva vit avec sa fille et sa petite-fille dans un appartement de 15 mètres carrés à Rocinha, quartier pauvre situé sur les hauteurs de Rio de Janeiro. "Vous allez à l'épicerie, vous achetez un produit à un certain prix", mais le lendemain il coûte plus cher, dit-elle. "C'est dur."

Une nouvelle étude sur les répercussions de la hausse du dollar sur les pays émergents montre qu'elle freine le développement économique à tous les niveaux. "On ne peut que constater les effets négatifs très marqués du dollar fort", commente Maurice Obstfeld, chercheur en économie à l'université de Californie à Berkeley, coauteur de l'étude.

À quoi s'ajoute un effet d'accumulation. Même dans des pays où l'inflation n'est pas aussi forte, les banques centrales subissent des pressions pour relever les taux d'intérêt afin de soutenir la monnaie et empêcher les prix des importations de flamber. [Depuis début septembre], l'Argentine, les Philippines, le Brésil, l'Indonésie, l'Afrique du Sud, les Émirats arabes unis, la Suède, la Suisse, l'Arabie saoudite, la Grande-Bretagne et la Norvège ont relevé leurs taux.

Malgré les dégâts induits par le dollar fort, la plupart des économistes estiment que les répercussions internationales seront

encore pires si la Fed ne parvient pas à juguler l'inflation aux États-Unis.

En même temps, cette vague de hausses des taux d'intérêt dans le monde fait craindre que les banquiers centraux n'aillent trop loin, trop vite. La Banque mondiale vient d'avertir que ces hausses concomitantes poussaient le monde vers la récession et les pays en développement vers une série de crises financières susceptibles de provoquer des "dommages durables".

Évidemment, le rôle de la Fed est de veiller sur l'économie américaine, mais certains économistes et dirigeants étrangers estiment qu'elle devrait prêter davantage attention aux retombées de ses décisions sur le reste du monde.

"Les banques centrales ont un mandat purement national", confirme Maurice Obstfeld, mais la mondialisation financière et commerciale a rendu les économies plus interdépendantes que jamais, renforçant le besoin de coopération. "Je ne crois pas que les banques centrales puissent se payer le luxe de fermer les yeux sur ce qui se passe à l'étranger."

— Patricia Cohen
Publié le 26 septembre

La livre trop faible

●●● Une "semaine totalement folle" pour l'économie britannique, résume la BBC : la présentation du minibudget de 45 milliards de livres (51,5 milliards d'euros) du gouvernement de Liz Truss le 23 septembre a précipité la crise. Le 26 septembre, la livre "tombait à son plus bas niveau jamais enregistré : 1,03 dollar". L'annonce de réductions d'impôts massives et d'un "vaste soutien" aux factures d'énergie a fait douter les marchés. Le 28 septembre, la Banque d'Angleterre lançait un programme d'achat d'obligations d'État de 65 milliards de livres pour éviter "la panique parmi les fonds de pension" et l'effondrement du système de retraites. Face aux turbulences économiques et politiques (lire page 9), le gouvernement "a fait machine arrière" le 3 octobre sur la baisse d'impôts pour les plus riches.

LA LETTRE TECH



Tous les quinze jours, l'actualité de la Silicon Valley vue des États-Unis

PHILIPPE COSTE, à New York

La Nasa cogne Dimorphos et la CIA ressuscite les mammoths

Étrange monde, tout de même, où l'on voit des "têtes d'œuf" de la Nasa, vêtues de tee-shirts bleus genre colonie de vacances, sauter comme des cabris en regardant un engin à 300 millions de dollars s'écraser contre un caillou spatial nommé Dimorphos. Ce jeu de massacre high-tech participe de la très scientifique discipline de la "défense planétaire", qui étudie les moyens possibles d'empêcher les corps célestes de percuter notre planète. L'opération Dart, achevée avec succès le 26 septembre, consistait à expédier une sonde de 600 kilos en plein dans le mille d'"un astéroïde grand comme un stade de football" à quelque 14 millions de kilomètres dans l'espace, et à observer si l'impact, à près de 30 000 km/h, devait suffisamment sa trajectoire, explique Mashable. Il importe de rappeler, comme le fait ce site d'information, que Dimorphos ne nous menaçait d'aucune manière, mais qu'il a été pris pour cible en raison de ses spécificités. Car Dimorphos n'est pas tout seul là-haut. Il est le petit satellite d'un autre astéroïde plus gros, Didymos, autour duquel il effectue une révolution complète en onze heures et cinquante-cinq minutes. Ensemble, tout à leur petite valse, les deux astéroïdes font un tour complet du soleil tous les deux ans. Et alors? Au lieu de percuter un objet céleste solitaire et d'avoir à consacrer des millions de dollars et des années d'observations (qui nécessiteraient une autre sonde spatiale) pour vérifier les changements dans sa course galactique, il suffisait de taper sur le petit Dimorphos pour savoir dans les heures suivantes, grâce à de simples télescopes terrestres, si sa trajectoire autour de Didymos avait été perturbée. En l'occurrence,

oui. Son orbite a été réduite de dix minutes à cause du choc. Il est donc vraiment possible de détourner un astéroïde...

Paris Hilton aussi aime les mammoths

Sur Terre, la CIA s'affaire à ressusciter les mammoths. On découvre grâce à The Intercept que l'agence d'espions dispose de sa propre firme de capital-risque, In-Q-Tel, et que cette dernière a investi dans Colossal Biosciences, une start-up du Texas qui veut utiliser les manipulations génétiques pour ramener à la vie ces mignons pachydermes de l'ère glaciaire. La CIA siègera au conseil d'administration aux côtés d'autres investisseurs, comme Peter Thiel, le financier de la tech, Tony Robbins, célébrité multimilliardaire du business de la motivation, Winklevoss Capital, la firme des jumeaux Tyler et Cameron Winklevoss, réputés être les véritables inventeurs de Facebook, et... Paris Hilton. L'importance du grand retour des mammoths pour la défense nationale est pour le moins mystérieuse, mais il semble que l'agence, par le biais d'In-Q-Tel, s'octroie un poste d'observation privilégié de l'innovation scientifique dans la collecte d'ADN, toujours utile pour le renseignement et l'identification de cibles, mais aussi, on ne sait pourquoi, dans le séquençage et la manipulation des gènes.—



SUR NOTRE SITE
courrierinternational.com

Inscrivez-vous sur notre site pour recevoir chaque mardi La lettre tech.



SCIENCES



Ces chercheurs qui désobéissent pour le climat

Environnement. Les activistes de Scientist Rebellion sortent de leurs laboratoires pour se coller au bitume. Cette radicalisation inhabituelle divise la communauté scientifique.



—Die Welt Berlin (extraits)

L'apocalypse n'est pas que dans la pluie torrentielle qui lessive les militants pour le climat collés à la glu à la vitrine d'une agence de la Deutsche Bank, à Munich. Elle est aussi dans leurs mises en garde sur la destruction des écosystèmes et la "folie des fossiles". Cette scène du mois de mai ne serait pas si étonnante si elle n'avait quelque chose de singulier : les militants portent des blouses blanches sur lesquelles est inscrit "Scientist Rebellion". Des scientifiques sortis de leurs laboratoires et de leurs salles de cours pour se lancer dans la désobéissance civile.

Que des chercheurs s'immiscent dans le débat public n'a rien de nouveau – songez à la pandémie. Mais les membres de Scientist Rebellion (SR) ne se contentent pas de manifester ou de participer à des débats sur les plateaux de télévision : ils mettent au placard leur devoir de réserve et se rebellent. C'est là un exercice d'équilibre où se joue leur crédibilité. En effet, bien que les

chercheurs puissent se prévaloir de la liberté d'enseignement garantie par la Constitution allemande, l'impartialité fait partie de leur déontologie. "Nous avons épuisé nos méthodes conventionnelles, argumente Nana-Maria Grüning, membre de SR. Nous n'avons plus d'autre choix pour tenter de stopper la destruction."

Face à la justice. Cette biologiste de 39 ans de l'hôpital universitaire de la Charité, à Berlin, mène des recherches sur le métabolisme des cellules. Un travail qui la confronte au quotidien avec le dérèglement climatique, la destruction des écosystèmes, le réchauffement de la planète, l'extinction des espèces – ou "l'extinction de masse", selon ses propres termes.

Engagée au sein de Scientist Rebellion, elle accroche des banderoles sur des bâtiments gouvernementaux, s'engueule sur le bitume, comme à Glasgow, pour la conférence des Nations unies sur le climat [COP26], ou à Berlin, à plusieurs reprises. Elle doit aujourd'hui répondre de ses actes devant la justice, ce

qui ne l'empêche pas de planifier d'autres actions avec ce groupe né d'Extinction Rebellion en 2020. Selon SR, le réseau compterait une centaine d'activistes en Allemagne et un millier dans une vingtaine de pays à travers le monde.

Laura Horn, chercheuse en sciences politiques à l'université de Roskilde [au Danemark], en fait partie. Cette Allemande de 42 ans travaille sur les échanges économiques mondiaux, les conflits liés à la répartition des ressources, notamment dans les pays du Sud. C'est là que ses recherches rejoignent le changement climatique. Laura Horn se dit souvent effrayée à la lecture de rapports sur le climat.

L'automne dernier, elle a participé à l'occupation d'une rue devant le ministère du Climat danois. Le fait d'avoir ainsi renoncé à son devoir de réserve ne lui pose aucun problème : "Dans les sciences, nous avons un accès privilégié aux informations. Il est de notre responsabilité de les transmettre." Pourquoi ne pas recourir aux tables rondes, aux publications dans la presse ou en coopérant avec des associations? "Nous

voulons bousculer le monde politique pour combattre la banalisation de l'état d'urgence."

Tous ses collègues du monde scientifique ne partagent pas sa position. Après son action devant le ministère du Climat, certains lui ont reproché de nuire à la réputation de l'université. Certains collaborateurs l'ont invitée à ne pas dire pour qui elle travaillait. Le militantisme ouvertement affiché fait débat.

"La science peut se référer à des normes et des valeurs, mais elle ne peut pas les imposer", écrit dans [l'hebdomadaire] Die Zeit l'historien de la médecine Urban Wiesing. À ses yeux, le fait que les manifestants portent une blouse blanche lors de leurs actions est "un abus d'autorité". La science peut émettre des recommandations, dit-il, qui s'appuient sur des présupposés normatifs. "Mais lorsqu'il s'agit de lutter politiquement contre le dérèglement climatique, on sort stricto sensu du rôle des scientifiques, puisqu'on utilise des arguments qui dépassent leur véritable autorité."

Sur ce point, deux positions s'affrontent. Certains scientifiques comme Urban Wiesing

"Nous bousculons le monde politique pour combattre la banalisation de l'état d'urgence."

Laura Horn, CHERCHEUSE EN SCIENCES POLITIQUES

considèrent que leur mission consiste avant tout à transmettre des connaissances. De l'autre côté, des chercheuses comme Nana-Maria Grüning et Laura Horn affichent leurs idéaux. Or ce faisant, elles s'exposent, et leurs institutions avec, lorsque les blouses blanches se font embarquer par la police. Car la recherche dépend des soutiens et des financements. Et sa principale monnaie d'échange est la crédibilité.

Aujourd'hui, la science inspire encore confiance, certes. Le Baromètre de la science 2021 [enquête annuelle d'une association de communication scientifique allemande] indique que 61 % des sondés se fient à la recherche et à l'enseignement. Mais lorsque les scientifiques s'exposent, cela n'est pas sans risques, notamment quand le débat public est divisé.

✓ Sur la pancarte : "La fin est ici." (le mot 'proche' est barré). Dessin de Tjeerd Royaards, Pays-Bas.

"Les scientifiques activistes sont une abomination", lit-on dans un éditorial de la Frankfurter Allgemeine Zeitung [quotidien libéral] à propos des chercheurs qui proclament ouvertement leur point de vue. La crise climatique est une "menace existentielle", réplique Nana-Maria Grüning. "C'est à nous de le faire savoir au grand public par des actions qui perturbent l'ordre des choses."

Choix stratégique. Nana-Maria Grüning paraît partager l'idée que la fin justifie les moyens : "La pollution tue chaque jour des dizaines de milliers de personnes. Et les militants qui bloquent la circulation ne sont pas les seuls à provoquer des embouteillages." Si les méthodes de SR divergent de celles de mouvements plus modérés comme Fridays for Future [la grève des jeunes pour le climat], c'est un choix stratégique. Leur exemple montre que les manifestations ne font guère avancer les choses.

Le ralliement de certains scientifiques est un indice supplémentaire de la radicalisation d'une partie du mouvement climatique. Le rapport de la revue spécialisée américaine PNAS intitulé "Climate Endgame" ["Fin de partie pour le climat"] montre que cette radicalisation touche jusqu'au monde de la recherche sur le réchauffement climatique. Ses auteurs demandent qu'on prenne davantage en compte les scénarios apocalyptiques comme l'effondrement de l'économie mondiale et la fin de l'humanité. Les scientifiques du climat seraient un peu trop enclins à se ranger du côté des scénarios les moins dramatiques pour ne pas semer la panique.

Dans cette joute pour imposer leur point de vue, les militants du climat préparent une nouvelle vague de protestations. De septembre à décembre, ils comptent occuper écoles et universités avec le slogan "End Fossil Now! Occupy!" ["La fin des énergies fossiles maintenant, occupation"]. [Le 23 septembre], Fridays for Future organisait une grève climatique mondiale. Scientist Rebellion prévoit des actions en octobre. L'Allemagne devrait être au cœur de la mobilisation internationale.

—Diana Pieper
Publié le 20 septembre

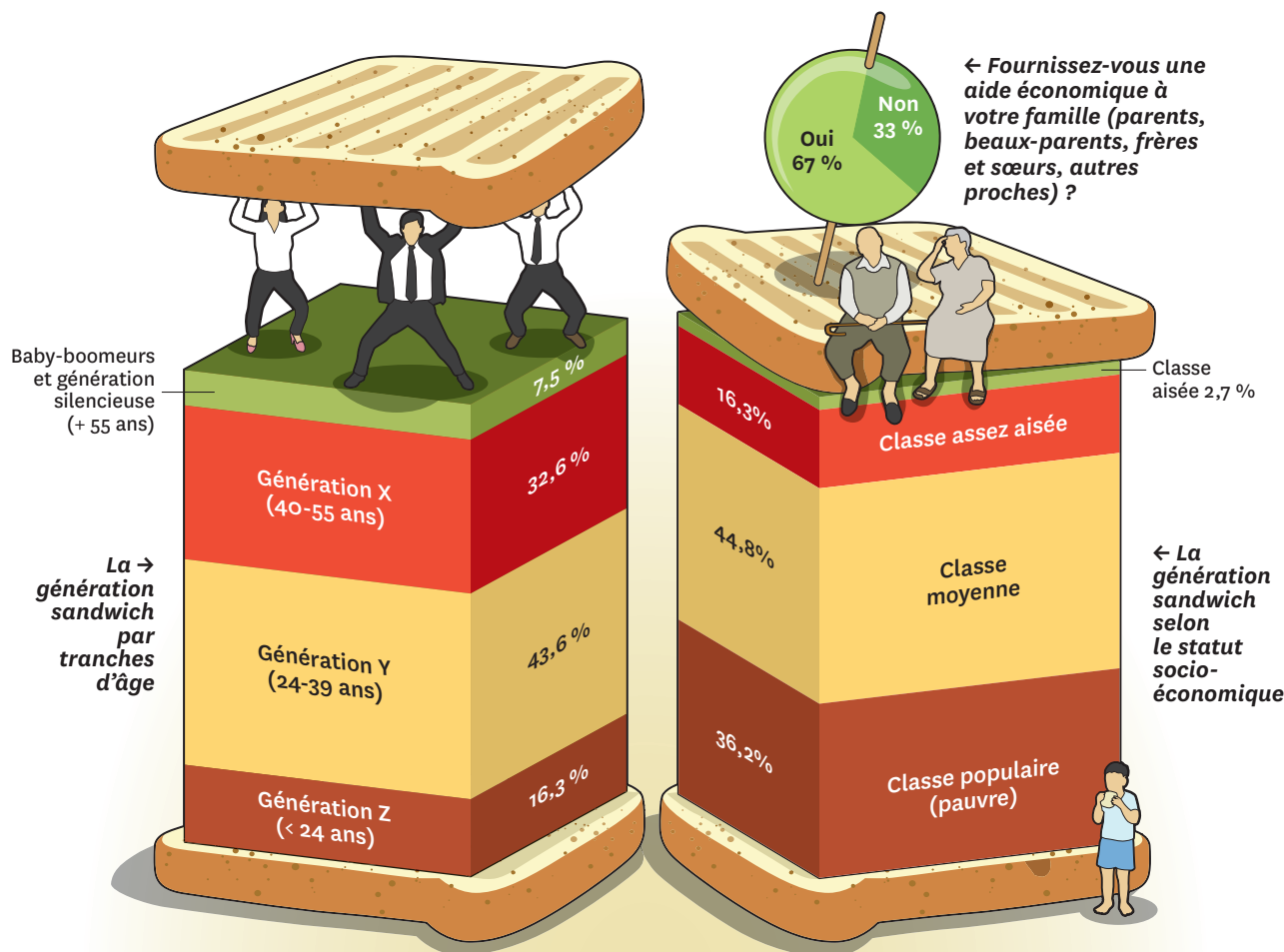


Chaque semaine, une page visuelle pour présenter l'information autrement

Enquête sur la "génération sandwich"

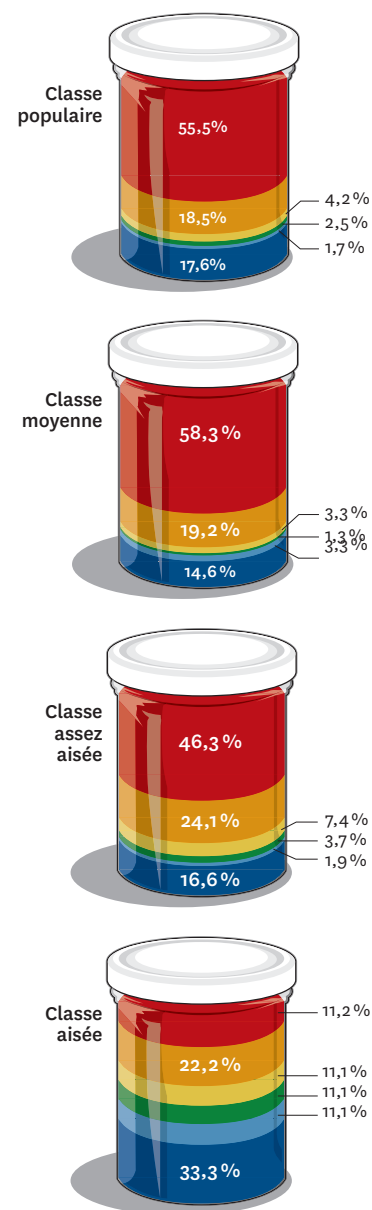
En Indonésie, un quart de la population soutient à la fois ses parents et ses enfants. Et cela est rarement perçu comme un fardeau.

QUESTIONS À LA "GÉNÉRATION SANDWICH" INDONÉSIENNE

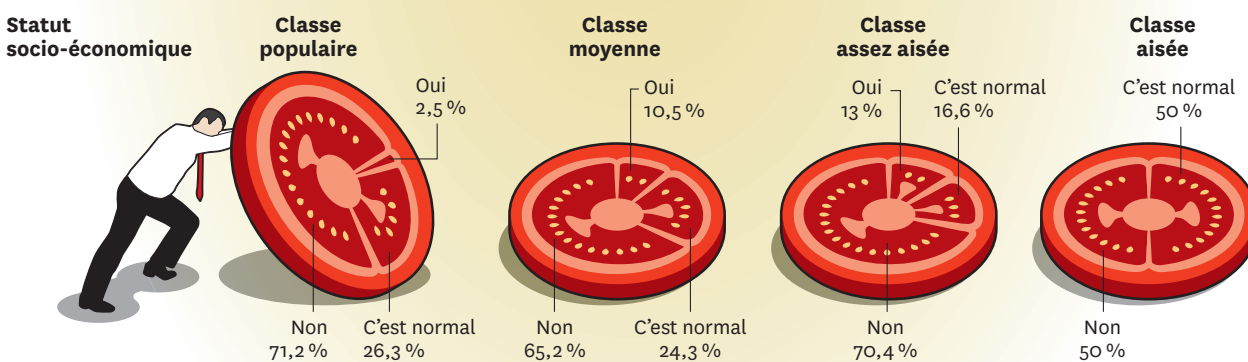


↓ Valeur de l'aide fournie selon le statut socio-économique, par mois

- < 1 million de roupies [environ 68 euros]
- de 1 à 1,9 million [de 68 à 130 euros]
- de 2 à 2,9 millions [de 137 à 199 euros]
- de 3 à 3,9 millions [de 200 à 267 euros]
- 4 millions et plus [plus de 275 euros]
- N'a pas répondu



↓ Ressentez-vous la charge de cette aide financière à vos parents, beaux-parents, frères et sœurs ou proches comme un fardeau ?



Méthode d'enquête : L'enquête par téléphone a été menée par Litbang Kompas [département de recherche et développement de Kompas] du 9 au 11 août 2022. Au total, 504 personnes âgées d'au moins 17 ans dans 34 provinces ont été interrogées. L'échantillon a été déterminé de façon aléatoire parmi les répondants du panel Litbang Kompas proportionnellement à la population. En utilisant cette méthode, le niveau de confiance est de 95%.

SOURCE : LITBANG KOMPAS/ANN/REC

La source



KOMPAS. Le quotidien de Jakarta, le plus grand en Indonésie, a mis cette infographie à la une de son édition datée du 8 septembre. Elle s'appuie sur une enquête menée par le département de recherche et développement du journal et permet

de visualiser de manière très littérale la "génération sandwich". Il s'agit de la frange de la population qui doit prendre en charge à la fois ses enfants et ses parents. Le phénomène concerne 56 millions de personnes, soit près d'un quart des Indonésiens.

360



MAGAZINE

- Aux Philippines, un mauvais mélodrame • Cinéma ... 54
- L'Afrique se prend au jeu • Jeux vidéo 55
- Quand mariachi rimait avec Yougoslavie • Art ... 56
- Nick Cave, musicien reconstruit • L'entretien ... 58

La dure loi du désert d'Atacama

Dans le nord du Chili, l'industrie minière a contaminé le fleuve Loa et tari les moyens de subsistance. Les peuples autochtones rencontrés par le photographe Gaspar Abrilot et l'anthropologue Jorge Rowlands n'ont d'autre choix que de partir.



SOURCE: OPENSTREETMAP AND CONTRIBUTORS



PHOTO GASPABRILLOT



Le photographe

Gaspar Abrilot a grandi dans le sud du Chili. Après des études de littérature et de cinéma à Buenos Aires, en Argentine, il s'est mis à la photo sur le tard, à 29 ans. Devenu imprimeur à l'atelier

Gronefot Fine Art, à Santiago, il s'est en parallèle attaché à immortaliser des territoires altérés par la main humaine, retournant régulièrement dans la région de Quillagua.

↓ En amont du fleuve Loa, le bassin d'Ojos de San Pedro est à sec. Un réseau de canalisations alimente en priorité les mines du secteur.



Autour de Quillagua, des ravines asséchées lézardent le désert d'Atacama. Cette ancienne oasis du nord du Chili, est désormais considérée comme le village le plus aride du monde. Ignorée par la pluie, elle avait la chance d'être parcourue par le Loa, qui se jette dans le Pacifique. Mais le fleuve s'est resserré avec le temps, et ses berges fauves découvrent aujourd'hui des carcasses d'animaux. Quelques tuyaux à nu et des grappes d'arbres bien chétifs complètent le paysage désolé.

“Un composant chimique a contaminé le cours d'eau en 1997, puis en 2000”, déplore le photographe Gaspar Abrilot. Ce polluant provenait des exploitations de cuivre de la région, dont le Chili est le plus grand producteur du monde. Gourmandes en eau, celles-ci ont aussi contribué à assécher le fleuve. Quillagua dépend de María Elena, une municipalité privée qui appartient à l'entreprise minière SQM. “Elle a intérêt à ce que le village disparaisse”, explique Gaspar Abrilot.

La bourgade, qui comptait quelque 600 âmes en 1962, en abrite aujourd'hui moins d'une centaine. Issus pour la plupart du peuple aymara, ces habitants souvent âgés tentent de préserver leur culture. “Le fleuve était source de vie pour les communautés autochtones de toute la zone”, observe le photographe.

Son cousin, l'anthropologue Jorge Rowlands, a découvert la situation au début de ses études. Et il a proposé à Gaspar Abrilot de se rendre dans la région pour la première fois en 2007. Depuis, le duo est maintes fois revenu pour documenter l'épuisement des moyens de subsistance.

Deux livres de photos, inédits en français, sont issus de leurs visites. Le premier, *A la sombra de los Algarrobos* (“À l'ombre des caroubiers”), explore les relations des peuples amérindiens avec ce fleuve affaibli. Le second, *Cuando Quillagua era Quillagua* (“Quand Quillagua était Quillagua”) se concentre sur la vie monotone dans “le village le plus sec du monde”, comme l'a baptisé *National Geographic* en 2002.

Les habitants n'ont accès à l'eau que trois fois par semaine, quand un camion-citerne vient les livrer. Les champs de luzerne qui quadrillaient les environs ne sont plus irrigués. La terre est de toute façon contaminée. “Il reste deux agriculteurs, indique Gaspar Abrilot. Les autres travaillent à la douane ou vivent de petits boulots, c'est très précaire.” Les enfants n'ont de perspectives que dans l'exode.

Début septembre, 62 % des Chiliens ont rejeté la nouvelle Constitution défendue par le président de gauche, Gabriel Boric. Le texte devait remplacer la Loi fondamentale issue de la dictature d'Augusto Pinochet (1973-1990), qui a fait du Chili un laboratoire de l'ultra-libéralisme et encouragé la privatisation de la ressource hydrique. Même à Quillagua, le non l'a emporté.

— **Courrier international**



↓ À l'été 2020, après quatre semaines sans eau. Réclamé à coups de manifestations et de barrages routiers, un camion-citerne vient approvisionner Quillagua.



PHOTOS GASPARD ABRILLOT

↑ Ce polaroid date d'une époque où il était encore possible, à Quillagua, de plonger et se baigner dans le Loa.



↑ Restes d'un animal. La sécheresse du désert facilite la conservation des ossements.



← “Nos racines sont ici, fait valoir Giorgina Soza. Je ne partirai pas car mes parents reposent ici, dans les montagnes.”

↘ Le “pont du diable” permet de franchir la rivière Salado, un affluent du fleuve Loa. Des légendes circulent à son endroit.

↓ Carlos Palape, candidat à la présidence du peuple aymara.



← Un couple de paysans de San Francisco de Chiu-Chiu, sur les bords du Loa. Ils puisent dans le fleuve pour irriguer leurs cultures.

↘ Mariel Castro se souvient d’une réunion avec le maire de María Elena, en 1983. “Ça me coûterait moins cher d’acheter une boîte de munitions que d’investir [à Quillagua]”, avait lancé l’édile, alors que le village faisait déjà face à une pénurie d’eau et d’électricité.

plein écran.



↑ 1, 2, 3. Captures d'écran de la bande-annonce du film *Maid in Malacañang*, très flatteur pour le clan Marcos.

↑ 4, 5. Captures d'écran de la bande-annonce qui célèbre la résistance à l'ancien dictateur.

Aux Philippines, la bataille de la mémoire se joue aussi au cinéma

Deux films sur la dictature de Ferdinand Marcos (1965-1986) s'affrontaient cet été au box-office philippin. Leur divergence reflète la crise politique que traverse le pays, estime cette journaliste philippine qui a choisi de s'exiler.

—**Nikkei Asia** (extraits) Tokyo

Quand les Philippines quittent leur pays sans savoir quand ils vont revenir, ils font souvent une *despedida*, une fête d'adieu avec de quoi manger, entourés d'amis. Moi, avant de quitter les Philippines pour la France par une nuit d'août orageuse, je suis allée au cinéma toute seule et j'ai vu deux films, chacun de deux heures environ, qui illustrent très clairement la crise politique qui frappe le pays.

Le premier, c'était *Katips* [de Vince Tañada, inédit en France], une comédie musicale tirée d'une pièce de théâtre de 2016. Le titre fait référence à une société révolutionnaire locale du XIX^e siècle, mais l'œuvre décrit un groupe d'étudiants de l'université des Philippines qui protestent contre l'imposition de la loi martiale par le président Ferdinand Marcos en 1972, un moment essentiel de ses vingt ans de règne.

Ce film a remporté nombre de prix aux Philippines. La dictature fait actuellement l'objet d'un révisionnisme déterminé de la part de "Bongbong" Marcos [le surnom donné à Ferdinand Marcos Jr., le fils du dictateur renversé en 1986], qui a remporté la

présidentielle en mai et a ainsi pu réinstaller la dynastie Marcos.

Pour moi, le genre de la comédie musicale et la médiocrité de l'intrigue de *Katips* ne conviennent pas aux horreurs de la dictature de Marcos, même si le film comporte des scènes de meurtre et de viol. Et puis je n'ai pas compris pourquoi il pleuvait tout le temps.

Noyer l'histoire. Je me sens coupable de pinailler sur un film qui raconte l'histoire d'étudiants qui ont donné leur vie pour la liberté dans les années 1970, mais si *Katips* avait été plus efficace dramatiquement parlant, il aurait peut-être provoqué la rage des autorités. Notre pays s'enfoncé dans des eaux troubles car les fidèles triomphants de Marcos sont déterminés à noyer son histoire dans un flot de propagande distribuée par Facebook, YouTube et TikTok.

En revanche, ça a été à mon tour de rire pendant le second film. *Maid in Malacañang* ["Jeune fille à Malacañang", de Darryl Yap, inédit en France] raconte les derniers jours que la famille Marcos a passés au palais de Malacañan, à Manille,

avant de s'enfuir à Hawaï après la révolte populaire de 1986.

Avant d'acheter un billet, j'avais pris un verre et envoyé des messages à des amis pour leur demander leur avis. C'était comme si aller voir ce film était une question de santé, comme fumer ou boire trop. Je savais que ce serait une apologie des années Marcos, mais je ne m'attendais pas à ce déferlement de kitsch : jeu des acteurs exagéré, passages rapides de la grosse farce au mélodrame et portraits élogieux de Ferdinand Marcos et de sa superbe épouse Imelda à chaque séquence.

Ce qui est drôle, c'est surtout que la jeune fille évoquée dans le titre, c'est Imee, la fille aînée de Ferdinand Marcos. Elle y apparaît comme la protégée de son père alors que son frère Bongbong est un jeune homme faible et maladroit qui recherche désespérément l'attention de ce dernier. Le film a été écrit et réalisé par Darryl Yap, mais on se croirait dans une œuvre de propagande pour Imee Marcos [qui était consultante sur le tournage et aurait même coproduit le film, selon certains journaux philippins].

Tout à coup, j'étais passée d'une description décevante de la résistance à la loi martiale à une présentation grotesque des derniers jours de la famille Marcos au palais présidentiel, soi-disant vus de l'intérieur. Ne reculant devant aucun ridicule, le film affirme que la foule qui entoure le palais présidentiel est en colère parce que "le peuple aime les Marcos", non parce qu'il veut s'en débarrasser.

J'ai tenu le coup, scène révisionniste après scène révisionniste. Je me soulageais en riant et en criant "Ce n'est pas vrai!" dans l'obscurité quand le mensonge était trop difficile à supporter. Cependant, je suis sortie du cinéma en sachant que mon pays était entre les mains des *baduy*, un adjectif d'argot philippin qui signifie "vulgaire" ou "grossier".

C'est peut-être pour cela que je peux supporter de le quitter pour une durée indéterminée. Si les Philippines avaient les moyens de partir, ils feraient pareil. Combien de fois ai-je entendu des amis dire à leurs

enfants : "Si tu peux partir, vas-y! Fais ton avenir ailleurs."

Dans *Maid in Malacañang*, le personnage d'Imelda Marcos paresse sur son lit avec sa *terno* [la robe traditionnelle philippine] et sa coiffure bouffante iconiques. Elle va bientôt partir en exil, mais se vautre dans des fantasmes de retour au pouvoir. À côté d'elle se trouve une paire de chaussures à talons hauts, l'une des milliers qu'elle possédait, avec 2022 gravé sur les semelles.

L'écrivain Nick Joaquin [1917-2004] a bien décrit ces dernières heures à Malacañang : on a trouvé des chaussures, des pantalons et des couches tachées d'excréments dans la salle de bains des Marcos après leur fuite, écrivait-il dans un livre sur la révolution populaire. "Il n'est que trop normal que l'une des dernières choses que M. Marcos ait faites dans le palais, ça été de le profaner."

Les Marcos sont maintenant de retour, dans toute leur gloire de *baduy*. Tel est le destin des Philippines : un mélodrame uniquement bon pour le cinéma peut s'y produire pour de vrai.

—**Criselda Yabes**
Publié le 14 septembre

Chrono

LE CLAN MARCOS EN CINQ DATES

1965 — Ferdinand Marcos est élu président des Philippines.

1972-1981 — Loi martiale. La lutte contre le communisme sert de prétexte à l'instauration d'un régime dictatorial et à une vague de répression qui fait plusieurs milliers de morts.

1986 — Une révolte populaire met à bas le régime, gangrené par la corruption.

1989 — Ferdinand Marcos meurt en exil à Hawaï. Sa veuve, Imelda Marcos, obtiendra en 1991 le droit de revenir dans l'archipel.

Juin 2022 — Élu en mai, Ferdinand Marcos Jr. devient président.

JEUX VIDÉO

L'Afrique se prend au jeu

Les astres s'alignent pour les développeurs africains de jeux vidéo, de mieux en mieux organisés pour faire valoir leur créativité et attirer les investissements.

—The Economist Londres

Eyram Tawia avait toujours rêvé d'être un super-héros. Quand il était petit, il était Wuzu, "le Grand", qui dessinait des BD depuis son repaire dans le salon. On était dans les années 1990, et les premiers jeux vidéo commençaient à arriver au Ghana : des "jeux de baston" comme *Mortal Kombat* et *Street Fighter*, qu'il faisait tourner sur une console Nintendo de contre-façon. Il se souvient d'avoir attendu huit mois pour jouer à une démo de *Tomb Raider*, en se fabriquant un ordinateur à partir de composants que lui avait envoyés un oncle d'Australie.

Aujourd'hui, Tawia crée ses propres jeux et bandes dessinées dans son studio, Leti Arts, à Accra, la capitale du Ghana. Ses personnages africains vivent dans leur propre monde, qu'il compare à l'univers Marvel. Un assassin du Niger peut se retrouver face à un sorcier du Kenya, ou le dieu araignée Ananse peut affronter Shaka, puissant roi zoulou. Dans le nouveau jeu que va lancer son studio, *Karmzah Run*, on suit une archéologue atteinte d'infirmité motrice cérébrale et dotée de pouvoirs surhumains.

Au cours de la dernière décennie, des dizaines de studios de production de jeux ont fait leur apparition en Afrique. Les spécialistes pensent que les jeux vidéo africains vont bientôt exploser sur le marché, et ils s'appuient sur des statistiques pour le prouver. Le continent compte 1 milliard d'habitants de moins de 35 ans, et plus de smartphones qu'en Amérique du Nord. L'utilisation d'Internet sur téléphone portable y progresse de 9 % par an. Puisant dans les légendes locales, les développeurs espèrent avoir dans le domaine des jeux le même impact que l'afrobeat dans la musique et Nollywood [l'industrie nigérienne du 7^e art] pour le cinéma. Les

jeux peuvent insuffler une nouvelle vie aux "histoires que nous racontaient nos grands-pères", déclare Douglas Ogeto, de Ludique Works, un éditeur de jeux kényan.

Les développeurs donnent libre cours à leur imagination. Kiro'o Games, un studio camerounais, embarque les joueurs sur une planète mythique, Auriona, où un couple royal se bat pour défendre son trône. Masseka Game Studio, fondé par un entrepreneur centrafricain, a transformé un jeu de plateau traditionnel en une histoire qui voit deux royaumes s'affronter pour mettre la main sur des richesses. Dans *Kukululu*, conçu par Qene Games, une société éthiopienne, un poulet en fuite saute par-dessus des cafetières pour échapper à un paysan. Mekan Games, un studio kényan, s'est hissé aux premières places du classement des *casual games* [les jeux accessibles au grand public, pas seulement aux passionnés] en Amérique avec son appli *The President*, inspiré de Donald Trump.

Les programmeurs sont souvent des autodidactes. "Les universités n'avaient rien à proposer aux développeurs de jeux", explique Hugo Obi, de Malyo Games, au Nigeria. "Pourquoi s'en seraient-elles souciées?" En 2020, son studio a lancé un cursus dans ce secteur. En association avec Google, il espère former plus de mille personnes par an. "Nous démocratisons la connaissance nécessaire pour les jeux", affirme-t-il.

Modèle commercial. Pour l'heure, les jeux vidéo ne sont pas encore très lucratifs. La plupart sont conçus pour les joueurs occasionnels, qui peuvent les télécharger pour rien sur leurs téléphones portables. Les revenus tirés de la publicité et des ventes de goodies dans les jeux restent modestes. "En Afrique, on a vraiment du mal à mettre en place un modèle commercial pour beaucoup de jeux", concède Jay Shapiro, entrepreneur canadien à la tête d'Usiko Games, un studio kényan. Selon lui, il faut que

les développeurs réalisent des économies d'échelle à l'aide d'initiatives comme le Pan Africa Gaming Group, réseau de neuf studios qu'il préside.

Les investisseurs en capital-risque commencent à manifester leur intérêt. En janvier, certains ont injecté 20 millions de dollars dans Carryist, un éditeur sud-africain qui aide des studios dans le monde entier à lancer leurs contenus en Afrique. Sa plateforme propose aux joueurs plus d'une centaine de façons de payer (nombre de joueurs africains ne disposent pas de cartes de crédit, ou vivent dans des économies corsetées par le contrôle des changes). Cordel Robbins-Coker, son cofondateur, reconnaît que les studios éprouvent des difficultés à gagner de l'argent avec les jeux vidéo en Afrique, mais soutient que "c'est principalement à

Les développeurs puisent l'inspiration dans les légendes et histoires locales.

cause de l'accès au paiement, pas du manque de revenus disponibles".

Actuellement, le secteur tire l'essentiel de ses revenus d'actions caritatives et de bailleurs de fonds étrangers, qui aiment financer des jeux bien-pensants sur des processus électoraux pacifiques ou sur la santé sexuelle. "Dès qu'on fait un jeu en Afrique, les gens vous demandent : 'Ça parle du paludisme? C'est éducatif?', grince Tawia. "Pourquoi on ne pourrait pas faire un jeu juste pour s'amuser?"

Il n'a rien contre les âmes charitables, du moment qu'il peut explorer ses mondes imaginaires. À l'école, quand le directeur l'avait menacé d'interdire ses créations "démoniaques", il avait créé un personnage du nom de Faith the Conqueror ["la foi conquérante"], et avait pour un temps redéfini ses histoires comme des "bandes dessinées chrétiennes". Un super-héros trouve toujours un moyen de parvenir à ses fins.—

Publié le 8 septembre



5

de *Katips*, un film

En savoir plus

David contre Goliath

"L'affrontement rappelle celui de David et Goliath", relève le **Manila Times**. Initialement sorti en décembre 2021, *Katips* a été remis à l'affiche des cinémas philippins le 3 août, à la demande de son réalisateur, Vince Tañada, pour ne pas laisser à *Maid in Malacañang* et à sa réécriture de l'histoire du clan Marcos le monopole des écrans. Petit film contre grosse production, le combat semblait joué d'avance pour le quotidien philippin. *Katips* aurait même "mangé la poussière" au box-office lors de ce retour, alors qu'il venait de se voir décerner les Famas (l'équivalent des Césars) du meilleur film et du meilleur réalisateur, assure le quotidien de Manille dans un autre article. Comme le rappelle le **Philippine Star**, *Katips* a été interdit aux moins de 16 ans à cause de ses "brutales scènes de torture". Les viols et sévices infligés à des opposants dans le film ont fait couler beaucoup d'encre. Plusieurs journalistes soulignent toutefois leur véracité, eux-mêmes ou certains de leurs proches en ayant été victimes. Ainsi de la chroniqueuse et militante des droits de l'homme Maria Ceres P. Doyo qui, dans le **Philippine Daily Inquirer**, explique que le visionnage de *Katips* lui a offert "des éclairs du passé", la renvoyant à une époque où "certains brillaient par leur courage et que des jeunes, des braves et des audacieux repoussaient les limites au nom de la liberté".



culture.



Quand mariachi rimait avec Yougoslavie

La musique traditionnelle mexicaine a connu un vif succès au pays de Tito, et imprégné la culture populaire locale. Ce pan méconnu de la guerre froide inspire aujourd'hui l'artiste mexicaine Maria Portilla.

—**Balkan Insight** (extraits) Sarajevo

Les échanges entre différentes cultures peuvent aboutir à des résultats surprenants, comme a pu le constater Maria Portilla, une artiste mexicaine de 33 ans. C'est en fouillant dans les caisses de vieux disques d'un ami qu'elle a découvert une scène musicale folklorique mariachi particulièrement florissante dans la lointaine Yougoslavie.

“Quand, en tombant sur ces disques, j'ai découvert ce moment de l'histoire, j'ai voulu en savoir davantage”, confie-t-elle. Et elle a si bien creusé que ce phénomène insolite lui a inspiré une série de tableaux et d'œuvres graphiques fondée sur les pochettes de disques de mariachis yougoslaves. Elle ajoute : “A priori, je n'avais aucune intention de travailler sur les mariachis. Mais le sujet m'a tellement fascinée qu'il a débouché sur ce travail.”

Maria Portilla est également cofondatrice du journal de rue mexicain *Mi Valedor*, un titre vendu par des gens en situation de précarité à Mexico et qui fait partie du réseau international des journaux de rue. Lors d'une visite à des collègues travaillant pour *Lice Ulice*, journal de rue serbe édité à Belgrade, elle a été frappée par l'influence

manifeste du mariachi. “Lorsque j'ai entendu la musique de rue à Belgrade, j'ai trouvé qu'elle ressemblait beaucoup à la musique mexicaine que l'on joue dans les villages, notamment dans les États d'Oaxaca et du Michoacán, pour les mariages et les marches funéraires”, explique-t-elle, soulignant les similitudes entre les sonorités des deux pays.

Le mariachi est un genre de musique traditionnelle des campagnes de l'ouest du Mexique qui a évolué au fil du temps. Il est généralement joué par un ensemble de violons, de trompettes et de guitares, et tous les musiciens, vêtus de costumes aux couleurs vives, se relaient pour chanter la mélodie principale et faire les chœurs.

Non à Staline. La culture mariachi mexicaine trouve en réalité son origine dans un épisode méconnu de l'époque où le Mexique était dirigé par un empereur autrichien. “En 1864, Maximilien, frère de l'empereur d'Autriche François-Joseph I^{er}, s'est vu offrir la couronne impériale du Mexique et durant son bref règne [jusqu'en 1867], il a fait venir d'Europe centrale des instruments comme le tuba, le trombone, le saxophone et l'accordéon, qui sont arrivés jusque dans les villages mexicains”, rappelle Portilla. Ils ont été adoptés, et la suite appartient à l'histoire.

↳ Dans ses tableaux, Maria Portilla mêle des éléments empruntés aux pochettes de disques mariachis produits au Mexique et en Yougoslavie. Photo Archives privées

En Yougoslavie, le genre du mariachi est arrivé en 1948, au plus fort de la guerre froide, lorsque le dirigeant yougoslave Josip Broz Tito

[au pouvoir de 1953 à 1980] a marqué l'histoire en osant dire non au dirigeant soviétique Joseph Staline. En rompant les relations avec son “père” et mentor idéologique, la Yougoslavie s'est retrouvée dans une situation exceptionnelle : un îlot communiste indépendant, refusant aussi bien de tomber sous le joug du bloc communiste que d'être à la botte de l'Ouest capitaliste. De ce fait, la culture yougoslave a été plus ouverte à d'autres choix, allant chercher des influences dans le monde entier, et jusqu'au Mexique, qui était alors un pays neutre sur la scène géopolitique.

Les films de l'âge d'or du cinéma mexicain, le “cine de oro mexicano” [1930-1969], faisaient alors fureur en Yougoslavie, et c'est ainsi que la musique mexicaine s'est propagée dans le pays. “Ce phénomène a ouvert une fenêtre entre nos deux pays, en dépit de leur distance linguistique et géographique”, poursuit Maria Portilla.

La révolution était un thème de prédilection pour de nombreux films mexicains, qui exaltaient souvent la lutte pour l'indépendance. Et, avec le mariachi, il perçut comme “une musique du peuple”, il convenait parfaitement à une Yougoslavie révolutionnaire, fière du rôle qu'elle avait joué durant la Seconde Guerre mondiale pour triompher des forces de l'Axe.

Miha Mazzini, écrivain et journaliste slovène qui a travaillé sur le phénomène du mariachi yougoslave, a aidé Maria Portilla dans ses recherches. Selon lui, le film de 1950 d'Emilio Fernández *Un día de vida* était très populaire. Pour les personnes âgées des anciennes républiques de Yougoslavie, il reste aujourd'hui un “classique”.

C'est à partir de ces films que la culture mexicaine a pénétré la culture populaire yougoslave, suscitant l'apparition de nombreux “faux” orchestres mexicains, qui se produisaient d'un bout à l'autre du pays. Le mariachi est ainsi devenu une sorte de culture populaire clandestine, très appréciée

de l'homme de la rue – même si elle n'était pas particulièrement prisée des autorités officielles ou de la radio et de la télévision d'État.

Bien qu'ils n'aient bénéficié d'aucune véritable promotion, les musiciens de mariachi étaient souvent ceux qui vendaient le plus de disques. Les chanteurs et les groupes les plus connus étaient Ljubomir Milic et Paloma, Rade Maric et Slavko Perovic, le Trio Paloma, et Ana Milosavljevic, dont l'album *Holidays in Mexico* [“Vacances au Mexique”] a fait un tabac.

Si les mariachis yougoslaves ont tant impressionné Maria Portilla, “c'est surtout parce qu'ils n'ont jamais mis les pieds au Mexique ! J'ai aussi été touchée par l'excellent accueil qu'a reçu cette musique dans cette région du monde ; une musique qui touchait la même corde sensible chez nos deux peuples.”

Pays frères. Sa passion est aussi exubérante que les illustrations des vieilles pochettes de disques, au Mexique comme en Yougoslavie. Les labels yougoslaves comme Jugoton et Diskos et les labels mexicains comme Peerless et Musard ont été pour elle “une immense source d'inspiration” artistique.

“Cela correspond aux débuts de mon travail graphique : l'eau-forte et la gravure. Deux styles qui ont tissé un lien esthétique et graphique entre nos pays ; un style post-révolutionnaire qui, en son temps, unissait les artistes politiquement engagés pour leur permettre de propager leur message militant”, explique-t-elle. “Dans chacune de mes œuvres d'art, poursuit-elle, j'intègre un dessin ou un personnage d'une pochette vinyle des deux pays.”

Pour elle, la culture mariachi est la musique avec laquelle elle a grandi et qui lui rappelle son pays. Elle pense que les gens du Mexique et de l'ex-Yougoslavie partagent, par certains côtés, une même mentalité, “surtout dans la façon dont ils vous traitent, avec gentillesse et une attitude accueillante”. Elle poursuit : “Je ne fais jamais que relier les points et créer un dialogue direct, en rendant hommage à ce moment particulier de l'histoire.”

Elle considère également que son projet est important car il raconte aussi l'histoire d'une coopération culturelle qui résistait au modèle dominant d'Hollywood. “Le simple fait de savoir que nous avons eu une influence culturelle en Europe nous offre une occasion de réexaminer notre patrimoine artistique – et nous fournit les outils pour lutter contre des industries culturelles aussi dévorantes que celles des États-Unis”, précise Maria. “Engageons-nous à ne pas céder à la monoculture à laquelle il est de plus en plus difficile d'échapper. Et mettons en valeur ce qui nous rapproche en tant que pays frères”, conclut-elle.

—**Sasa Dragojlo**
Publié le 1^{er} juillet



Écoutez

**CEUX
QUI AIMENT
DÉCRYPTER
L'ACTU**

DIMITRI PAVLENKO

7H - 9H

EUROPE MATIN

Europe 1

l'entretien. 

↓ Nick Cave à Lyon, le 6 juin, lors d'un concert aux Nuits de Fourvière.
Photo Megan Cullen/Stage of the Art



“À chaque fois
que je monte sur
scène, je me sens
redevable”

—Nick Cave

À l'occasion de la parution d'un livre d'entretiens, le musicien australien se confie au *New York Times Magazine*. À 65 ans, il évoque sa toxicomanie passée et Elvis Presley, mais revient surtout sur la mort tragique de deux de ses enfants et le rôle que son public et la scène ont tenu dans sa reconstruction.

—The New York Times Magazine *New York*

J'essaie d'écrire, explique le musicien et auteur Nick Cave, en partant du principe que les épreuves de la vie, si terribles soient-elles, peuvent être source de rédemption et de sublime." Avant de pouvoir considérer l'existence à travers ce prisme, il a payé le prix fort. En 2015, son fils de 15 ans, Arthur, s'est tué en tombant d'une falaise près de la maison familiale à Brighton, en Grande-Bretagne. Après coup, et avec le temps, Cave a réussi à apprécier la beauté fragile de l'existence. Ce vacillement s'incarne aussi dans sa musique. Nick Cave avait toujours été l'une des âmes damnées du rock, un auteur reconnu et un chanteur qui n'avait pas peur de la provocation et de l'abrasion lyrique et sonore, un infatigable explorateur des noirceurs de l'âme.

Peu à peu, cependant, il est devenu le vecteur lumineux d'albums et de concerts à la fonction cathartique, des moments de grâce, réconfortants et sincères – qui n'en sont pas moins sans compromission.

En dehors de la musique, son cheminement a pris forme avec The Red Hand Files [un site Internet], où lui qui était auparavant une personnalité terriblement intimidante répond de manière limpide et avec une attention touchante aux questions souvent existentielles qui lui sont soumises par les internautes. [Nick Cave assure avoir reçu près de 60 000 questions de ses fans. Il a publié plus de 200 réponses depuis la création du site, en septembre 2018.]

Et cette métamorphose du sexagénaire australien [il a fêté ses 65 ans fin septembre] est justement le propos de *Faith, Hope and Carnage*, une série d'entretiens intimistes entre Nick Cave et le journaliste Sean O'Hagan, paru le 20 septembre [encore inédit en français].

Malheureusement, alors que les entretiens venaient de prendre fin, le fils aîné de Cave, Jethro, est mort brutalement à l'âge de 31 ans [sa mort a été annoncée le 9 mai]. "Tous les gens endeuillés savent que le temps du chagrin est compté, explique Cave quand on lui demande s'il a l'intention de poursuivre cette exploration du deuil. Mais par respect pour Arthur et Jethro, je ne peux pas me contenter de dire 'Maintenant c'est bon, je passe à autre chose'."

DAVID MARCHESI: Pour moi, la phrase la plus terrible du livre se trouve dans la postface de Sean O'Hagan. Il annonce que depuis la fin de vos entretiens, vous avez perdu un autre fils. Cela après environ 250 pages où vous expliquez comment vous avez réussi à retrouver du sens à la vie et à retourner auprès des vivants après la mort d'Arthur. Peut-être est-ce encore trop tôt pour que vous puissiez répondre, ou peut-être n'y a-t-il pas de réponse, mais comment pensez-vous continuer à avancer, après avoir perdu un autre fils?

NICK CAVE: C'est difficile à exprimer, mais je sais très bien qu'on peut s'en sortir. Quand Arthur est mort, le pire pour moi c'était de me demander si cette souffrance allait un jour prendre fin. Je ne veux pas que tout ce que je dis et fais tourne autour du deuil, mais je me sens l'obligation de dire aux personnes dans cette même situation – et il y en a des centaines qui m'écrivent sur The Red Hand Files – qu'on peut s'en sortir. La plupart des gens qui m'écrivent, surtout ceux qui viennent tout juste de perdre quelqu'un, ne peuvent pas comprendre. Mais je sais exactement ce qu'ils ressentent. C'est ce qui se passe avec Jethro.

“Quand Arthur est mort, je me suis retrouvé dans les ténèbres les plus effroyables. Il était impossible de distinguer quoi que ce soit en dehors du désespoir.”

Bio
express

Père de quatre enfants, dont deux sont morts tragiquement, Nick Cave a connu de multiples vies musicales. Né en Australie en 1957, il fonde son premier groupe, The Boys Next Door, dans l'effervescence punk du mitan des années 1970. Relocalisé à Londres, le groupe se rebaptise The Birthday Party et s'impose comme l'un des plus incendiaires et provocants de la scène postpunk. À partir de 1983, Nick Cave commence à travailler avec The Bad Seeds, un collectif à géométrie variable d'une quinzaine de musiciens, avec lequel il enregistre plus de 20 albums oscillant entre ballades piano-voix et rock puissant. Au début des années 2000, il entame une collaboration fructueuse avec le multi-instrumentiste australien Warren Ellis. Ensemble, ils fondent le groupe Grinderman et publient une dizaine de musiques de films, ainsi qu'un album, *Carnage* (2021).

Avec la mort d'Arthur, la vie a fini par prendre pour vous une sorte de luminosité mystique qu'elle n'avait pas auparavant. J'ai ressenti la même chose lors de la perte d'un proche, mais j'avais également peur de voir ce sentiment disparaître avec le temps, et de devoir à nouveau faire le deuil de cet apaisement. Est-ce aussi l'une de vos inquiétudes?

Un toxicomane qui arrête la drogue va ressentir une sorte d'euphorie passagère [Nick Cave a été accro à l'héroïne pendant la majeure partie des années 1980 et 1990]. La moindre promenade est un émerveillement. Ensuite il y a une sorte de descente, et la vie reprend son cours normal. Il y a peut-être de ça dans le deuil, mais ma sensibilité religieuse, qui a toujours été présente en moi, a été exacerbée après la mort d'Arthur. Parfois je me sens plus mystique que les autres, mais j'ai toujours connu cette tension entre mes croyances religieuses et mon scepticisme et ma rationalité, ce que je considérais comme une faiblesse. Ce qui a changé chez moi, c'est que je vois désormais que ce n'était pas un défaut, que toute l'énergie de ma créativité venait de ce combat. Et ce conflit est peut-être l'essence même de l'expérience religieuse.

Votre père est mort quand vous aviez 19 ans. À l'époque, le deuil avait-il eu un effet différent sur votre musique par rapport à aujourd'hui?

Je ne réalisais pas du tout les effets du deuil quand mon père est mort. Je crois que je n'avais pas la moindre idée de ce qui se passait. J'étais imperméable à tout, sauf à mes envies. Quand Arthur est mort, je me suis retrouvé au fond du trou, dans les ténèbres les plus effroyables. Il était presque impossible de distinguer quoi que ce soit en dehors du désespoir. Susie [sa femme depuis 1999, mère d'Arthur et de son frère jumeau, Earl] et moi avons réussi, sans trop savoir comment, à nous sortir de là et – c'est un peu bête à dire – c'est en partie grâce aux gens qui continuaient à m'écrire et qui me disaient : "Je suis passé par là, voilà ce que vous allez traverser, voilà ce qui va se passer." C'était extrêmement porteur et émouvant.

Les concerts que j'ai faits par la suite étaient aussi très forts, l'affection du public m'a sauvé. Mon public a été une source de réconfort prodigieuse, et maintenant à chaque fois que je monte sur scène, je me sens redevable.

Tout ce que je fais sur le plan artistique n'est rien d'autre que de m'acquitter de cette dette. C'est... Mon autre fils est mort. C'est difficile d'en parler, mais les concerts et la relation que j'entretiens avec mon public sont ma bouée de sauvetage. Les gens me demandent comment je fais pour partir en tournée. Mais, pour moi, c'est tout l'inverse. Je ne sais pas comment je ferais si j'étais privé de tournée.

Vous évoquez ce sentiment de réciprocité entre vous et le public. Je vous ai déjà vu en concert, j'ai trouvé intéressant de regarder ce qui passait dans la foule, je voyais dans leurs yeux des choses totalement différentes : de la joie, de la peur, du désir, de l'envie. Et vous, que voyez-vous? Leur regard a-t-il changé?

Je dirais que je ne les vois plus comme avant, comme si j'avais eu les yeux dessillés, et que je voyais enfin que les fans à la fois forment une communauté et sont des individus à part entière. Avant, je montais sur scène, je faisais des concerts, qu'ils soient bons ou mauvais, mais je n'avais jamais été bouleversé par le public, par ses joies, ses peines et ses fragilités, tout ce qu'on voit quand on est vraiment attentif à ce qui se passe dans la salle. Je ne sais pas si je suis très clair, mais quand je vois

maintenant les gens émus par ce que je leur propose, je trouve que c'est un énorme privilège.

Je sais que tous les musiciens disent ça, mais c'est vrai. Et l'émotion est un sentiment extrêmement contagieux. Tout comme son opposé, l'indifférence. Pour moi, quand un groupe monte sur scène et ne se donne pas à fond, je trouve que c'est presque immoral, que c'est du gâchis. Il faut tout donner, et ce à chaque morceau. Nous sommes alors aspirés par cette énergie et il y a ce flux et ce reflux d'amour entre vous et le public. Avant, rien ne me plaisait plus que la confrontation entre les musiciens et le public. À nos débuts, les gens qui venaient nous voir nous détestaient. Cette friction entre le groupe et le public était le moteur déjanté de The Birthday Party [nouveau nom de baptême donné à son arrivée à Londres à son premier groupe, The Boys Next Door, actif sous ces deux alias entre 1977 et 1983]. Tout est complètement différent aujourd'hui.

Ces périodes où le conflit était votre carburant étaient également des périodes de consommation intense de drogue. Pensez-vous que les drogues aident à créer ?

Les amphétamines, pour leurs effets purement physiques, sont incroyables. Mais on a tendance à surestimer ce qu'on fait. Je ne crois pas que l'héroïne soit bien utile. Elle s'interpose même rapidement dans le processus créatif, parce que toute votre vie tourne autour de la drogue. Je ne crois pas qu'elle ait des vertus créatrices. Moi, ce qui me plaisait dans l'héroïne, c'est le cadre structuré qu'elle imposait à ma vie, jusqu'à un certain point évidemment. Le fait est que vos choix se résument à peu de choses.

Au réveil, deux choix s'offrent à vous : se droguer ou être malade. Et donc c'est la drogue, et plus tard dans la soirée, il faut en reprendre. Si vous avez de l'argent et un fournisseur, c'est une vie très organisée. Si vous n'avez pas d'argent, c'est l'enfer et je ne le conseille à personne. Je suis partisan de la légalisation de toutes les drogues et surtout de l'héroïne. Selon moi, il faut avoir la possibilité de se rendre dans un lieu pour se droguer en toute sécurité et ensuite pouvoir revenir le soir et refaire la même chose. C'est le chaos qui entoure la consommation de cette drogue qui est immensément destructeur et dangereux. Et si tant de toxicomanes finissent par mourir, c'est parce que l'héroïne est illégale.

Dans ce nouveau livre, vous dites que ces dernières années, et notamment votre travail sur The Red Hand Files, vous ont rendu plus attentif aux autres. Vous dites également que ce n'est pourtant pas dans votre nature. C'est étonnant parce que les artistes sont censés avoir une grande sensibilité et leur capacité à éprouver les souffrances des autres est presque une sorte de prérequis. Est-ce une vision fautive ou trop romantique de l'artiste ?

L'art n'est pas l'apanage des gens bons et compatissants, Dieu merci ! Ce qui nous pousse à créer, c'est la quête d'un idéal personnel. En tout cas c'est le cas pour moi. J'entends souvent dire : "Comment puis-je écouter ou lire les œuvres de gens qui ont fait des choses aussi répréhensibles ?" Pour moi, l'intensité de leur création est parfois justement dans cette distance entre l'œuvre et les pires travers de l'artiste. C'est pour moi l'aspect le plus fascinant de l'art, que je retrouve aussi quand je lis et réponds aux lettres que je reçois sur The Red Hand Files. Elles révèlent un aspect de moi dont j'ignorais complètement l'existence. Les Red Hand Files sont devenus pour moi un moyen d'exprimer par l'écrit ce cheminement intérieur vers un moi meilleur.

UN ARTISTE À SON APOGÉE

"Nick Cave défie les lois de la gravité de la planète rock. Sa palette de styles et l'intensité, l'alchimie et le désir de communion qu'il dégage font selon moi des Bad Seeds le meilleur groupe de scène du monde", s'enflamme le critique Dorian Lynskey dans **UnHerd**, à l'occasion de la parution de *Faith, Hope and Carnage* (non traduit), un livre d'entretiens de Nick Cave avec le journaliste Sean O'Hagan. À 65 ans, "l'auteur-compositeur australien est plus vivant que jamais sur le plan créatif", renchérit George Eaton dans un long article du **New Statesman** consacré à la "seconde naissance" de Nick Cave. Là où "ses contemporains sont devenus des nostalgies vivantes ou des caricatures (Morrissey, Bono)", Nick Cave vit "un apogée de fin de carrière", souligne George Eaton : "Il a récemment produit deux des albums les plus acclamés de ses quarante-trois ans d'enregistrements : *Ghosteen* (2019), avec son groupe *The Bad Seeds* et *Carnage* (2021). Des créations de studio qui doivent plus aux influences classiques et électroniques qu'au rock à guitares [qui a longtemps été sa marque de fabrique]." Nick Cave a en outre "longtemps défié les frontières traditionnelles d'une carrière musicale. En plus de 24 albums studio sous diverses formes, il a écrit des romans, des scénarios et une introduction à l'Évangile de Marc. Il a composé la musique de nombreux films, joué dans un film avec Brad Pitt (Johnny Suede, en 1991) et s'est même essayé à la céramique." Malgré son aura, il n'a pourtant jamais connu de succès de masse, remarque Dorian Lynskey, qui rappelle que la seule entrée des Bad Seeds dans le top 20 est *Where the Wild Roses Grow*, un duo de 1995 avec Kylie Minogue.

"Je suis conservateur sur le plan culturel dans le sens où j'accorde de l'importance aux enseignements du passé."

Avec cette nouvelle empathie, comment vivez-vous les aspects les moins recommandables de votre œuvre ? Je pense à cette nouvelle chanson, *White Elephant*. Quand vous la chantez sur scène et que vous arrivez à cette phrase "Je vais t'exploser la face", est-ce que vous le vivez différemment de l'époque où la violence et la cruauté étaient le thème de vos chansons ?

L'empathie dans l'art, c'est essayer de comprendre la nature humaine. Et comprendre – même les pires aspects de notre nature – est une vertu. Il y a de la beauté dans cette tâche, et la beauté a une valeur morale. Je dirais qu'il y a une grande beauté dans *White Elephant*. L'effet de la chanson sur le public est extraordinaire, peu importe de quoi elle parle vraiment. Il y a des livres qui sont éprouvants à lire mais qui restent magnifiques. Je pense à *American Psycho* [de Bret Easton Ellis] qui est, à certains égards, une œuvre d'une grande beauté. La valeur morale de l'art n'est pas fondée sur ce qu'est l'art. Les œuvres qui ne font qu'énoncer des choses évidentes sur le plan de la morale, selon moi, ne servent pas à grand-chose. Souvent elles ne valent même pas la peine d'être contemplées. C'est le pouvoir d'attraction et de répulsion du bien et du mal qui confère toute sa beauté à la création artistique.

Dans cet ouvrage, vous vous décrivez comme conservateur. Je le comprends comme une volonté de ne pas être soumis aux aléas de la morale et d'avoir certaines convictions. La remise en question des convictions est-elle instructive ou insultante pour vous ?

Je suis conservateur sur le plan culturel dans le sens où j'accorde de l'importance aux enseignements du passé. Je pense qu'ils ont une valeur intrinsèque et que s'ils méritent forcément réflexion, ils doivent tout de même être respectés. Et donc, si on en revient aux artistes controversés, il est vrai que dans le domaine musical, il y a une certaine corrélation entre créativité et transgression. Ce n'est pas un hasard si les plus grands musiciens sont souvent des personnalités problématiques. Je comprends bien qu'on puisse avoir une autre opinion sur le sujet et je viens d'une génération de musiciens qui estimait qu'il était de notre devoir moral de choquer les gens. C'était notre raison d'être : créer de la dissonance et du chaos. Pour moi, c'est toujours une évidence.

Prenez les grands musiciens, leur cheminement personnel et artistique, c'est une sorte de voyage dans le royaume de la création, un lieu précieux et sans jugement de valeur, et il faut du courage pour y pénétrer, aussi faillible soit-on. Je ne supporte plus cette chasse aux sorcières permanente. On pourrait croire que c'est au nom d'un idéal de justice et de miséricorde, mais les armes utilisées, me semble-t-il, sont plutôt l'injustice et l'intransigeance. C'est très pénible à observer et, forcément, ça engendre des créations artistiques ennuyeuses, prétentieuses et d'une grande platitude morale.

Pardonnez-moi de passer du coq à l'âne, mais avez-vous vu le film sur Elvis Presley [*Elvis*, biopic de l'Australien Baz Luhrmann] ?

Oui, je n'ai pas été convaincu. Elvis est un héros pour moi. L'histoire de ses dernières années a une connotation presque religieuse. Il a vraiment vécu la Passion lors des derniers concerts à Las Vegas, la crucifixion, la rédemption et la résurrection. Dans le film, les dernières années ne sont pas évoquées sous cet aspect. Je trouve qu'ils sont passés à côté d'un truc intéressant. On a un petit aperçu du sujet dans les images d'Elvis qui sont montrées à la fin du film. On y voit un homme pour qui monter sur scène et chanter se fait au prix d'une souffrance indicible. → 62

↓ Nick Cave à Malibu
(Californie) en 2019.

Photo Matt Thorne/Stage of the Art



60 ← J'ai trouvé ces images incroyables. Mais au lieu de se contenter de montrer ces images, ils auraient dû s'en emparer et en faire quelque chose. Pour moi, la fin du film est tout de même rachetée par ces images. Et encore, ce ne sont pas les meilleures prises de vues de la période.

Prenez la fin du documentaire *This Is Elvis* [1981]. Les vingt dernières minutes de ce film montrent Elvis en train de chanter *Are You Lonesome Tonight?* et il se plante complètement dans les paroles, la caméra se rapproche au plus près de son visage et on voit bien qu'il est en train de merder dans les grandes largeurs. Ses yeux trahissent sa terreur. Ce sont des images très douloureuses à regarder. Ensuite on voit les images de son cortège funéraire, avec la chanson *An American Trilogy*, pour moi, la crucifixion et la résurrection d'Elvis. Ça a changé ma vie en tant qu'artiste. C'est le truc le plus émouvant qu'il m'ait été donné de voir musicalement. Quand je suis en tournée, quand je ne suis pas en forme, que je n'ai pas trop envie de chanter ou que je ne le sens pas, je pense souvent à Elvis et à son engagement sur scène.

Puisqu'on parle d'engagement, vous avez déclaré que votre priorité allait désormais à votre vie de citoyen, de voisin, de père et de mari plutôt qu'à votre vie d'artiste. Pourquoi ?

Ce que je veux dire, c'est que la nature aut centrée de l'artiste, après un certain temps, devient très pénible. Si on m'avait dit quand j'avais 30 ans, 40 ans, ou même 50 ans que ma production artistique n'était pas l'aspect le plus fondamental de ma vie, j'aurais pensé que cette personne ne comprenait rien à rien. Ces derniers temps, j'ai arrêté de penser comme ça. Cela ne veut pas dire que j'ai arrêté de travailler, mais c'est pour moi une évidence désormais qu'il y a d'autres choses tout aussi vitales. Comme s'occuper de ses proches par exemple. Nous faisons partie d'une communauté et aussi du monde.

C'est peut-être un peu terrible et extrême mais je pense souvent à cette description de Satan dans *L'Enfer* de Dante. Il est coincé dans la glace jusqu'à la taille et complètement

Discographie express

- 1979** — *Door, Door*, unique album de The Boys Next Door, groupe formé avec Mick Harvey, qui accompagnera Nick Cave pendant près de vingt-cinq ans.
- 1982** — *Junkyard*, dernier album de The Birthday Party.
- 1984** — *From Her to Eternity*, premier album de Nick Cave and the Bad Seeds.
- 1988** — *Tender Prey*, où figure la chanson culte *The Mercy Seat*.
- 1994** — *Let Love In*, avec le titre *Red Right Hand*, qu'on entendra dans *Scream* ou *Peaky Blinders*.
- 1996** — *Murder Ballads*, où il chante en duo avec notamment PJ Harvey et Kylie Minogue.
- 2004** — *Abattoir Blues/The Lyre of Orpheus*, double album où figure *O Children*, l'une de ses chansons les plus connues.
- 2007** — *Grinderman*, retour à un rock brutal au sein d'un quatuor.
- 2013** — *Push the Sky Away*, disque marqué par l'usage inédit des synthés et de l'électronique.
- 2016** — *Skeleton Tree*, enregistré à l'époque de la mort de son fils Arthur.
- 2019** — *Ghosteen*, l'album du deuil, un chef-d'œuvre en apesanteur électronique.
- 2021** — *Carnage*, premier album signé en duo avec Warren Ellis.

absorbé par ses problèmes, il agite ses grandes ailes de chauve-souris et rumine son ressentiment avec ses trois bouches. C'est une représentation terrible de notre égoïsme, un égoïsme qui diffuse sa froideur sur les autres. C'est une attitude que je retrouve tout le temps, surtout chez les jeunes, ils sont complètement absorbés par leur travail. Je suis très heureux d'avoir laissé tomber tout ça. Écrire des chansons d'amour, fabriquer des trucs, c'est quand même une infime partie de notre vie.

Quand on s'imagine sur son lit de mort, on espère qu'il y aura quelqu'un à nos côtés. Ou alors peut-être que c'est moi qui délire... Mais quand ma femme me tiendra la main, je ne vais pas lui dire "*Chérie, tu te rends compte que c'est moi qui aie écrit The Mercy Seat?*" [l'une de ses chansons cultes, sortie en 1988]. Vous comprenez ce que je veux dire?

Oui, mais la façon de le dire...

Désolé de revenir à Arthur une fois de plus, mais l'un des premiers trucs que j'ai fait après sa mort, c'est de me débarrasser du bureau sur lequel j'écrivais. Je suis entré un jour dans la pièce et je me suis rendu compte que ce lieu incarnait la quintessence de mon égoïsme. Ce narcissisme obsessionnel a été la première chose dont je me suis dépouillé.

Ne vous excusez pas de revenir à Arthur. C'est un cliché, mais c'est vrai : il est difficile d'échapper à soi-même et à ce qui compte pour nous.

C'est vrai. En tant qu'artiste, je n'ai jamais été capable d'écrire une chanson trop éloignée de qui j'étais. Je suppose qu'un grand nombre de mes chansons doivent leur succès au fait que c'est moi, Nick Cave, qui les chante. Si quelqu'un d'autre essayait de se les approprier, cela ne donnerait peut-être rien. J'ignore d'ailleurs si c'est une bonne ou une mauvaise chose. Mais il faut bien dire que quand vous écrivez, parfois vous sortez des trucs incroyables. D'un seul coup, la phrase fait vraiment sens. Et il y a aussi parfois des paroles insignifiantes. Elles se triment dans la chanson comme autant de petits mensonges. Mais je pense que les gens repèrent facilement la sincérité. C'est exactement le cas quand Elvis chante. Tout y est. Dans l'extrait dont nous parlions, ce n'est pas seulement un chanteur au bout du rouleau qu'on voit. Il incarne la vérité. Et nous sommes tous en quête de vérité.

— **Propos recueillis par David Marchese**

Publié le 11 septembre

SOURCE



THE NEW YORK TIMES MAGAZINE

New York, États-Unis

Hebdomadaire

nytimes.com/section/magazine

Inclus dans la livraison dominicale du *New York Times* depuis 1896, ce magazine de haute volée est réputé pour ses longs formats (reportages, enquêtes, essais) et ses signatures prestigieuses : journalistes, écrivains et personnalités de tous les domaines. Il est capable d'aborder avec originalité une grande variété de sujets, des plus sérieux aux plus légers. Il fait la part belle à l'image, notamment à la photographie.

NOTRE NOUVEAU HORS-SÉRIE



**Courrier
international**

Hors-série Octobre-novembre 2022
8,50 €

LA BOMBE DÉMOGRAPHIQUE

**En 2100, il y aura 10 milliards d'humains sur Terre.
Comment gérer le vieillissement de la population et les déséquilibres
géographiques et économiques? Faut-il encore faire des enfants?
Les réponses de la presse étrangère.**



Japon : le laboratoire du monde

Robotisation, recul de l'âge de la retraite... : l'archipel cherche des solutions à la crise de la natalité.

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

 **Courrier
international**

TOUT LE MONDE VEUT DES TRANSPORTS PLUS PROPRES, MÊME VOTRE ÉPARGNE

LA NOUVELLE GÉNÉRATION D'ÉPARGNE est une gamme de produits d'épargne, dont la gestion est confiée à des experts français et internationaux, sélectionnés pour leur recherche de performance. Accessible en Assurance vie, Plan d'épargne en Actions et Compte Titres Ordinaire, cette gamme propose un large choix de fonds ISR ⁽¹⁾ et Environnement ⁽²⁾, dont certains favorisent les transports plus propres. Société Générale a été reconnue Banque de l'année pour le développement durable par *International Financing Review*. Contactez votre conseiller pour en savoir plus et épargnez dès 50 € par mois.

**C'EST VOUS
L'AVENIR**  **SOCIÉTÉ
GÉNÉRALE**

Plus de détails sur la gamme sur : <https://so.ge/epargne-responsable>
Les investissements sur les marchés financiers présentent un risque de perte en capital.

Document à caractère publicitaire – Préalablement à toute souscription, il convient de vous rapprocher de votre conseiller pour que ce dernier puisse s'assurer que la solution d'investissement envisagée est adaptée à votre situation patrimoniale et budgétaire, à vos objectifs et horizon de placement, à votre profil investisseur et vos connaissances et expériences financières, ainsi qu'à votre appétence pour la finance durable. (1) ISR (Investissement Socialement Responsable) est un label créé par l'État pour offrir une meilleure visibilité sur les fonds d'investissement tenant compte de critères Environnementaux, Sociaux et de Gouvernance. (2) Des fonds permettant d'investir dans des sociétés ayant une stratégie d'impact mesurable, centrées autour de thématiques telles que le climat, l'eau, les énergies renouvelables et l'environnement. Société Générale, S.A. au capital de 1 062 354 722,50 € au 18 juillet 2022 - 552 120 222 RCS Paris - Siège social : 29, bd Haussmann, 75009 Paris. Intermédiaire en assurance, dûment enregistré à l'ORIAS sous le n°07 022 493 (www.orias.fr). Crédit photo : Getty Images - Octobre 2022.